

Supplément au n° 156 (octobre 1961) de la revue *Défense de l'Homme*, achevé d'imprimer le 4 novembre 1961.

Paul RASSINIER

L'ÉQUIVOQUE RÉVOLUTIONNAIRE
ESSAI

Éditions de l'AAARGH
2004

Introduction

par Louis DORLET

Ceux de nos lecteurs qui sont peu familiarisés avec les pièges de la linguistique, trouveront sans doute quelque peu aride la première partie de cet essai consacré par Paul Rassinier à l'Équivoque révolutionnaire. Cette incursion dans le domaine de la sémantique était pourtant indispensable pour bien montrer, à travers les siècles, les curieux avatars du mot « révolution » et l'extrême confusion à laquelle ses diverses interprétations ont donné lieu.

Il ne s'agissait pas seulement de discuter de la légitimité logique d'un mot, mais, étant convaincu que le progrès de la connaissance est solidaire de l'évolution du langage, de prouver qu'il n'était pas possible d'édifier quelque chose de solide sur des bases aussi mouvantes.

Depuis bien longtemps, les humbles, écrasés de charges multiples, requis pour toutes les besognes rebutantes, étripés sur tous les « champs d'honneurs » où se liquident les querelles des puissants, ont rêvé d'échapper à leur sort grâce à la « Révolution ».

Mais ils ont toujours eu une idée si peu claire de ce mot auquel ils prêtaient une sorte de sens mystique, qu'ils furent jusqu'à présent mystifiés avec une dérisoire facilité par les théoriciens d'un révolutionnarisme qui poursuit, trop souvent, la conquête individuelle de la puissance sociale par le détour de la prédication révolutionnaire.

Les apôtres du marxisme ont développé au paroxysme ce mysticisme social qui accepte comme indiscutable tout ce qui est fait, annoncé ou proclamé au nom d'une prétendue révolution prolétarienne.

Sorel explique la doctrine marxiste comme « un ensemble de mythes habilement conçus, appuyés par une extraordinaire dextérité d'argumentation logique et par là très propres à fournir aux masses ouvrières et même à leurs chefs de file un principe d'impulsion puissant, un irrésistible élan de conquête ». Mais le mysticisme marxiste s'affirme aussi comme une voie de salut, non pas la meilleure, mais la seule.

Une fois bien pénétré de ce principe essentiel du dogme marxiste, il n'y a plus d'hésitation à avoir, plus de doutes, plus de tourments pénibles à supporter : tout se déroule bien, dans l'Univers pseudo-socialiste, selon les inventions de cet infallible demiurge annoncé par Hegel dans cette curieuse phrase : « Les annales du genre humain sont la réalisation d'un plan caché de la Nature en vue du progrès de la raison. »

Pas du tout exigeant sur le « contenu » d'un socialisme véritable, l'individu qui a foi en le caractère messianique de cette supercherie nouvelle, accepte de considérer comme une révolution libératrice tous les régimes d'autorité établis sous l'égide de l'État socialiste. C'est ainsi qu'il se trouve un grand nombre de gens qui continuent, en dépit des faits les plus accablants, à tenir pour la terre bénie de la révolution des pays comme la Hongrie, la Roumanie, la Pologne...

Que ceux-là lisent l'essai de Paul Rassinier ; ils trouveront dans ces pages écrites sans passion, une documentation qui les fera réfléchir utilement sur les réalités d'une

expérience qui se termine par une retentissante faillite, si l'on veut bien s'en rapporter à ce que devrait être la plus timide tentative de « libération sociale ».

Il n'est pas sans intérêt de rapporter ici comment certains socialistes « utopiques » concevaient cette libération sociale, sur le déclin du siècle dernier. Le journal *Le Progrès*, paru au Locle, en Suisse, le 3 avril 1869, écrivait par exemple, dans un article intitulé « Guerre aux choses, paix aux hommes » :

« Quand on étudie l'histoire du genre humain à la lumière des sciences naturelles, qu'on analyse avec un sens critique sérieux les phénomènes complexes qui s'appellent révolutions, et qu'on cherche à se rendre un compte exact des causes et des effets, on s'aperçoit que la volonté individuelle joue un très petit rôle dans les grandes secousses qui changent le sort des peuples, et on apprend à discerner les véritables causes, c'est-à-dire l'influence des milieux...

« Pour l'homme qui se place à ce point de vue, la haine des individus cesse d'exister...

« ... le sentiment que produit en nous la dégradation de ces infortunés ce n'est pas l'indignation contre leur personne, c'est l'indignation contre un ordre de choses qui produit de pareils résultats. Il en est de même, d'une manière plus générale, des individus et des classes dont nous étudions les actes dans l'histoire. Nous les voyons se produire et se développer, d'après des circonstances données : nous jugeons, et lorsqu'il le faut nous condamnons, mais nous ne haïssons pas...

« Qu'on y réfléchisse, et l'on verra que nos adversaires font tout le contraire.

« Les partis politiques ne cherchent pas la justice, ils se disputent le pouvoir... Aussi d'un parti à l'autre, les hommes se haïssent ; mais à très peu près ils veulent les mêmes choses. On se calomnie, on s'emprisonne, on s'égorge entre hommes politiques...

« Socialistes, soyez doux et violents.

« Soyez doux pour vos frères, c'est-à-dire pour tous les êtres humains. Tenez compte au faible, au superstitieux, au méchant, des causes indépendantes de sa volonté qui ont formé sa personnalité. Rappelez-vous que ce n'est pas en tuant les individus qu'on détruit les choses, mais en tuant les choses qu'on transforme et régénère les individus.

« Mais soyez violents pour les choses. Là, il faut se montrer impitoyable. Pas de lâche transaction avec l'injustice ; pas d'indulgence pour l'erreur qui vous conjure de ne pas aveugler de votre flambeau resplendissant ses yeux de chauve-souris. Faites une Saint-Barthélemy de mensonges, passez au fil de l'épée tous les privilèges ; soyez les anges exterminateurs de toutes les idées fausses, de toutes les choses nuisibles... »

Dans *Le Progrès* du 15 mai 1869, un article cherchait à montrer combien on se trompait lorsqu'on croyait avoir trouvé, dans la substitution du système des milices à celui des armées permanentes, la panacée qui devait délivrer les peuples de la guerre et de la servitude. En voici le passage essentiel :

« Qu'on ne se laisse donc pas prendre à la rhétorique et aux sophismes de ces démocrates hypocrites qui ne savent promettre au peuple que des changements de mots, et qui ne veulent pas changer les choses. Qu'on se le persuade bien : l'armée qu'elle s'appelle milice nationale ou garde impériale, est incompatible avec la liberté... »

Les libéraux de l'époque étaient, bien entendu, adversaires de ce socialisme utopique qui, avec Proudhon, préconisait la dissolution de l'État dans l'organisation économique et proclamait l'identité de la souveraineté collective et de la souveraineté individuelle. C'est en vain qu'Agathon de Potter publiait sa lettre à M. Émile de Laveleye, membre de l'Académie de Belgique (*La philosophie de l'avenir*, n° 56), faisant allusion aux théories de Colins et jetant en passant cet avertissement peu rassurant :

« Comme vous me l'avez écrit, Monsieur, les besoins de justice et d'amélioration sont assez répandus, assez puissants pour ébranler l'ordre actuel. Mais on n'est pas prêt pour l'établissement d'un ordre plus rationnel...

« Tout homme qui regarde attentivement ce qui se passe, comprend que la société, constituée comme elle l'est, ne peut plus durer longtemps. Il pressent qu'elle doit subir une transformation radicale, sous peine de désastres tels que l'histoire n'en a pas encore mentionnés. Ce changement complet, dans les conditions d'existence de la société, c'est la transformation sociale. Elle se fera inmanquablement et elle approche à grands pas... »

Agathon de Potter écrivait encore : « Les mouvements révolutionnaires ont été des essais de transformation révolutionnaire, par en bas, par des hommes qui n'avaient ni des idées nettes sur la société de l'avenir, ni par conséquent des idées communes sur ce qu'il y a à faire. Mais si la bourgeoisie actuelle savait bien en quoi consiste le mal social et quel en est le remède, la transformation pacifique pourrait débiter immédiatement... Vouloir attendre que le peuple soit mûr pour procéder à la transformation sociale, c'est renvoyer celle-ci aux calendes grecques... »

Mais rapidement A. de Potter se rendait compte de la naïveté de sa proposition et il concluait par ce commentaire désabusé : « Mais la bourgeoisie est-elle mûre pour la réforme radicale ? C'est d'autant plus douteux que les sommités sociales par l'intelligence, sauf de très rares exceptions, ne semblent même pas admettre qu'il y ait quelque chose à réformer... »

Par ailleurs, les révolutionnaires acquis aux grosses ficelles de la dialectique marxiste étaient beaucoup trop pressés pour s'attarder à cette lutte contre les choses qui eût permis de définir nettement ce que doit être, et ne pas être, une société socialiste. Il leur semblait plus rapide de s'insinuer dans les institutions existantes : armée, Parlement, Police, en attendant l'heure de hisser sur tout cela le drapeau de la Révolution triomphante.

L'équivoque révolutionnaire ainsi accrue, la confusion portée à son comble, les événements devaient suivre leur marche normale et l'on devait assister sans surprise à d'étranges révolutions accoucheuses de stupéfiants socialismes comme ce socialisme hitlérien qui affirmait que l'homme le plus utile est le soldat et qui confondait singulièrement la torche incendiaire avec le flambeau de la libération.

Quant à cette fameuse révolution socialiste qui s'est déclenchée sur un sixième du globe et qui poursuit sa marche avec la persistance d'une religion, il est probable qu'elle n'a pas fini de nous ébahir par sa curieuse utilisation des mots, des hommes et des idées.

Parler de révolution socialiste à propos de cet univers où l'homme casqué joue un si grand rôle, c'est vraiment quelque chose d'effarant.

Il est bien permis de baver d'admiration devant les formidables réalisations de l'empire soviétique : usines, fonderies, tanks lourds, bombes atomiques, engins spatiaux qui font un pendant admirable au gigantisme américain. Que cela ait quelque chose à voir avec le socialisme c'est plus que discutable.

Le socialisme devrait être un frein puissant contre les forces de mort qui mènent le monde à la catastrophe. Les socialismes nés de l'équivoque révolutionnaire n'ont été jusqu'à présent que des instruments supplémentaires de domestication et d'anéantissement.

Paul Rassinier, en produisant cet essai, aura montré la voie. L'heure n'est plus aux tergiversations. Seule une transformation radicale du monde pourrait permettre d'échapper au péril qui n'a jamais été aussi grand. Malheureusement, tout comme au temps d'Agathon de Potter, il y a encore des masses de gens - dans les deux camps - qui ne semblent pas même admettre qu'il y ait quelque chose à changer.

Il faut sortir de l'équivoque révolutionnaire, définir nettement les éléments *sine qua non* d'un monde libéré de la peur et renoncer à ces casuistiques prétendument progressistes qui n'aboutissent qu'à l'impasse autoritaire et qui demandent encore à l'homme de mourir pour l'honneur d'un drapeau, alors que le socialisme devrait proclamer l'absolue intangibilité de la personnalité humaine.

Louis Dorlet.

L'ÉQUIVOQUE RÉVOLUTIONNAIRE

AVERTISSEMENT

Le manuscrit de cette étude a été soumis à quelques-uns de mes amis du monde des lettres et de celui de la politique : « Oui, mais... », ont dit les uns et les autres.

Les lettrés étaient des spécialistes. Chacun a donc été frappé par ce qui concernait sa spécialité. Un philosophe m'a dit que la métaphysique était tout de même autre chose que ce que j'en avais retenu. Un autre, dont la préoccupation est la dialectique, a trouvé qu'en circonscrire le domaine à Hegel et à Marx n'en donnait qu'une image assez floue.. Seuls, un philosophe irrité par la décadence de la langue et un historien fatigué par les conclusions que la politique tire de l'histoire, m'ont témoigné quelque sympathie - ou quelque indulgence.

Je sais, certes, les insuffisances de ce travail : elles sont celles de tous les travaux de tous les défricheurs. Je ne voudrais cependant pas qu'on en allongeât la liste en y ajoutant tout ce que, de propos délibéré, j'ai systématiquement écarté du sujet parce que sans rapport avec lui. Je dirai donc aux lettrés que la métaphysique, par exemple, n'y intervient que dans la mesure où elle est à la source de l'équivoque révolutionnaire. Et il en est de même des autres disciplines au concours desquelles j'ai fait appel.

Que la métaphysique et ces autres disciplines soient autre chose encore, ou à l'origine d'autres équivoques, je n'en ai jamais douté mais cela n'entraîne pas dans mon propos. Et que l'équivoque révolutionnaire ait d'autres raisons que, pour n'en citer qu'elles, la psychologie des foules et la biosociologie expliquent aussi, n'est que trop évident, mais j'ai seulement voulu ouvrir une voie et seulement au moyen de l'essentiel et du plus accessible.

A mes amis que la politique séduit encore, j'ai seulement pu dire qu'il n'était pas facile d'endiguer un courant. Et ici, comble de la difficulté, le courant était double : les réformistes - encore un mot qui aurait, lui aussi, bien besoin d'être explicité - enlisés dans l'action parlementaire et les révolutionnaires pour qui la violence est la seule accoucheuse des révolutions.

C'est aux seconds surtout que mon discours s'adresse. A leur actif, il y avait déjà Moscou et la Chine. Ils viennent d'y ajouter Cuba. Ils y pourraient aussi ajouter Hitler et Mussolini. Mais à quoi bon leur dire que, semblables à ces joueurs de billard maladroits, visant la blanche, ils touchent trop souvent la rouge ou que, comme l'autre, la sage-femme Violence ne sait jamais qu'après s'il s'agit d'une fille ou d'un garçon ? A leur endroit, on hésite même jusque devant le « Rentre en toi-même Octave » de la tragédie antique. Bref, ils m'ont dit redouter que mon travail n'émascule totalement un mouvement ouvrier dont l'apathie n'est déjà que trop à déplorer : comme si cette apathie n'était d'abord et avant tout intellectuelle.

Quant aux premiers, les réformistes, parce que je leur avais dit qu'à l'expérience parlementaire du socialisme belge, ils n'avaient qu'ajouté la française dans les mêmes termes, ils m'ont, dans la conversation, répliqué par le socialisme suédois et le socialisme anglais qui, assortis des coopératives de consommation et parfois de production, donnent des résultats dont on ne peut discuter la caractère appréciable, ont-ils dit. Je veux donc bien que, si l'on arrivait à dépouiller le socialisme suédois du caractère dame-patronesse dont il affuble le mouvement coopératif sur lequel il s'appuie et de leurs tendances parlementaristes les *Trade-Unions* qui font en Angleterre la force (?) du *Labour*, on puisse trouver une voie : Si...

Dans les années 1920, l'*Independent Labour Party* s'y est essayé en Angleterre. Vers 1928-30, des dissidents du Parti communiste allemand et de la social-démocratie l'ont tenté. En Espagne, avant 1936, le mouvement anarchiste était fortement engagé dans cette voie où, en de nombreux endroits, et au cœur même de la violence, il a voulu poursuivre ses efforts en préférant la mise en coopérative des terres à leur distribution : la violence a tout détruit. Si je suis bien informé, les anarchistes y sont actuellement engagés en Suède...

On m'excusera si je pense que cette idée est à creuser et l'expérience à reprendre où elle a échoué en des temps qui n'étaient pas mûrs, à étendre à partir des endroits où, envers et contre tant de raisons de désespoir, ses rares adeptes s'y cramponnent.

Le mouvement se prouve en marchant, dit-on. Et, pour prouver qu'il est possible de construire, peut-être eût-il fallu poser au moins la première pierre. J'ai pensé, moi, qu'il fallait d'abord préparer le terrain et, qu'en l'occurrence, préparer le terrain c'était arracher l'idée de révolution aux « casseurs du grand soir » qui n'en ont jamais eu le monopole qu'abusivement.

On m'excusera donc encore si mon premier soin est de demander au lecteur le bénéfice de cette disposition d'esprit.

Paul RASSINIER (juillet 1961).

Première partie

LA THÉORIE

I.

Un jour, il y a de cela vingt et un siècles, un certain Andronicus de Rhodes, philosophe de métier et péripatéticien par souci publicitaire, eut l'idée de classer les livres d'Aristote.

L'histoire, Auguste Comte et le *Larousse du vingtième siècle* nous disent qu'il eut assez de génie pour en faire deux parts : les livres de physiques¹, d'abord, les autres ensuite. Une classification de chef de gare, dirait-on aujourd'hui : les trains qui vont dans une direction et ceux qui vont dans toutes les autres, les voyageurs qui ont des bagages et ceux qui n'en ont pas.

A cet événement remonte, chez les philosophes de la postérité d'Aristote, cette étrange disposition d'esprit qui, à quelques très rares exceptions près, les a toujours poussés à se distinguer surtout en accordant aux idées une importance d'autant plus grande qu'elles sont plus sottes. Les premiers de la lignée sautèrent donc sur celle-ci et, au sein de la philosophie dans son sens étymologique jusque-là respecté, il y eut dès lors une philosophie restrictive dont l'objet fut l'étude des livres d'Aristote qui, dans la classification d'Andronicus de Rhodes, venaient « après les livres de physiques » (en grec : *meta ta physica biblia*²).

Lorsqu'on éprouva le besoin d'un mot pour définir la nature des préoccupations qui résultèrent de ce sectionnement enfantin, il était tout trouvé et il s'imposa dans un pluriel sans singulier possible qui lui venait de ses origines : les métaphysiques. De longs siècles durant, sacrifiant à ce souci de concision qui est le propre de toutes les langues et le facteur le plus important de leur évolution, l'adjectif étant pris comme substantif, on parla des métaphysiques et sous-entendant des livres d'Aristote, comme aujourd'hui les mathématiques parlent des dérivées en sous-entendant des fonctions.

S'il est vrai qu'il faille voir dans ce fait divers à peine digne de figurer au catalogue des drôleries, les origines d'un mot que celui auquel il eût été le plus utile, Aristote lui-même, n'éprouva jamais le besoin d'inventer, le dommage n'était cependant pas grand : les métaphysiques entraient encore dans l'histoire avec un contenu assez

¹. Du qualificatif grec *physicos* : « qui concerne les choses de la nature, la matière » - en l'occurrence, les livres qui en traitent. La langue française l'emploie aussi couramment sinon plus comme substantif pour désigner tout ce qui est matériel et concret par opposition à tout ce qui est abstrait.

². *Physica* étant un adjectif, la traduction littérale devrait être « après les livres physiques » mais le français le supporterait malaisément. Pour tout dire de cette classification aussi arbitraire que simpliste, il faut encore noter que dans la philosophie d'Aristote, l'homme et, d'une manière générale l'être, font partie des choses de la nature et qu'à aucun moment de son œuvre, il ne les en sépare. La philosophie d'Aristote est, par excellence, celle de l'unicité d'un monde dans lequel il y a seulement des catégories à définir et un mouvement à expliquer.

vaste et assez substantiel pour que fissent figure de trissotins, tous ceux qui, dans la suite, seraient tentés d'affranchir les spéculations intellectuelles, les mécanismes de la pensée et la pensée elle-même, des réalités matérielles que sont les choses de la nature, point de départ nécessaire de toutes les démarches de l'esprit dans la philosophie aristotélicienne.

Qu'il en ait été autrement et que, dans son acception moderne, prenant la suite des métaphysiques, la métaphysique n'ait plus d'autre objet que la recherche des causes premières et des premiers principes dans un contexte défini par une pensée qui se prétend sans consubstantialité et ne se veut nourrir que d'elle-même, c'est à la scholastique qu'on le doit et c'est une histoire tout aussi savoureuse.

L'un des livres d'Aristote classés dans la seconde catégorie par Andronicus de Rhodes, s'ouvrait sur une phrase qui, pour enchaîner avec ses précédentes études et prendre rang, commençait justement par ces mots : *Meta ta physica*... Il n'en fallut pas plus pour que celui-ci prit le pas sur tous les autres dans les préoccupations des philosophes, et cette conjonction fortuite de circonstances eut d'abord des effets heureux : jusqu'à Saint-Thomas d'Aquin, c'est-à-dire une bonne douzaine de siècles durant, le contenu de ce livre³ a ramené la philosophie à l'objet qui lui était imposé par l'étymologie.

Mais, de même que la mathématique passa au pluriel pour mieux enregistrer le nombre incalculable de traités qui, la prenant pour objet, la compartimentèrent en branches distinctes, les métaphysiques, signalées à l'attention par un seul dans une ambiance où dominait, au surplus, une tendance nettement caractérisée à la restriction du champ de leurs investigations, passèrent, en sens inverse, au singulier par un simple trope : la métaphysique⁴ Et ce singulier, saint Thomas d'Aquin (1255-1274) se chargea de le rendre plus singulier encore.

Au XIII^e siècle, l'Église est à l'apogée de sa puissance temporelle dans le monde occidental et elle fignole la mise en place du dispositif de propagande qui le lui a livré. Son coup de maître a été le baptême de Clovis auquel ont fait écho le couronnement de Charlemagne et Canossa. Cinq siècles de domination romaine lui ayant appris que le repli sectaire, la bravade, la vie en marge des lois, le mépris hautain des mœurs païennes, les invectives et les malédictions bibliques conduisaient seulement aux arènes, elle avait, dès la chute de l'Empire et à l'intention des nouveaux maîtres, remplacé par les grâces et les sourires de la séduction, une méthode qui avait, jusque-là, consisté à prendre le taureau par les cornes.

³. L'étude de l'être, des êtres et des choses, de leur existence dans leurs aspects changeants, sous l'influence du désir ou du besoin de mouvement qui les animent ; de leur essence dans ce qu'elle a de commun à tout ce qui existe, à savoir la matière ; de la nature, êtres et choses considérés dans leur ensemble comme un immense effort de la matière brute vers la forme, la pensée et l'intelligence dont la démarche ne peut manquer de déboucher à la fois sur les causes de tous les phénomènes jusqu'à la cause première et à la pensée pure, parfaite, sans matière ni forme, c'est-à-dire Dieu, mais un Dieu qui n'a de commun que le nom - qui l'a cependant, hélas ! - avec celui des religions et qui n'est que l'expression de la perfection, chef-d'œuvre de l'esprit, non la cause première, le créateur suprême du christianisme ou le « fabricant souverain » de La Fontaine.

⁴. Entendue comme chapitre distinct de la philosophie, la chose n'existait pas plus dans la philosophie grecque que le mot dans le vocabulaire, ces deux aspects d'une même constatation s'expliquant l'un par l'autre. La philosophie grecque distinguait la physique, la logique, l'éthique et la politique. On n'a pas de certitudes qui permettent de dater les écrits d'Aristote et d'en établir une chronologie rigoureuse. Sans doute, d'ailleurs, ne les connaît-on pas tous. On a des raisons de penser que celui auquel la métaphysique a été donnée comme titre était, dans l'esprit de son auteur, si méthodique et si sensible aux lignes de faits successives qui conduisent de la matière à la pensée, une préparation sinon une introduction à ses traités de logique, d'éthique et sur la politique. Embrassant toutes les directions dans lesquelles l'orientaient ses observations et ses analyses dans l'ordre des choses physiques, cet ouvrage peut être considéré comme une vue aérienne de toute la philosophie dans ses éléments premiers. C'est pourquoi, métaphysique et philosophie n'ont, longtemps et sans dommage, désigné en fait qu'une seule et même chose.

Adroitement prolongé par la sanctification de tous les hauts-lieux du paganisme et l'utilisation rationnelle de toutes les superstitions du monde barbare, l'opération Clotilde avait fait pousser des cabanes d'ermites, puis des chapelles souvent joutées à des monastères près de toutes les sources, au pied de tous les arbres, en contrebas de tous les temples en ruines et le dieu nouveau y avait été tenu sur les fonts baptismaux par les rites anciens « réwrités ». Sur les emprunts du christianisme aux symboles et aux rites des religions antérieures sur leur accommodation qui prit surtout les allures d'une véritable annexion, un grand nombre d'auteurs dont Joseph de Maistre (*Du Pape*) et Salomon Reinach (*Orpheus*) écrivirent plus tard des choses fort pertinentes.

De même que les chapelles monastiques avaient très logiquement été appelées à prendre le relais des cabanes d'ermitte, descendant dans le peuple et s'y mêlant, les premières « Maisons du Peuple » que furent les basiliques⁵ prirent un jour celui des chapelles et ouvrirent les voies aux églises romanes et aux cathédrales, annexes de bâtiments conçus pour la vie érémitique. C'est alors qu'apparurent les premières résistances de l'esprit : les hérésies dont certaines trouvèrent des appuis non négligeables chez les barons. Très vite, les docteurs de la foi s'aperçurent qu'elles menaçaient de jeter bas tout l'édifice et que les bûchers ne réussiraient à les enrayer que s'ils étaient doublés par une idéologie fondée sur une assise plus substantielle que les mythes primitifs, si adroitement utilisés qu'ils soient. L'aventure elle-même de ce fils de Dieu fait homme ressemblait de plus en plus à celle du fils d'un homme fait dieu et, banalisée à un niveau élémentaire au-delà de toute mesure, en s'appuyant sur des faits lointains à la fois dans l'espace et dans le temps, se heurtait aux exigences de la raison raisonnée et menaçait de n'être plus une nourriture intellectuelle suffisante si on ne lui donnait pas un support systématique.

On y mit le prix, on visa haut : Aristote. Choisi pour être ce support, le plus grand génie de tous les temps, l'homme qui avait fixé pour près de vingt siècles les limites du savoir humain fut annexé comme une simple source, un arbre quelconque ou un tas de pierres qui avaient été un temple.

Importés en Occident par les clercs arabes⁶ et les rabbins juifs, les écrits d'Aristote y avaient fait, tout au long du XII^e siècle, des dégâts considérables dans toutes les sectes chrétiennes. Par les conséquences de l'hérésie catarrhe dite albigeoise, dont il avait été le témoin oculaire dans le sud de la France, saint Dominique eut le premier la révélation de leur importance et, pour les neutraliser, l'idée à la fois de s'adresser aux femmes et de créer l'ordre des Frères Prêcheurs que, renouvelant la tactique du Christ avec les apôtres, il arracha aux monastères pour les jeter dans le siècle (1215)⁷.

Mais, ces Frères Prêcheurs, il les fallait pourvoir en arguments. Prendre de front l'entreprise judéo-arabe de vulgarisation aristotélicienne était très aléatoire : l'Église ne se sentait pas en position de force et, effectivement, elle ne l'était pas. Par contre, renouveler contre les écrits d'Aristote l'exploit de saint Augustin contre ceux de Platon au V^e siècle paraissait plein de promesses.

On sait peut-être qu'en lui faisant, comme par manière de lui rendre hommage, les emprunts qui lui paraissaient les plus susceptibles de le perdre, saint Augustin avait réussi à éliminer Platon à son profit grâce à une suite de propositions dont la

⁵. Édifices où se rencontraient les marchands, les prêteurs à gages, les badauds. On y rendait la justice et on y donnait des réjouissances publiques. Aux IX^e, X^e, XI^e et surtout au XII^e siècle, on se mit à y prêcher le nouveau dieu, à y célébrer son culte, à y donner des fêtes religieuses et à y rendre sa justice. Emprunté aux Grecs, le mot désignait une chose empruntée aux Romains et dont le christianisme fit progressivement un lieu saint à son service exclusif.

⁶. Averrhoes, notamment.

⁷ Les célèbres moines mendiants qui furent, dans la suite les dominicains (auxquels s'ajoutèrent les dominicaines) du nom du fondateur de l'ordre.

formulation vicieuse et l'enchaînement cavalier⁸ habilement dissimulés par le ton cauteleux n'étaient tout d'abord point apparus. Les maîtres de l'ordre dominicain décidèrent donc de vulgariser les écrits d'Aristote en les infléchissant dans le sens de la doctrine chrétienne. Et la papauté les y encouragea⁹.

L'opération se fit en deux temps.

Le premier dominicain qui vit tout le parti que l'Église pourrait tirer des écrits d'Aristote était un homme de valeur et un savant d'origine souabe : Albert de Bollstaedt (1193-1280) qui enseigna sous le nom de Magister Albertus et fut canonisé sous celui de saint Albert le Grand. La mathématique, la physique, la chimie et la philosophie lui étaient aussi familières que la théologie. Les travaux des clercs arabes et des rabbins juifs sur Aristote l'avaient frappé et ils les avait minutieusement étudiés, - si minutieusement que, grâce à eux, il avait réussi à reconstituer la philosophie aristotélicienne dans son ensemble et été séduit par sa méthode : la logique et plus particulièrement l'art du syllogisme dont il espérait que, les progrès de la science aidant, il lui permettrait d'établir indiscutablement l'existence de Dieu, à la fois comme un esprit, abstraction des abstractions, pensée des pensées (le « *é noésis noésos noésis* » d'Aristote) et cause première de tout, c'est-à-dire du Dieu des chrétiens et non d'Aristote lui-même¹⁰.

En 1215, le quatrième concile de Latran décida que chaque Église métropolitaine devait entretenir un maître de théologie « chargé d'instruire les clercs de l'Église et les étudiants pauvres ». Cette mesure qui recoupait les préoccupations de saint Dominique et les complétait utilement avait déjà été envisagée par le troisième concile de Latran (1179) qui ne lui avait donné suite que pour les cathédrales. Elle répondait, d'autre part, à un besoin d'un autre ordre : les universités qui étaient nées à Paris de l'affaire Abélard (1102-1136) et contre les dogmes ; qui se développaient dans la forme de corporations semblables à celles des métiers mais privilégiées (exemptes d'impôts) si le droit d'enseigner leur était reconnu ; qui échappaient au contrôle de l'Église et dont la prise en mains était indiquée au titre de moyen de propagande.

Albert le Grand fut donc envoyé comme maître de théologie successivement à Ratisbonne, Cologne et Strasbourg puis, vers 1245 à Paris. Il y eut un succès considérable, - si considérable que les étudiants se pressant à ses cours au delà de toute mesure, il était obligé de les faire sur la place publique¹¹. On attribue ce succès au fait que sa théologie était largement ouverte aux données de la science et à une philosophie dans laquelle il faisait, au fur et à mesure de ses découvertes, une place de choix à Aristote. Sans doute faut-il y ajouter ce souci constant dont jamais il ne se départit, qui était sa manière d'être objectif et qui consistait à séparer toujours et sans rien taire, ce qui était du domaine de la raison et ce qui était du domaine de la foi. De lui

⁸. Exemple : pas de science sans donnée préalable - pas de donnée digne d'être retenue si on ne croit d'abord y trouver ce qu'on y cherche - donc pas de science sans acte de foi préalable. Et, enjambant la raison grecque qui voulait comprendre avant de croire, saint Augustin concluait qu'il fallait croire pour comprendre : *credo ut intellegam*. A partir de là, cercles vicieux et syllogismes purement formels se présentaient en chaîne dans toutes les directions : « plus besoin de comprendre si on croit » aussi bien que « croire à l'authenticité des récits bibliques pour les comprendre » et « croire en Dieu âme du monde et des hommes », etc. Dieu étant parfait, il était tout et donc aussi la science, la cause et l'explication de tout. D'où un autre aspect de sa règle : « Je désire connaître Dieu et l'âme. Rien de plus. Absolument rien. » (*Deum et animam ocire cupio. Nihilne plus. Nihilne omnia.*)

⁹ Depuis leur intervention psychologique décisive dans l'affaire catarrhe, les Dominicains étaient très en cour auprès de la papauté à laquelle la récente querelle du sacerdoce et de l'Empire avait appris que les thèses vieillies de saint Augustin n'étaient plus d'un grand secours et qui n'était fâchée ni de les voir rajeunir, ni de pouvoir disposer d'un appareil averti lui permettant de s'adresser directement au peuple en cas de retour.

¹⁰ Cf. note 3, p. 12.

¹¹. La place Maubert qui lui doit son nom (Contraction de *Magister Albertus*)

date le célèbre *Aristoteles dixit...* sur lequel vécut tout le Moyen Âge et qui fut si souvent utilisé pour lui faire dire n'importe quoi.

Si elle appartenait à l'irrationnel, la foi d'Albert le Grand ne limitait cependant pas le domaine de la raison au point de l'empêcher de s'agrandir à son détriment puisqu'elle cultivait un rationalisme authentique. A ce qu'il semble et à ma connaissance, du moins. Il n'y aurait alors rien ou que peu de chose à lui reprocher.

Il n'en va pas de même de saint Thomas d'Aquin, son élève. Celui-ci était un politique avisé. Un fanatique aussi et, comme tous les fanatiques, un travailleur acharné, infatigable. Son œuvre écrite est immense et la pensée d'Aristote exposée sous forme de commentaires interprétatifs en est la clé de voûte : les physiques, les métaphysiques, la morale à Nicomaque, les politiques, etc. C'est avec les métaphysiques qu'il franchit un pas dont son maître n'eût sans doute pas eu l'idée sans s'horrifier lui-même et qui consista, identifiant la cause première et Dieu, au moyen du sophisme, à faire d'Aristote la caution de l'existence d'un Dieu dont il démontrait qu'il ne pouvait être que celui des chrétiens¹². Dans cette entreprise, le démiurge de Platon (dont Aristote avait été l'élève) ne lui fut pas d'un moindre secours : il n'y a, en effet pas loin, de l'ouvrier qui organise à celui qui crée lorsqu'il s'agit d'un monde.

Pour atteindre le but, point n'était besoin de beaucoup de génie : il suffisait, en se donnant les apparences d'étudier Aristote dans son intégralité, de mettre l'accent sur la partie de ses écrits qui traitait de la et des causes premières, de la pensée pure et de Dieu, c'est-à-dire sur la ligne d'arrivée de sa philosophie.

Des *Métaphysiques* déjà devenues la *Métaphysique* par un trope étudiantin, il ne resta plus qu'un chapitre d'où le mot tira son premier sens dans tous les dictionnaires à partir du moment où la nécessité en fut reconnue : « étude des causes premières et des premiers principes »¹³. L'Église ayant réussi à s'emparer des universités par le moyen de la Sorbonne et à contrôler l'enseignement qu'on y donnait, la thèse de saint Thomas d'Aquin y fut adoptée¹⁴ sur ce point comme support de toute la philosophie durant tout le Moyen Âge et les humanistes purent, à juste titre, accuser la philosophie de n'être plus que la servante de la théologie (*Ancilla theologiae*)

Depuis saint Thomas d'Aquin, le mot a évolué. Kant lui faisait désigner « l'inventaire systématique de toutes les richesses intellectuelles qui proviennent de la raison pure », c'est-à-dire des idées et des principes que l'intelligence tire de son propre fonds, sans le concours de l'expérience. En le rappelant et en y comprenant les péjoratifs, Littré l'enregistre avec six sens dont les deux premiers sont « Science des principes, plus élevée et plus générale que toutes les autres, de laquelle toutes les connaissances tirent leur certitude et leur unité » et « théorie des idées ».

¹². Voir note 3. En réalité, non seulement Dieu n'a pas créé le monde, mais il l'ignore. S'il en est cependant le moteur, ce n'est pas de sa propre délibération mais uniquement parce que la matière qui est le monde tendant vers la pensée tend alors vers Dieu qui est la pensée pure. Il est donc une force attractive et non impulsive et cette force qui dans ce système n'a rien de religieux, est dans l'homme et dans les choses sous forme de désir et de besoin de mouvement. Chez Platon aussi, le vrai Dieu, c'est l'ensemble des idées, « modèles éternels de toutes choses », mais il y a un démiurge (étymologiquement un ouvrier qui organise) qui fait le monde avec une matière qu'il n'a pas créée et qui lui préexiste. Le panthéisme grec était très proche de cette dernière conception. Le mot signifie que tout (*pan*) est Dieu (*theos*) donc que Dieu est infini. Dans ce système si Dieu avait créé un monde extérieur à lui, il aurait ajouté quelque chose à l'infini, ce qui est impossible par définition puisqu'on ne peut rien ajouter à l'infini sans qu'il cesse d'être infini, donc, en l'occurrence d'être Dieu. On voit par là que le panthéisme était très rationaliste.

¹³. Voir note 3. Ce qu'elle eût été chez Aristote s'il avait inventé le mot.

¹⁴. Reprise, confirmée, précisée, développée tout au long de son œuvre notamment dans ses *Commentaires scripturaires* (de l'Ancien Testament), sa *Somme Théologique*, etc. dont l'ensemble constitue le Thomisme ou philosophie de saint Thomas d'Aquin.

Si loin des origines que soient ces définitions, il semble que la faveur des philosophes aille actuellement à un sens qui les amalgame sans cesser de traduire un mépris hautain des méthodes expérimentales.

Mais, comme pour revenir à saint Thomas d'Aquin, préfaçant un livre répandu à profusion dans toutes les classes de philosophie de France sur recommandation de l'Administration, un inspecteur général de l'Instruction publique, agrégé de philosophie, s'exprime ainsi : « Il nous faut en premier lieu, proposer à nos jeunes lecteurs de réfléchir au titre même de cet ouvrage. Le programme a conduit les auteurs¹⁵ à l'intituler : *Métaphysique*. Cette soumission aux habitudes - qu'eût approuvée Montaigne - est très sage. Il faut pourtant s'entendre sur le sens, la portée, les implications du terme. A le prendre dans un sens authentique, il ne s'appliquerait bien qu'au dernier chapitre du programme et du livre, au chapitre consacré au problème de Dieu. »

Évoquant la métaphysique, Voltaire parlait déjà de « galimatias » et faisait dire à Candide : « Quand un homme parle à un autre homme qui ne le comprend pas et que celui qui parle ne comprend pas non plus, ils font de la métaphysique. »

Malgré Bergson qui, dans un de ses rares bons moments, voulut revenir à Aristote et essaya de doter la métaphysique d'une méthode procédant comme dans les sciences positives « à l'examen expérimental des lignes de faits successives que le raisonnement prolonge au-delà de l'expérience » rien n'est changé depuis Voltaire : parce que, après vingt et un siècles de disputes sans éclat où la cuistrerie gendeletriste l'emporta trop souvent, les philosophes se considèrent toujours comme libres d'apporter au mot, chacun en ce qui le concerne, le sens qu'il désire lui trouver, ils ne se comprennent pas entre eux et, à plus forte raison, ne pouvons-nous pas les comprendre.

Pour tout dire, en suscitant chez eux et particulièrement chez les plus discutables qui sont le plus grand nombre, la tentation de créer un mot dont nul besoin n'était¹⁶, Andronicus de Rhodes nous a mis dans un bien mauvais pas, car les dégâts ne s'arrêtent pas là.

¹⁵. MM. Denis Huisman et André Vergez

¹⁶. Sauf si l'on voulait rendre hommage à la mémoire d'Aristote qui le méritait à plus d'un titre auquel cas la création d'un mot qui prît ses références dans sa philosophie eût été très louable. Mais la philosophie du médecin, du physiologiste et du naturaliste Aristote étant en somme celle du mouvement - qu'il reprochait à Platon de ne pas avoir expliqué - et se fondant sur une méthode qui progresse vers la connaissance par approches successives à partir d'observations et d'expériences dont la matière est le premier objet, peut-être était-il indiqué, comme tenta de l'obtenir Bergson, de faire refléter cette philosophie par la métaphysique plutôt que d'en faire une théorie qui prétend se passer de la matière, de l'observation et de l'expérience, c'est-à-dire qui en est à peu près exactement le contraire.

II. De l'équivoque métaphysique à l'équivoque historique

Au nom d'une métaphysique dont ils n'ont, jusqu'ici réussi à définir ni le contenu, ni la méthode, les philosophes n'émettent rien moins que la prétention de représenter « une science plus élevée que toutes les autres » et « de laquelle toutes les connaissances tirent leur certitude ». On reste confondu à la pensée que, poursuivant avec l'esprit de système que l'on sait, une certitude sur les rapports à établir entre E M et G, Einstein n'ait, toute sa vie durant, pas un seul instant songé à l'aller chercher à portée de sa main, c'est-à-dire chez n'importe lequel des professeurs de philosophie qui extravaguent entre Trifouilly-les-Oies et Janson de Sailly.

En réalité, tout cela est d'un grotesque auquel ajoute encore l'effroyable jargon dans lequel la prétention est émise. Et Jean Rostand a eu, décidément, bien raison de préférer la compagnie des crapauds à celle des métaphysiciens (*sic*) de la philosophie : au moins a-t-il fait, microscope en main - ce microscope dont Aristote regrettait tant de ne disposer pas ! - la preuve que la philosophie elle-même pouvait tirer un bien plus grand bénéfice de l'observation méthodique des premiers que de ce que l'intelligence des seconds trouvait « dans son propre fonds, sans le secours de l'expérience ».

Partant de cet exemple et d'une multitude d'autres dont plus d'un ne sont pas moins illustres, beaucoup de bons esprits en sont arrivés à penser qu'il n'y avait aucun inconvénient ni à ce que les philosophes ne se comprennent pas entre eux, ni à ce que nous ne les comprenions pas.

Ainsi, de toutes les erreurs commises en cette affaire, la plus lourde de conséquences le fut-elle par les honnêtes gens sur qui retombe alors la responsabilité de ce climat intellectuel dans lequel, au nom d'une métaphysique dont aucun d'eux n'a jamais été capable de dire correctement et exactement en quoi elle consiste¹⁷ les philosophes ont toujours pu proclamer, sans provoquer d'autres réactions qu'une indifférence polie tout au plus émaillée de haussements d'épaules contenus et de sourires discrets, qu'ils étaient, seuls, habilités à conduire aux certitudes de tous ordres. Comme d'autre part, les philosophes d'aujourd'hui sont une institution d'État - ils enseignent, hélas ! - il ne faut pas s'étonner que le domaine de la pensée soit tout entier et à ce point, inhibé par cet « esprit dominateur » dont ils se plaignent que manquent leurs élèves mais qui, certes, ne leur manque point à eux.

Pratiquement, voici où nous en sommes : les philosophes enseignants ont la haute main sur l'enseignement secondaire, son contenu, ses méthodes, et c'est, malgré le nombre ridiculement bas de ceux qui réussissent à en franchir les étapes successives aux âges prescrits par les instructions ministérielles qu'ils ont eux-mêmes rédi-

¹⁷ Dans le journal *Le Monde* (30 juin 1959) un M. François Meyer, professeur de philosophie à la faculté d'Aix-en-Provence, se plaint que « les bacheliers de philosophie manquent d'esprit dominateur » (!...) et raconte qu'à un colloque organisé par l'Inspection générale, ses collègues et lui ont exprimé le vœu « de voir le programme de philosophie générale - pourquoi ne pas dire clairement : de métaphysique - prendre plus d'importance et se développer ». Et re-voici la métaphysique... identifiée à toute la philosophie comme aux plus beaux temps de *l'ancilla theologiae*.

gées, ce qui explique les difficultés auxquelles se heurtent ceux qui le veulent réformer.

Sur l'enseignement primaire, leur influence ne s'exerce qu'au deuxième degré par le truchement de tous les laissés pour compte de l'enseignement secondaire auxquels la communale a été livrée par la suppression de l'enseignement primaire supérieur : un trop grand nombre des instituteurs d'aujourd'hui sont les bacheliers ou non qui, n'ayant pas pu faire autre chose se sont repliés sur l'emploi et qui, bien que n'ayant jamais été capables d'apprendre l'orthographe - que, d'ailleurs, on ne leur a jamais sérieusement enseignée ! - se sentent néanmoins supérieurement aptes à démontrer que la métaphysique est la science des sciences.

Ce sont ces illettrés - pas de leur faute, bien sûr, mais illettrés quand même - qui sont chargés d'établir les premiers contacts entre les populations et la culture. Comme ils sont ambitieux - on leur a enseigné qu'il fallait avoir un « esprit dominateur » et cela, ils l'ont retenu - la plupart d'entre eux se retrouvent un jour ou l'autre dans la politique, ce suprême espoir de tous les ratés des métiers académiques, et là, ils dénaturent tout dans le même charabia et avec le même brio dont leurs maîtres font preuve pour dénaturer la philosophie. On déplore souvent l'incroyable état de délabrement intellectuel du peuple : il a bien des excuses, le peuple.

Si les entreprises des philosophes rencontrent quelques difficultés, c'est seulement dans l'enseignement supérieur où les mathématiques, les sciences physiques et, d'une manière générale, ces sciences dites expérimentales qui s'enseignant l'outil à la main ou en salopette, résistent assez bien à la logomachie métaphysique.

Mais les savants authentiques sont modestes. Ils ne veulent rien dominer, ni personne. En cela ils sont les vrais philosophes : se souvenant que, privé du microscope, Aristote lui-même se sentait inférieur à sa tâche, que Pascal s'était retrouvé grandi à ses propres yeux d'avoir inventé une machine à calculer, que les idées sur le mouvement perpétuel étaient suggérées à Descartes par les horloges qu'il construisait tandis que Newton retirait le plus grand profit de la chute des pommes et Galilée de l'observation des lampes suspendues dans les cathédrales, ils songent surtout à doter l'intelligence humaine, déjà pourvue de la logique d'Aristote qui lui suffit toujours amplement comme méthode, des instruments qui lui sont nécessaires comme moyen pour continuer à faire reculer toujours plus loin les frontières de l'inconnu.

A leurs yeux, les conditions sociales provoquent chez les individus des réactions intellectuelles beaucoup plus passionnelles qu'objectives et d'origines bien trop diverses pour que la valeur d'une thèse quelconque soit fonction du nombre de ses partisans. Le nombre, c'est l'opinion publique et l'opinion publique est trop peu susceptible d'exprimer autre chose que l'avis des incompetents pour qu'ils se résolvent à en appeler à elle et à prendre ouvertement des positions de caractère polémique.

Cette attitude est évidemment la sagesse même.

Mais les sciences humaines, la psychologie, la sociologie, l'économie politique, l'histoire, etc. qui l'ont, elles aussi adopté, résistent très mal à cet amphigouri métaphysique dont la plaidoirie de Petit-Jean dans *Les Plaideurs* et le compliment du jeune Diafoirus dans *Le Malade Imaginaire* resteront à jamais les plus savoureuses illustrations.

Il manque à notre temps un Molière pour philosophes ou un nouvel Aristophane pour écrire de nouvelles *Nuées* dans lesquelles Sartre pourrait très avantageusement tenir le rôle de Socrate et, comme lui recroquevillé dans un panier accroché au plafond de Médrano où se jouerait la pièce, sa tête dépassant comme celle des canards que les paysannes de Maupassant portaient au marché de Goderville, laisser tomber sur le chœur quelques-unes des sensationnelles absurdités qu'on trouve dans ses œuvres.

De toutes les sciences humaines, l'histoire humaine, l'histoire était à la fois la plus vulnérable et la plus menacée.

La plus vulnérable parce que, jointe à sa rareté, la fragilité du témoignage qui est son assise, ne lui laisse qu'une marge très mince entre la certitude et l'incertitude, c'est-à-dire entre elle-même et la légende.

La plus menacée parce qu'étant, comme le furent si longtemps, tour à tour, simultanément et parfois contradictoirement, ces deux piliers de la civilisation occidentale que sont les Récits homériques et la Bible, de tous les agents dispensateurs de la culture, le mieux adaptée au niveau du plus grand nombre, elle devenait par là-même le meilleur levier de l'opinion et ne pouvait manquer de susciter chez les « esprits dominateurs », le désir et le besoin de l'orienter.

De tous temps les dirigeants des peuples, rois, barons ou empereurs, présidents ou dictateurs, se sont employés à cette orientation et la méthode ne leur a pas été d'un mince secours dans l'administration des choses : le mécénat pour troubadours et ménestrels, le Père Lorient, la presse, Ernest Lavisse, Aulard, la radio, l'histoire de la Russie sans cesse remise sur le métier, etc. en portent témoignage et les philosophes aussi qui misent également sur l'opinion, qui traînent après eux comme une lourde hérédité, l'utilisation de Socrate par les Trente Tyrans, la philosophie conservatrice de Platon si facilement utilisable par tous les régimes d'autorité et le souvenir de l'*ancilla theologiae* dont ils tiennent leur arrogante prétention au gouvernement des âmes par la vassalisation de toutes les sciences.

On ne dira et redira jamais assez le tort que, s'étant engagés dans cette voie, Hegel et Marx ont fait à l'histoire.

Hegel et Marx étaient des philosophes, on a trop tendance à l'oublier. Élevés dans le sérail, ils en connaissaient tous les tours et détours, ils en possédaient toutes les astuces. Ni pour l'un, ni pour l'autre, la métaphysique donc, n'avait, ni ne pouvait avoir de secrets. De fait on ne connaît aucun autre exemple d'une telle virtuosité dans la systématisation de l'a-priorisme et la pratique de l'enchaînement cavalier.

« L'histoire, disait le premier, c'est le développement de l'esprit universel.

- C'est, répliquait le second¹⁸ une suite d'événements dont la cause première et le grand moteur (sont) le développement économique des sociétés, la transformation des modes de production et d'échange, la division de la société en classes et la lutte de ces classes. »

On rougit d'avoir à démontrer, aujourd'hui encore, que le développement économique des sociétés et celui de l'esprit universel ne sont que des faits historiques, qu'un fait historique ne peut pas plus définir l'histoire qu'une hirondelle le printemps, et que, pour tout dire dans le langage même des philosophes, le tout ne peut jamais et en aucun cas se définir par une seule de ses parties.

Toutes les conceptions de l'histoire qui sont arrivées à la notoriété, depuis que ces deux définitions ont été données, s'étant d'elles-mêmes asservies soit à l'une soit à l'autre, on n'en rougit pas moins, mais on l'explique très bien : il suffit de mettre en parallèle Hegel et Marx avec leur siècle.

Le siècle : lourdement hypothéqué par les guerres napoléoniennes dont il n'est sorti que pour se livrer à l'insurrection, l'éclatement des structures sociales à une échelle jusqu'alors inconnue, la redistribution des pouvoirs politiques dans des for-

¹⁸ La citation qui suit est en réalité tirée d'Engels (*Socialisme utopique et socialisme scientifique* - Introduction - 1892). A toutes les définitions du matérialisme historique données par ses inventeurs, l'auteur de cette étude a préféré la dernière, venant toutes expériences faites, Engels parlant au nom de Marx mort et de lui-même qui mourra deux ans après, c'est-à-dire à l'heure de la sérénité. Cette définition dépourvue du caractère passionnel de toutes celles qui l'ont précédée et qui ont été produites dans de dures et âpres polémiques, présentée en termes académiques dans un bilan établi après mûres réflexions, ne peut invoquer l'excuse de l'emportement dans le feu de l'action.

mes nouvelles, les rapports nouveaux entre les individus puis entre les peuples, le sentiment de l'instabilité, le désarroi des esprits, cet affaïssement général du mouvement intellectuel européen, unanimement reconnu par tous ceux qui l'ont étudié et comparé avec celui des siècles précédents, etc.

Les deux hommes : esprits exceptionnellement brillants et cultivés, mais uniquement préoccupés de politique et, plus particulièrement, du problème de l'État sur lequel sont centrés tous leurs écrits, l'un l'identifiant à l'Idée le considérant comme le seul moyen de développement de l'esprit universel et le voulant renforcer, l'autre le voulant conquérir pour le détruire et, par là, libérer les sociétés de ce qu'il considérait comme la seule entrave à leur développement économique et social.

Reposant sur un sophisme, ne laissant de choix qu'entre la guerre si l'on se rallie à l'une, l'insurrection si l'on se rallie à l'autre, délaissant les spéculations de l'esprit au profit des manifestations irraisonnées de la violence érigée en système, ces deux définitions n'avaient cependant, ni l'une, ni l'autre, la moindre chance d'être prises en considération par les spécialistes de l'histoire et des sciences humaines en général. Hegel et Marx le savaient mieux que personne. Aussi, par un manque de scrupules qui est commun à tous les politiciens, n'est-ce pas aux spécialistes, mais à l'opinion publique que, descendant sur le forum, ils proposèrent leurs thèses.

Impressionnés par leur personnalité et subjugués par les réactions passionnelles du forum, les spécialistes réagirent mollement. Ils furent au surplus - et pour la plupart ils restent - déroutés à un point qu'on ne saurait dire par une forme de raisonnement qui, dans l'usage que les deux compères en ont fait, demeurera sans aucun doute à jamais la plus haute expression de cette logique purement formelle qui est le support de la métaphysique : la dialectique, dont on commence seulement à déceler qu'ils l'ont ravalée à un simple machiavélisme¹⁹.

Ainsi, toutes les conceptions de l'histoire qui sont arrivées à la notoriété depuis plus de cent ans sont-elles seulement celles qui ont été définies dans les bistrots, les salles de rédaction des journaux à grand tirage et les réunions publiques, c'est-à-dire qui ont eu la faveur des habitués du zinc ou du Café du Commerce, des ratés qui ont trouvé refuge dans le journalisme alimentaire ou des professionnels du cahier de revendications.

Ainsi, l'humanité s'est-elle trouvée condamnée à ne plus progresser que d'apocalypse en apocalypse, dans des voies qui ne pouvaient au surplus conduire qu'à Hitler, selon le vœu de saint Hegel, ou à Staline selon le vœu de saint Marx, ce qui est, au fond, sensiblement la même chose.

Pour prononcée et soutenue par une longue habitude que soit sa tendance actuelle à ne se chercher des issues qu'en termes de rapports des forces, le mouvement de l'histoire ne pourrait être irréversible que si l'homme n'y avait aucune part ce qui n'est pas soutenable, celle qu'y ont prise Hegel et Marx ne le prouve que trop.

Il faut pourtant convenir qu'à l'ère des masses et de sa plaie intellectuelle, l'engagement des lettres, des arts et de la plupart des sciences humaines, un renversement de tendance se heurte à des difficultés sans limites.

Quelque opinion qu'on ait de l'histoire et de son rôle, la moindre de ces difficultés n'est à coup sûr pas cette ornière dans laquelle les philosophes et, à leur suite, des historiens aussi peu scrupuleux, l'ont enlisée en la voulant adosser à des définitions qui ne sont, à tout prendre, que des slogans de propagande forgés à la seule intention des partis politiques.

Désengager l'histoire, tel est le problème. Et pour commencer, en donner une définition qui ne nourrisse aucune arrière-pensée d'aucune sorte, qui n'ait aucun ca-

¹⁹ Cf. Maurice Merleau-Ponty, *Les Aventures de la dialectique*, Paris, Gallimard, 1955

ractère supputatif ou conjectural et qui soit assez générale pour que, contrairement à ce qui arrive avec celle de Hegel et de Marx, aucun fait historique ne lui puisse échapper.

Ce sont là les conditions minima, sans la réunion desquelles il n'y a pas de définition susceptible d'être acceptée comme telle. Je proposerai donc celle-ci qui est peut-être une lapalissade, mais au-delà de laquelle, dans l'état actuel de la recherche, il ne semble pas qu'on puisse aller dans la précision : l'histoire est le livre de bord de l'humanité, c'est tout.

Si élémentaire et si ingénue qu'elle paraisse, cette définition dont le caractère de généralité n'est pas contestable, est en outre protégée contre les sollicitations par des servitudes assez nombreuses et assez impératives pour lui conférer une certaine dignité, sinon une dignité certaine. Le livre de bord de l'humanité a subi les outrages du temps : beaucoup de pages en ont été arrachées ou maltraitées. Beaucoup ont été comme négligemment laissées en blanc et beaucoup sont écrites dans une langue que nous ne connaissons pas ou pas encore. Les événements qui en sont la matière étant enchaînés les uns aux autres, imbriqués les uns dans les autres et s'expliquant les uns par les autres, si l'on veut établir entre eux des relations de cause à effet, il faut, avant toute chose, reconstituer le livre, retrouver les pages arrachées, réparer celles qui ont été maltraitées, remplir les blanches et déchiffrer celles que l'on ne comprend pas encore.

Jusque-là, une seule certitude : l'humanité ne sait pas d'où elle vient ni où elle va, et ne connaît que très imparfaitement quelques tronçons seulement du chemin qu'elle a jusqu'ici parcouru dans l'espace et dans le temps ; toute explication qui sera dès maintenant donnée du moindre événement ne sera jamais, dans la plupart des cas, qu'une hypothèse aventureuse que l'historien ne pourra jamais avancer qu'en son nom personnel non à celui de l'histoire.

Ceci ne veut pas dire que, lorsque le livre nous sera restitué en parfait état, si l'humanité sait d'où elle vient et par quels chemins, elle saura pour autant où elle va. Encore faudra-t-il définir un déterminisme historique infaillible et si rien ne dit, dès aujourd'hui que c'est impossible, rien ne dit non plus que c'est possible.

Mais d'abord, il faudra être capable de définir les conditions dans lesquelles le livre de bord de l'humanité sera en parfait état et complet... A mon sens, ce ne peut être que le jour où il ne sera plus possible d'insérer le moindre événement, ni entre les pages, ni entre les lignes.

Alors seulement, les raisonnements qui prendront des événements historiques pour objet pourront se réclamer d'une rigueur scientifique contre laquelle tous les efforts de cette « folle du logis » qu'est la prétendue rigueur métaphysique seront vains.

Nous n'en sommes pas là.

Si nous en serons jamais là, c'est une question que rien n'autorise à poser, sinon l'intention peu avouable de limiter le champ de la curiosité.

L'histoire étant ainsi entendue, il est, par contre, deux questions au moins qu'il faudra se résoudre à se poser un peu sérieusement et dans une autre optique, à propos de deux éléments du problème dont l'importance est capitale : le fait historique dans sa structure et sa physiologie, l'historien dans sa qualification.

Conjonction de circonstances d'origines diverses, le fait historique a des aspects multiples dont tous ne tombent pas facilement sous les sens. Pour des raisons qui tiennent au manque de méthode de la recherche historique, à la faiblesse de ses moyens d'investigation, aux intérêts politiques du pouvoir ou des factions, la mémoire des hommes n'a jamais pu retenir de ses multiples aspects, non seulement que ceux qui étaient visibles à l'œil nu, mais encore, parmi eux, que ceux dont l'exploitation servait une idéologie.

Ainsi, la vérité historique a-t-elle toujours été fonction de la méthode des recherches, du degré de perfectionnement des moyens d'investigation et de l'évolution des idéologies. Ainsi, beaucoup de faits qui seront un jour catalogués historiques ne sont, jusqu'ici, pas parvenus à notre connaissance, soit qu'ils aient échappé aux études de bonne foi, soit que des études tendancieuses aient réussi à nous les cacher. Ainsi, enfin, beaucoup des circonstances dans lesquelles se sont produits ceux que nous connaissons restent toujours ignorées de nous.

Il se trouve, d'autre part, que ces circonstances sont créées par le rapport de l'homme avec les hommes, des hommes avec leur milieu social, des divers milieux sociaux entre eux et avec le milieu naturel.

On voit alors que, pour être vraiment qualifié, l'historien doit avoir la compétence de l'anthropologue, du sociologue et du naturaliste, c'est-à-dire une culture qui ne soit étrangère à aucune des sciences humaines, qu'il s'agisse de la physiologie, de la psychologie, de la biologie ou de la biosociologie, de l'ethnologie, de l'économie politique, de la polémologie, etc. le recours à l'une ou à l'autre et parfois à toutes ensemble étant indispensable à l'étude de n'importe quel fait historique si l'on veut, comme l'usage s'en impose à bon droit de plus en plus, en établir au préalable un spectrogramme complet.

Ces vues ne sont, certes, originales que dans la mesure où le sentiment qu'elles traduisent, pour être commun à beaucoup de gens estimables, ne s'ose cependant que très timidement exprimer. Elles ne prétendent, en outre, pas le moins du monde à l'infailibilité : s'insurgeant contre des dogmes dont le ridicule éclate, elles ne se pouvaient vouloir que dépourvues de tout caractère dogmatique et peut-être y ont-elles réussi. Leur ambition ne dépasse pas le souci de contribuer à la dissipation de certaines équivoques qui pèsent lourdement sur l'avenir de la culture.

On voit déjà comment, soigneusement entretenue par les philosophes et faisant boule de neige au long du temps, l'équivoque dans laquelle la métaphysique est née s'est progressivement étendue à l'histoire dans sa conception même à partir de la philosophie et, sous prétexte de la soustraire aux sollicitations de la légende, a seulement dépouillé la légende de sa poésie, en a fait cette autre légende pour cœurs durs qui sert uniquement de référence et de tremplin à ces aventuriers du monde intellectuel que sont les héritiers spirituels de Machiavel.

On verra maintenant comment et à quel point elle a sophistiqué et mis en condition les grands thèmes qui s'inspirent de l'histoire et en particulier l'évolution des sociétés humaines dont l'analyse correcte est son souci majeur. Et c'est ici qu'apparaîtra l'équivoque révolutionnaire, objet de cette étude.

III. - L'équivoque révolutionnaire et les mésaventures de la dialectique

Au vrai, l'équivoque révolutionnaire n'est pas un thème entièrement neuf. Dans la légion des réformateurs sociaux - le plus souvent de chic et à la petite semaine - jaloux des lauriers de Marx et auxquels son exemple a inspiré le goût toujours fort à la mode de mettre la révolution en équation, je n'en connais pas qui n'aient donné le sentiment d'avoir, eux-mêmes, eu conscience au moins une fois, soit à propos de ses moyens, soit à propos de son contenu, de buter contre une équivoque et de ne la surmonter que par une pirouette.

Soit, par exemple, le socialisme dit utopique et le socialisme dit scientifique opposés l'un à l'autre par Marx et Engels avec la prétention émise au nom du second de supplanter le premier par trop élémentaire : après un siècle de savantes constructions de l'esprit enchaînées les unes aux autres et dans lesquelles ont brillé Kautsky, Lénine, Trosky, Boukharine, Plekhanov et un très grand nombre d'autres doctrinaires slaves, germains ou latins, on ne voit toujours pas très bien lequel des deux est, sinon le plus élémentaire, du moins et, à coup sûr, le plus utopique.

Si l'on pousse plus avant, il devient très vite évident que Georges Sorel lui-même n'a indiscutablement réussi ni à incorporer la violence à la révolution, ni à la fonder sur une éthique acceptable, ni à en faire un aspect d'une force. Il ne le devient pas moins et pas moins vite qu'entre la dictature du prolétariat et sa mission historique, c'est-à-dire entre la société sans classes et les voies qui y conduisent, Lénine, ses disciples et le tragique exemple de la « révolution » russe ont laissé le débat ouvert, le problème entier et en l'état tous les paradoxes et toutes les antinomies. Enfin, pour tout dire à l'altitude qui convient, fût-ce en la gagnant par un raccourci, on peut toujours contester que, pour ingénieuse qu'elle soit, la thèse de Trotsky sur la révolution permanente ait résolu l'incompatibilité entre société sans classes et exercice du pouvoir ou que la célèbre controverse entre Jaurès et Guesde, les écrits de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, aient donné à la révolution dans sa conception marxiste-léniniste, un caractère beaucoup plus révolutionnaire qu'à l'évolution dans l'acception classique du mot et de la chose.

Au cours de ce siècle de marxisme appliqué, beaucoup moins disposés que tous ceux-ci à sauver des situations politiques - qui ne l'ont tout de même pas été ! - en leur sacrifiant la logique et l'histoire, un certain nombre de gens ont honnêtement avoué leur malaise, en ont recherché les causes et, croyant les avoir trouvées, les ont publiquement dénoncées.

Il faut reconnaître qu'ils l'ont fait avec plus ou moins de bonheur et peut-être est-ce parce que, n'attachant pas autrement d'importance à leur mise en forme, la plupart d'entre eux n'ont contesté les données du marxisme que sur le fond et en les acceptant dans les définitions mêmes de Marx.

Du vivant du maître, ce fut par exemple Proudhon entraînant à sa suite toute l'école anarchiste. Ses cendres à peine refroidies, ce fut Bernstein. Plus près de nous, ce furent encore Henri de Man (*Au-delà du marxisme, L'Ère des masses*), James Burn-

ham (*L'Ère des organisateurs*), Michel Collinet (*La tragédie du marxisme, Essai sur la condition ouvrière*). Je ne note que pour mémoire des hommes comme Milovan Djilas (*La nouvelle Classe*), Daniel Guérin (*Jeunesse du socialisme libertaire*) ou Maximilien Rubel, qui ont prétendu sortir des impasses du marxisme en les portant au compte d'erreurs d'interprétation commises par les disciples.

Toutes ces impasses furent, pour la première fois à ma connaissance, ramenées à une seule par M. Merleau-Ponty qui en fit, pour la première fois aussi, les conséquences logiques d'une seule équivoque non dissipée au niveau du schéma marxiste de la révolution, précisant en outre qu'à son sens, la responsabilité de cette non-dissipation devait être entièrement et uniquement imputée à un type de raisonnement : la dialectique telle que Hegel et plus encore Marx l'ont viciée.

Quand un adversaire a raison, il faut savoir le reconnaître. Je dirai donc que M. Merleau-Ponty a mis le doigt sur le défaut de la cuirasse, que l'équivoque génératrice de tous les sophismes qui conduisent aux impasses est bien là où il la situe, que tout vient de ce que « les révolutions ne peuvent jamais être comme régimes institués ce qu'elles étaient comme mouvement... Vraies comme mouvement, elles sont fausses comme régimes... progrès quand on (les) compare à l'avenir (qu'elles ont) laissé entrevoir et étouffer »²⁰ et que si aucune réduction, aucun dépassement de ces contraires n'ont jamais été possibles, ni au plan de l'expérience, ni à celui de la spéculation, il s'agit bien d'une impuissance de la dialectique, et seulement de cela.

Ayant découvert cette impuissance de la dialectique, M. Merleau-Ponty a encore voulu en rechercher la raison : c'est, dit-il en substance, que ce qui n'était chez les Grecs que l'art de raisonner, de rechercher des preuves et de les enchaîner selon les impératifs de la logique c'est-à-dire seulement une méthode s'est, depuis 1917, incorporé des jugements de valeur de caractère apodictique pour devenir une doctrine et ceci aussi doit être considéré comme exact.

La dialectique, en effet, n'est plus aujourd'hui, cette merveilleuse science de la mise en forme et en ordre des propositions de la controverse qui porta les Grecs à ces sommets de la pensée objective que nous contemplons d'en bas comme le renard de la fable contemplait les raisins de la treille, mais un fouillis d'idées préconçues, le plus souvent aussi saugrenues qu'informes, acceptées comme des postulats ou des vérités démontrées et jetées pêle-mêle en pâture aux plus bas instincts populaciers : la lutte des classes inséparable de la haine vengeresse, la révolution coup de force violent et sanguinaire, la dictature du prolétariat par dictature personnelle interposée comme moyen d'accomplir une mission historique à lui gratuitement prêtée, cette mission historique elle-même, c'est-à-dire la société sans classes, la patrie du socialisme et d'une manière générale toutes les prétendues valeurs de ce qu'il faudra bien un jour renoncer à désigner sous le nom de « révolution russe ».

Mais à partir d'ici - et même d'un peu avant car son passé politique ne lui permettait évidemment ni de pousser aussi loin le souci de la précision, ni de se montrer aussi sévère - M. Merleau-Ponty, vraisemblablement gagné par le malaise qu'il avait entrepris de dissiper est comme pris de vertige, et sombre à son tour dans les élémentaires constructions de l'esprit des doctrinaires improvisés du marxisme.

« Si, écrit-il, l'entreprise révolutionnaire (est une) entreprise violente, destinée à mettre au pouvoir une classe et qui verse le sang pour y arriver » (p. 278)... ou « comme fait objectif, (est la) substitution d'une classe à une autre » (p. 281) elle « est bien loin d'être achevée » (p. 281). Pour qu'elle le soit un jour, il faudrait que puisse être installée dans le développement des choses « à titre d'avenir inéluctable » (p. 282) cette « certitude » sur laquelle Trotsky, le seul qui ait vraiment essayé de pousser

²⁰ *Id.*, *op. cit.*, pp. 279-281.

le raisonnement jusqu'à ses extrêmes limites, fait reposer sa thèse sur la révolution permanente, à savoir « qu'il y a une classe qui est universelle et qui donc achèvera ce que toutes les autres ont commencé... qui (mettra) un terme à la mystification des révolutions manquées parce qu'elle (n'est) pas un nouveau pouvoir positif qui, après avoir dépossédé les classes déchues, affirme à son tour sa particularité, mais la dernière de toutes les classes, la suppression de toutes les classes et d'elle-même comme classe » (p. 282).

Or, contre cette thèse, toute l'histoire s'insurge : ou que ce soit, chaque fois qu'une classe²¹ a été portée au pouvoir, son premier souci a toujours été d'en vouloir profiter seule, de se retourner contre ceux qui l'y avaient portée et ainsi de faire naître parmi eux une opposition qui, à son tour, a ambitionné le pouvoir et reposé le problème révolutionnaire dans ses termes de départ.

Ainsi en 1789, la Bourgeoisie installée au pouvoir s'est-elle brusquement retournée contre les aspirations des « Bras nus »²². Ainsi, en Russie et en Yougoslavie, la classe, le clan, la faction ou la communauté d'intérêts au pouvoir empêchent-ils la manifestation de toute opposition par la plus effroyable des dictatures.

Il est alors démontré, à la fois que la classe prolétarienne ou une faction installée au pouvoir en son nom ne s'y comporte pas différemment de la Bourgeoisie et que la perspective sur laquelle Trotsky bâtit l'avenir de la révolution ne résiste pas à l'examen puisqu'elle est refusée par les révolutionnaires prolétariens eux-mêmes. M. Merleau-Ponty nous dit donc que nous n'avons plus le choix qu'entre deux propositions : ou bien, à l'intérieur de la pensée révolutionnaire nous ne trouvons pas la dialectique mais l'équivoque (p. 279) ou bien alors « comme le dit un jour Sartre, la dialectique est une fadaise » (p. 312).

Chemin faisant et à force de buter contre toutes les données historiques et philosophiques de la révolution dans la conception qu'il en a, M. Merleau-Ponty s'est déjà demandé « s'il n'y a pas plus d'avenir dans un régime qui ne prétend pas refaire l'histoire par la base, mais seulement la changer, et si ce n'est pas ce régime qu'il faut changer, au lieu d'entrer une fois de plus dans le cercle de la révolution » (p. 279) et cela signifie que, ne concevant pas d'autre révolution que dans sa définition marxiste et sa pratique russe, il opte avec Sartre, pour la deuxième proposition.

C'est d'ailleurs sur cette option qu'il conclut son étude, laquelle peut être considérée comme un procès-verbal de carence d'une dialectique, de toutes façons, dit-il, incapable de dissiper l'équivoque puisqu'elle ne peut être ou bien qu'absente de la pensée révolutionnaire, ou bien fadaise si elle y est présente.

A supposer que je n'aie pas trahi la démarche de M. Merleau-Ponty, comment ne pas observer, en tout premier lieu, que s'il y a une dialectique-fadaise, c'est bien celle qui lui permet de clore le débat sur cette conclusion dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle le laisse ouvert à tous les vents ?

Qu'on m'entende bien. Si la dialectique est effectivement et regrettablement une doctrine, il n'est pas exact que ce soit seulement depuis 1917 et pas davantage qu'on le doive exclusivement à Lénine et à ses héritiers spirituels. Un simple survol de l'histoire de la philosophie suffit à convaincre que, doctrine, la dialectique l'a été aussi souvent qu'art ou méthode soumise à des règles bien définies, et que, pour la retrouver à l'état pur, il faut remonter jusqu'à Zénon d'Elée, c'est-à-dire à l'âge d'or des pré-socratiques et de la philosophie contemplative.

²¹ Il serait d'ailleurs plus exact de parler de clan, de faction, de communautés d'intérêts matériels ou moraux, de catégories, ne serait-ce que parce qu'aujourd'hui la classe ne se peut plus entendre dans le sens qu'avait le mot au temps de Marx.

²² Voir Daniel Guérin, *La lutte des classes sous la Première République*.

Aristote qui la fonde comme Zénon sur l'analyse et la définition échappe évidemment à toute accusation mais le démiurge de son maître Platon, ses idées « immuables et éternelles », y prêtent déjà dangereusement le flanc et ni saint Augustin, ni Thomas d'Aquin ne manquèrent de s'en apercevoir.

S'appuyant sur l'exemple préalablement décrété historique du Christ morigénant le disciple Thomas coupable de n'avoir pas voulu « croire avant de voir » Saint Augustin est, je crois bien, le premier qui plaça avec quelque succès les hommes soucieux de savoir devant l'étrange nécessité, non plus de « comprendre avant de croire » comme le leur demandait la philosophie grecque, mais de croire avant de comprendre²³. Pour la première fois, une doctrine frappait à la porte de la dialectique : le christianisme. Il s'y installa et, de même qu'aujourd'hui les postulats du bolchevisme, devint toute la dialectique. Pas si aisément cependant : près de dix siècles durant qui furent, au plan de la pensée comme à tous les autres, dix siècles de combats très durs et souvent incertains, il lui fallut, on l'a vu, attendre saint Thomas d'Aquin. Encore, on l'a vu aussi, saint Thomas d'Aquin ne réussit-il le tour de force d'installer le christianisme dans les meubles de la dialectique que par le biais d'une métaphysique née de la rencontre de son évidente mauvaise foi et de l'enfantillage d'Andronicus de Rhodes.

A l'une de ses extrémités, l'enchaînement historique des pétitions de principe fondées sur la foi nous montre alors saint Augustin qui croit en Dieu créateur du monde, qui démontre l'existence de ce Dieu par l'absurde, explique et recrée le monde en fonction de cette croyance : *La cité de Dieu*. A l'autre extrémité, saint Thomas d'Aquin reprend la démonstration, la met au goût du jour, en fait la preuve par Aristote comme on ferait une preuve par neuf, et commente les Écritures saintes présentées comme des témoignages dont l'authenticité ne peut faire de doute.

Des humanistes aux encyclopédistes en passant par les libertins, bravant le bûcher, toute une lignée de penseurs, de savants, de pamphlétaires et parfois même de philosophes, ont quelque peu bousculé ce système. Mais en 1821, on pouvait encore publier à Paris²⁴ sans étonner beaucoup de monde, la célèbre *Histoire de l'Ancien et du Nouveau Testament*, par Royaumont, prieur de Sombrevail qui, s'autorisant des Pères de l'Église et plus particulièrement de saint Augustin, s'ouvrait sur cette tête de chapitre : « L'an du monde 1 ; Avant J.C. 4004 ans²⁵ : Dieu tire du néant le ciel et la terre, et en six jours l'embellit et la peuple de créatures de toutes espèces²⁶. »

1821 : c'est environ ce temps-là que l'existence de Hegel fut révélée au monde. Avec celui-ci, le dogme chrétien que les événements de 1789 semblaient avoir chassé de la dialectique par la porte y rentra par la fenêtre grâce à un succédané : l'identification du rationnel et du réel au niveau des concepts. Hegel ayant, en bon métaphysicien, construit cette vérité première dans son esprit, n'eut plus d'autre souci que d'en démontrer le bien fondé par les procédés conjugués de saint Augustin et de saint Thomas d'Aquin.

Par un ingénieux système de thèses et d'antithèses dont il tirait des synthèses et au prix d'un nombre si impressionnant de sophismes qu'il a découragé d'en dresser la liste tous ceux qui en ont eu l'intention, il y réussissait. Ce fut toute sa dialectique et c'était une doctrine.

²³ Voir note 8.

²⁴ Chez Leblanc, imprimeur libraire.

²⁵ Admirons cette précision.

²⁶ A la veille de la guerre de 1914-1918, cette vérité première m'a encore été enseignée par le curé du petit village qui m'a vu naître. Et les gens de mon âge qui ne l'ont pas quitté y croient encore dur comme fer. C'est là un élément d'appréciation de la vitesse de propagation des sciences, même avec les moyens modernes.

A l'époque, quelques têtes du monde intellectuel firent bien remarquer que les concepts du fou étant réels, il en fallait alors déduire qu'ils étaient rationnels. Imitant ces mathématiciens qui se divertissaient en démontrant avec le sourire que $1 = 2$, jonglant avec les thèses, les antithèses, les synthèses, et parlant joyeusement, non pas de fadaise comme M. Sartre, mais de foutaises, ils démontraient, eux, qu'un fou peut très raisonnablement déraisonner. Les plus irrévérencieux citèrent même des exemples et, comme ils avaient aussi des lettres, c'est celui de don Quichotte déclarant son amour à sa Dulcinée qui leur vint le plus souvent à l'esprit : « La raison de la déraison que vous faites à la raison affaiblit tant ma raison que ce n'est pas sans raison que je me plains de votre beauté. » Par là ils entendaient montrer que toute la dialectique de Hegel consistait à formuler ses majeures et ses mineures au moyen de mots qui pouvaient avoir plusieurs sens dans l'emploi même qu'il en faisait pour conclure comme s'ils n'en avaient qu'un seul.

On a bien vu plus tard que ces plaisanteries d'étudiants frondeurs n'étaient pas si dénuées de sens. Mais, sur le moment, rien n'y fit : Victor Cousin qui fut le maître à penser de cette époque, s'était entiché de Hegel et avait entrepris de lui faire une notoriété en France. Dès lors, pour la dialectique hégélienne, la partie était gagnée à l'échelle du monde et elle envahit l'histoire.

On sait qu'avant de mourir Victor Cousin eut le temps de regretter son initiative dont il s'était, un peu tard, rendu compte qu'elle ne pouvait que servir les desseins de Marx. On le comprend cependant : autant que philosophe, il fut homme politique - conseiller d'État, pair de France, ministre - et, qui plus est, dans une période instable où les classes dirigeantes dont il s'était fait le porte-parole considéraient unanimement que la religion était indispensable à l'État et au maintien des situations acquises. Or, si l'identité de Hegel se prolonge dans des proportions d'un ridicule éclatant lorsque l'on va du réel au rationnel, lorsque l'on va du rationnel au réel, elle se prolonge aussi dans des propositions ridicules, mais d'un ridicule à peu près insensible par une tradition deux fois millénaire.

Exemple : rationnellement, Dieu existe, donc il existe réellement. Si l'on veut savoir pourquoi Dieu existe rationnellement, c'est parce que à une place qui ne peut pas rester vide puisque le vide philosophique n'existe pas, où il faut, par conséquent, mettre absolument quelqu'un ou quelque chose, la raison ne peut et ne pourra jamais rien mettre, ni personne d'autre. Voilà pour le fond. J'ai fait grâce au lecteur du raisonnement dans sa forme : il lui suffira de savoir que la suite des thèses, des antithèses et des synthèses d'étapes qui conduit l'esprit jusqu'à l'existence de Dieu s'interrompt juste comme il arrive à cette thèse puisqu'il n'est plus possible à la raison de lui trouver une anti-thèse, que cette existence de Dieu est donc à la fois thèse et synthèse et qu'alors le dépassement recherché par la dialectique est réalisé.

Chez Victor Cousin, l'homme d'État séduit par cette solution du problème dans son fond parce qu'elle lui permettait, pourvu qu'on la cultivât, d'obtenir par ce biais l'adhésion de l'opinion publique à une politique, détermina le philosophe à en accepter la forme dans les années de son âge où Rastignac s'éveillait en lui.

C'est seulement la forme qui séduisit Karl Marx : son génie fut de voir qu'en faisant faire un quart de tour à la dialectique - doctrine de Hegel - on changeait son paysage du tout au tout et que, pour lui faire faire ce quart de tour, il suffisait de lui ajouter la matérialisation systématique de tous les concepts. L'avantage de l'opération consistait en ceci qu'au lieu d'entrer dans l'histoire ou d'en être extraites pour les besoins de la spéculation, sans considération aucune de leur contexte matériel, les idées ne pouvaient plus entrer ou plus en être extraites que comme résidu de ce contexte :

le matérialisme historique²⁷. Avec l'idée de l'État si chère à Hegel et à propos de laquelle il avait besoin d'arranger l'histoire dans ses origines et son avenir pour la conserver intacte et conforme à la représentation toute métaphysique qu'il s'en faisait, Marx obtint des résultats remarquables.

Pour les obtenir il eut cependant besoin, comme saint Augustin, comme saint Thomas d'Aquin et comme Hegel d'introduire dans la dialectique une autre donnée préalable²⁸ qui n'était, elle aussi, qu'un acte de foi : la croyance non plus en un Dieu mais en une sorte de Paradis terrestre, la société sans classes, dont la réalisation par une révolution-coup de force qui est encore un acte de foi, a été confiée au prolétariat dans les mêmes formes que, selon la tradition chrétienne, la rédemption du monde le fut au Christ.

Les résultats prétendument obtenus en Russie dans cette voie et par ce moyen étant brandis comme preuves des infinies possibilités de réalisation qu'elle offre, c'est cette doctrine-là qui est, aujourd'hui toute la dialectique.

Si on peut en attribuer la paternité à Lénine, on voit que c'est seulement pour la tentative d'exécution : pour le reste, ses origines remontent par filiation directe à Marx pour la conception sur le fonds, à Hegel pour la formulation et, si ce n'est au démiurge de Platon dont le Dieu des chrétiens n'est qu'une mise au point, à saint Thomas d'Aquin et à saint Augustin par la nécessité qui lui est faite de prendre le départ dans un acte de foi préalable. Ses lettres de créances sinon de noblesse sont donc bien plus anciennes que ne le dit M. Merleau-Ponty.

²⁷ Cf. page 22 la définition du matérialisme historique selon Engels et la note qui l'accompagne. [NdÉ : note 18]

²⁸ Cf. page 14, note 8.

IV. - Pélerinage

aux sources de l'équivoque révolutionnaire

Fidèle à la méthode que j'ai employée jusqu'ici, traitant de la révolution, je commencerai par dire qu'il y a d'abord le mot, ses origines et son histoire.

Ses origines ? On ne sait pas très bien qui, le premier, l'employa pour lui faire désigner un phénomène social bien défini, dans quelles circonstances ni le contenu exact qu'il lui donna. Il se pourrait que remontant le cours des siècles, on ne retrouvât au-delà d'Amyot (1513-1593) aucun exemple d'un usage tendant à infléchir le sens du mot dans cette direction. Encore, l'exemple d'Amyot n'est-il pas caractéristique d'un abus, loin de là : évoquant un revirement soudain dans l'évolution générale jusque-là très satisfaisante des affaires publiques en Grèce, il avait parlé de révolution²⁹ dans sa célèbre traduction des *Vies parallèles* de Plutarque et, le sens du mot restait conforme à son étymologie.

Ce qui est sûr, c'est qu'au cours du XVII^e siècle, on prit l'habitude de parler de révolution pour désigner n'importe quelle évolution dans n'importe quel secteur des affaires publiques.

Au point qu'au XVIII^e siècle, cette habitude était une mode dont Voltaire se moquait en ces termes dans une lettre à son ami Damilaville :

« Le monde voit des *révolutions*³⁰ journalières. Je n'ai assurément aucune part dans cette révolution qui s'est faite depuis quelques années dans l'esprit humain. »

A tel point que, dans *L'Esprit des Lois*, comme par manière de protester avec cet art de la diplomatie qui était dans son tempérament, de faire traduire au mot ce retour aux mœurs simples, aux lois naturelles des premiers âges qui fut le grand espoir du XVIII^e siècle, et de rétablir ainsi l'accord entre l'usage et la règle, Montesquieu précisait par exemple :

« Toutes nos histoires sont pleines de guerres civiles sans révolutions ; celles des États despotiques sont pleines de révolutions sans guerres civiles. »

C'est en s'inspirant de ce *distinguo* qu'en juin 1789, à Louis XVI assistant de sa fenêtre à l'envahissement des Tuileries par la foule et s'écriant effrayé :

- Mais c'est une révolte !

son valet de chambre qui avait des lettres, soit qu'il partageât l'espoir de son siècle, soit qu'il en redoutât les effets, répondait encore :

- Non, Sire, c'est une révolution.

Une autre chose aussi est sûre : sur la langue et sous la plume des Latins auxquels nous l'avons empruntée, la révolution n'a jamais signifié un phénomène social.

Lorsque les Latins parlaient de ce que les gens qui savent ce qu'ils disent appellent aujourd'hui des troubles sociaux, une émeute, une révolte, une insurrection ou

²⁹ « Quelque fatale destinée et révolution des affaires avaient préfixé et arrêté le but dernier de la liberté des Grecs à ce temps-là. » (Amyot : Démosthène)

³⁰ souligné par Voltaire.

une guerre civile, il s'agissait pour eux de *perturbatio*, de *rebellio* ou de *seditio*³¹ selon que le trouble était plus ou moins important, plus ou moins prononcé, ou plus ou moins ambitieux.

Il ne faut d'ailleurs pas se faire d'illusions : les Latins n'avaient ni la finesse d'esprit, ni les préoccupations humanistes des Grecs. La vie en société ne leur proposait pour ainsi dire pas de problèmes de conscience. Leurs désirs d'un changement qu'ils traduisaient dans l'expression *novas res velle*³² n'allaient jamais bien au-delà d'un changement du personnel politique dans un ordre social qu'ils considéraient comme définitif. Et quand le changement espéré s'était produit, ce n'était pas une révolution mais une *mutatio*³³ : ce que nous appelons la révolution de 1789 eût été pour eux la *magna mutatio*³⁴ ou la *magna rerum mutatio*³⁵. Enfin, la *mutatio* ne dépendait pas fatalement de la *perturbatio*, de la *rebellio* ou de la *seditio* : elle pouvait résulter du bon fonctionnement des Assemblées représentatives conçues dans cet espoir, c'est-à-dire se faire très pacifiquement et n'avoir recours ni à l'une ni à l'autre. Dans leur esprit, du moins.

La révolution, c'était autre chose.

Avec le verbe *volvere* (rouler, faire rouler, tourner dans un sens), les Latins avaient fait *revolvere* (rouler, faire rouler, tourner en sens inverse, revenir, se replier en arrière, rétrograder) dont une forme leur avait donné *revolutio* : le retour ou le repli en arrière, la rétrogradation. Et de ce nom comme du verbe d'où il était venu, le plus célèbre sinon le plus remarquable emploi qu'ils firent fut de les appliquer au retour des astres à leur point de départ, puis à leur circuit complet³⁶. S'ils en ont fait d'autres usages que celui-ci, ce fut toujours avec le souci constant de leur conserver ce sens d'un retour à un point de départ, à une opinion précédemment exprimée, à un recommencement : le fleuve qui refoule ses flots, le marchand qui revient à sa maison, l'homme qui se lève et brusquement s'écroule, le manuscrit qu'on déroule après l'avoir enroulé, les siècles, les mois et les jours qui s'écoulent et recommencent, l'esprit tourmenté qui revient sans cesse à sa tourmente, etc.

Par contre - car cette langue avait sa précision et sa logique - si les flots des fleuves roulant vers la mer pouvaient être refoulés, les larmes qui coulaient des yeux n'y pouvaient remonter. Si un écrit pouvait être enroulé autour de l'ombilic³⁷ puis déroulé pour être lu, le soldat frappé à mort qui roulait aux pieds de son adversaire ne pouvait se relever. Les mois roulés par la lune, les événements roulés par l'histoire ne pouvaient être vécus deux fois. Dans ces cas et dans de nombreux autres encore qui ne comportaient aucune possibilité de changements de direction en sens inverse, il ne pouvait être question ni de *revolvere*, ni de *revolutio*, mais seulement de *volvere* et de *volutatio*³⁸.

³¹ Nous avons francisé ces mots dans une orthographe et une prononciation à peine différentes, mais nous en faisons un emploi plus rare. Les Latins avaient encore d'autres mots : *turbulentus*, *turbata*, par exemple. La *turbata respublica* qui revient souvent désignait un État où règne l'émeute. Je n'ai cité que les plus significatifs.

³² Désirer une nouvelle chose

³³ Mutation.

³⁴ Grande mutation.

³⁵ Grande mutation (changement) dans l'État.

³⁶ Deux observateurs étant placés aux antipodes l'un de l'autre, chaque moitié du circuit est, en effet, une révolution alternativement pour chacun d'eux.

³⁷ Pour former un *volumen*, qui est venu jusqu'à nous sous le nom de volume.

³⁸ de *volutare*, dérivé de *volvere* et de sens approchant. N'a pas été retenu par la langue française autrement que pour former *volute* déformation de *voluta*.

Quelque respect - il est grand, on peut m'en croire - que je professe pour Littré, il ne m'est donc, à mon grand regret, pas possible d'accepter comme conforme aux impératifs de l'étymologie, le sens qu'il donne à la révolution en histoire et que voici :

« Changement brusque et violent dans la politique et le gouvernement d'un État. »

Et je ne suis pas davantage séduit par le *Larousse du XX^e siècle* : « Changement considérable dans le gouvernement d'un État, transformation de ses structures. »

Si l'on s'en tient à l'étymologie, ce qui caractérise la révolution ce n'est, en effet, ni la brusquerie, ni la violence, ni l'importance du changement mais la direction dans laquelle il s'est produit ou tend à se produire : si ce changement est un renversement ou l'amorce évidente d'un renversement irréversible du cours de l'histoire, c'est une révolution ou une entreprise révolutionnaire, mais s'il ne fait que s'inscrire dans ce cours ou s'il ne peut l'interrompre que momentanément, c'est une mutation ou une simple tentative de mutation.

Conclusion : pour ne citer que les deux exemples le plus souvent invoqués par des gens qui se prennent pour des révolutionnaires et ne sont dans la presque totalité des cas que des agitateurs déboussolés, les événements de 1789 en France comme ceux de 1917 en Russie s'inscrivent le plus normalement du monde dans le cours de l'histoire.

Mais c'est là une conclusion d'étape seulement : il faut maintenant définir le cours de l'histoire et ce n'est pas le plus facile. Définir celui d'un fleuve, passe encore : on sait qu'il part de sa source, qu'il va vers la mer et on n'a jamais sous les yeux qu'une partie du spectacle dont on ne peut, au surplus pas affirmer qu'elle soit toujours significative.

Tout se passe comme si, dans une gare de départ qu'on ignore³⁹, l'humanité avait pris un train pour une direction inconnue. Le train roule, traverse des paysages, s'arrête dans des gares comme pour reprendre son souffle, fait quelques manœuvres et repart. Une panne de machine peut aussi être la cause d'un arrêt momentané en pleins champs. A bord, des gens meurent dont on jette les cadavres sur le ballast, d'autres naissent : une humanité qui se renouvelle sans cesse et n'arrive cependant qu'à demeurer « telle qu'en elle-même l'Éternité la change ». On parle - car que faire dans un train ? - de ce que l'on voit, de ce que l'on a vu ou cru voir, de ce que, du temps qu'ils vivaient, l'on a entendu dire par les morts qui l'avaient vu ou le tenaient d'autre morts et tout cela fait une effroyable cacophonie dans laquelle domine la vérité des plus forts ou des plus nombreux. Finalement, sur le chemin parcouru, ce sont les voyageurs du wagon de queue qui peuvent fournir les renseignements les plus nombreux et les plus sûrs : regardant à travers la vitre arrière, sans doute ne distinguent-ils pas l'endroit d'où ils viennent, - la vue ne va pas si loin ou pas encore - mais ils ont, tout au long du rail, assez de points de repères constamment sous les yeux pour déterminer avec certitude la direction dans laquelle va le train.

Si j'essaie, maintenant, de me mettre en pensée au poste d'observation d'un de ces voyageurs du wagon de queue, je vois immédiatement que, contournant d'innombrables accidents du terrain qui font obstacle, la voie serpente par monts et par vaux, qu'elle conduit souvent de Cannes à Toulon en passant par Draguignan pour éviter des Fréjus en rupture de barrage, mais qu'à vol d'oiseau, c'est en ligne droite et dans une direction constante qu'on est allé jusqu'ici : Des clans aux empires, a dit un jour Fustel de Coulanges et, des événements qui cinq siècles avant J.C. ont substitué la république à la royauté dans Rome, à leurs prolongements de même nature, ceux de

³⁹ Au fond, il n'y a peut-être pas de gare de départ : l'humanité pourrait être née dans le train venant on ne sait d'où.

1789 en France et ceux de 1917 en Russie en passant par les douze César, Vercingétorix et cet Ivan le Terrible dont Staline ne fut que la réplique.

Une succession de prises de pouvoir, en somme.

Et dans le sens d'une stabilisation des moyens de l'autorité chaque fois confisqués par un groupe d'hommes - parfois un seul ! - dont la volonté de puissance, le désir d'asservir les multitudes ont chaque fois été confondus avec un rêve généreux.

Aisément réductible à une simple technique de la prise du pouvoir, et à un banal changement du personnel politique, le marxisme s'inscrit donc dans le cours de l'histoire et n'est pas la révolution : la révolution, c'est ce qui va en sens inverse, non plus la prise mais la destruction du pouvoir, la renonciation totale et définitive à ses pompes et à ses œuvres qui seule, peut mettre l'humanité en situation de repartir à zéro et dans une autre direction.

Ce qu'il y a, c'est que peu de systèmes de pensée et peu de mouvements populaires entrent dans cette définition : Proudhon et la lignée des penseurs anarchistes qui part de Godwin - si pas de plus haut - à Sébastien Faure en passant par Max Stirner, Bakounine, le Prince Kropotkine, Élisée et quelques autres, pour les premiers ; pour les seconds tout sera dit avec la Commune de Paris (1871) et une importante fraction⁴⁰ du mouvement ouvrier espagnol (1936-1938) qui se comportèrent comme si elles avaient repris à leur compte ce mot de Varlet selon lequel « pour tout être qui raisonne, gouvernement et révolution sont incompatibles » et passèrent directement aux actes dans ce sens.

Comme au temps de Voltaire, cependant, l'opinion commune voit des révolutions partout : non seulement la révolution française, la révolution russe et la révolution espagnole, mais encore la révolution mussolinienne, la révolution hitlérienne, la révolution péronniste et, aujourd'hui, jusqu'à la révolution hongroise, la révolution cubaine⁴¹ et celle du 13 mai...

J'entends bien que dans un monde où rien n'est immuable, la langue ne peut faire exception à la règle. Des mots y tombent en désuétude et en disparaissent au fur et à mesure que disparaissent de l'histoire les réalités qu'ils représentaient. D'autres y naissent pour traduire les réalités nouvelles. Et, parmi ceux qui subsistent, il n'en est pas dont la prononciation, l'écriture et la signification n'aient évolué. Dans la préface de son célèbre dictionnaire, Littré dit, là-dessus, des choses fort substantielles et fort remarquables : c'est l'éternel problème du néologisme qui introduit les réalités nouvelles dans la langue, soit par un mot nouveau emprunté à une langue vivante étrangère ou formé à partir d'une langue morte, soit en chargeant les mots en usage, de sens nouveaux par le canal du sens figuré.

Ainsi trouve-t-on dans les dictionnaires un grand nombre de mots dans huit ou dix et parfois trente ou quarante sens et plus : ceux-là ont conservé toutes les significations qu'ils ont eues au cours de l'histoire et, en règle générale, entre la dernière et la première si éloignées qu'elles soient l'une de l'autre, il n'y a ni dissonance, ni contradiction, mais filiation rationnelle, continuité sans solution. S'il arrive qu'accidentellement une signification contre nature s'introduise par effraction dans un mot ce n'est jamais que passagèrement : tôt ou tard mais toujours, l'histoire corrige et rétablit le droit.

Cette règle qui n'a jamais eu besoin d'être formulée pour se faire respecter, qui est plus une tradition qu'une règle, vaut aussi pour les mots qui sont nés et vivent dans une seule signification par quelque chemin qu'ils y soient arrivés ; entre le sens

⁴⁰ Encore, cette importante fraction ne représentait-elle qu'une minorité dont le mouvement, dans son ensemble, n'a pas adopté le comportement.

⁴¹ On sait aujourd'hui qu'il s'agissait d'une simple querelle de marchands de sucre à laquelle chacun des deux clans fut assez adroit pour obtenir alternativement l'adhésion du peuple !

actuel et le sens originel, on peut de même et toujours remonter une filiation rationnelle et, sauf quelques exceptions que l'élargissement et l'approfondissement de nos connaissances ne cessent de rendre de plus en plus rares, dresser des généalogies de plus en plus certaines dont le tronc est le zend ou le sanscrit.

Roulant dans le lit de l'histoire vers une sorte de mer des significations, les fleuve des mots reste, lui aussi, fidèle à sa source : les événements de 1789 en France, de 1917 en Russie, de 1920 à 1940 en Italie, de 1933 à 1945 en Allemagne, de 1934 à 1945 en Argentine, de 1956 en Hongrie, de 1958 en France et de 1959 à Cuba, peuvent-ils faire exception, entrer dans le lit de l'histoire avec la prétention d'y rouler à contre-sens dans la famille des révolutions comme le coucou dans le nid du merle ?

Parce qu'il a le même plumage que le merle et va pondre ses œufs dans son nid, on n'a jamais décidé que le coucou était un merle. Parce que ce XIX^e siècle qui fut le siècle de toutes les décadences intellectuelles et, partant des plus effroyables confusions - notamment entre la science et la technique - leur a donné, non pas le plumage mais seulement le nom de baptême de la révolution, doit-on considérer que cette décision est sans appel et que tous ces événements sont, effectivement des révolutions ?

Littré y convie et son autorité n'est pas mince. Mais on voit bien que c'est contre sa propre théorie⁴² et qu'il s'agit d'une erreur - d'une de ces erreurs dont on peut relever d'autres exemples dans son œuvre sans que son mérite en soit le moins du monde diminué, lui-même et chacun sachant très bien qu'étant le premier à entreprendre un travail d'une telle envergure, il n'y pouvait échapper en tout. Laissant à la postérité le soin de les corriger, il s'en excuse d'ailleurs par avance et fort modestement dans sa préface et ceci encore est à son crédit.

Mais si, comme on le fit jusqu'à Montesquieu et comme le faisait encore le valet de chambre de Louis XVI, l'on refuse le bénéfice de la filiation révolutionnaire à tous « ces changements brusques et violents » dont parle Littré ou « considérables » dont parle le Larousse, il leur en faut trouver une autre et rien n'est plus facile.

Ces « changements brusques et violents » les Latins les connaissaient bien : l'histoire intérieure de la Rome antique en est comme saturée et on a vu qu'ils les appelaient des mutations. La brusquerie et la violence y intervenaient, on l'a vu aussi, sous les espèces de la perturbation, de la rébellion et de la sédition que nous avons à la fois conservées et précisées au moyen des troubles sociaux, de l'émeute, de l'insurrection et de la guerre civile.

Un jour, au XV^e siècle, tous ces phénomènes se sont retrouvés globalement désignés dans notre langue par la révolte et c'est une idée que nous devons aux Italiens : les guerres d'Italie, les mariages florentins, etc.

De *volitare*⁴³ (voler çà et là, voleter) que les Latins employaient aussi dans le sens d'aller çà et là pour désigner les exercices libres d'équitation ou de se démener,

⁴² « Ce n'est point un hasard que s'engendrent, dans l'emploi d'un mot des significations distinctes et quelquefois très éloignées les unes des autres. Cette filiation est naturelle et partout assujettie à des conditions régulières, tant dans l'origine que dans la descendance. En effet, un mot que rien dans sa création primitive, d'ailleurs inconnue, ne permet de considérer comme quelque chose de fortuit, l'est encore moins dans les langues de formation secondaire telles que les langues romanes et, en particulier le français ; il est donné tout à fait avec un sens primordial par le latin, par le germanique, par le celtique, ou par toute autre source dont il émane. C'est là que git la matière première des sens qui s'y produiront ; car, il suffit de le noter pour le faire comprendre, ceux de nos aïeux qui en ont fait usage les premiers n'ont pu partir que de l'acception qui leur était transmise. Cela posé, les significations dérivées qui deviennent le fait de la création des générations successives, s'écartent sans doute du point de départ, mais ne s'en écartent que suivant des procédés qui, développant tantôt le sens propre, tantôt le sens métaphorique, n'ont rien d'arbitraire et de désordonné. » (*Dictionnaire de la langue française*, Préface. Édit. 1872)

⁴³ De *volutare* (rouler dans la poussière, se vautrer) a-t-on parfois prétendu, mais il ne semble pas que cette étymologie soit plus acceptable que celle qui fait dériver la *volta* italienne de *volvere* par *volgere* : l'idée d'aller çà et là et de se démener ou de feindre n'est en effet pas impliquée par *volutare*.

faire des feintes dans le corps à corps au jeu ou au combat dans les arènes ou en champ libre, les Italiens avaient tiré la *volta*, partie d'un tour sur soi-même qui permettait à un des combattants d'échapper à une prise de l'autre ou de s'en dégager, puis la *risvolta* (préfixe ris, c'est-à-dire re : à nouveau) une nouvelle volte qui pouvait avoir aussi bien pour but de dégager à nouveau les adversaires l'un de l'autre que de les replacer face à face dans la position du combat (littéralement : deux voltes consécutives). Dans ce dernier cas, il s'agissait alors de la volte-face. Nous en avons fait la volte et la révolte.

La volte a fait carrière dans les tournois et combats singuliers⁴⁴ puis dans les manèges⁴⁵ et en escrime où l'art en est encore enseigné de nos jours. La révolte, par contre, ne semble avoir eu aucun succès chez les champions des lices, des manèges et des salles d'armes qui lui ont, d'emblée, préféré la volte mise au pluriel. Chargée de la violence des jeux multipliée par les circonstances, elle est tout de suite descendue dans la vie sociale avec la mission de s'appliquer à des combats moins académiques. Et la *risvolta* des Italiens a pris le même chemin. Évolution naturelle, dirai-je : du « théâtre aux cent actes divers dont la scène est l'Univers » de la Fontaine, on peut tout aussi bien faire une vaste lice où les champions de toutes les causes sociales se disputent à mort, non plus les lauriers des tournois et des joutes, mais le Pouvoir.

La prise du pouvoir c'est tout ce que vise la révolte. Et, ainsi comprise, le but poursuivi par la chose a cet avantage qu'il ne trahit ni le sens original ni le sens dérivé du mot. La violence y est inévitablement. Par contre, pas question de la direction dans laquelle va le mouvement hormis celle qui le conduit au pouvoir. Quant au changement espéré, ce n'est pas de « l'ordre des choses » qu'il s'agit, mais seulement du « personnel d'exécution » : déboulonner les tenants du titre, en somme, - comme dans un vulgaire championnat, - ce qui témoigne encore d'une filiation de sens très rationnelle des origines à nos jours. Le plus souvent même, la révolte a des ambitions beaucoup plus modestes : limiter les prérogatives du pouvoir et c'est le cas des grèves... Je ne dis rien de l'état d'esprit du révolté : il suffit qu'il soit un mécontent ou un aigri à force d'avoir été mécontent ce qui, à ses prédispositions contenues à la violence, ajoute encore le besoin de revanche et le désir de vengeance.

Ce qu'il incrimine, ce n'est pas « l'ordre des choses » ni même l'institution qui l'opprime dans son principe, mais seulement le fonctionnement de cette institution dans le cadre de cet ordre et, par voie de conséquence, ce à quoi il aspire, c'est seulement à un perfectionnement au niveau des origines de son mécontentement, c'est-à-dire dans le sens de ses intérêts personnels et sans trop se préoccuper de savoir si ses aspirations sont de bout en bout parallèles à celles des autres révoltés ses voisins.

On cite d'autre part souvent le cas du cocu qui se met soudain à prêcher une révolte qu'il baptise révolution dans l'unique souci de conquérir, sur le plan social, un rang qui le paie largement de celui qu'il occupe sur le plan familial. Mon père prétendait avoir entendu Jules Guesde dire, dans les conversations particulières, le peu de considération qu'il avait pour les vieilles filles refoulées qui, sans autre raison plus substantielle, embarrassaient les coulisses - et parfois la tribune - de ses congrès. J'ai moi-même rencontré dans les partis politiques et dans les syndicats un certain nombre de dynamiteuses que j'ai retrouvées, vingt ou trente ans après, très satisfaites de leur situation d'honnêtes mères de famille. De dynamiteurs aussi, d'ailleurs. Car, à ce genre de révoltés, il faut adjoindre les ratés de la profession et, particulièrement, ceux

⁴⁴ « Les deux champions faisaient des voltes et des passes. » (VOLTAIRE : Zadig contre le Prince Ottame.)

⁴⁵ Au manège, la volte a fini par désigner aussi un tour complet du cheval sans perdre ses autres significations particulières. Mais la révolte n'y a pas cours.

des métiers académiques dont Raymond-Martin parle avec beaucoup de bonheur dans sa remarquable thèse sur le national-socialisme⁴⁶.

Si donc la révolte se peut présenter à nous sous les espèces d'une gamme de motifs de mécontentement si vaste qu'elle va de l'agitateur ou de l'agitatrice en mal de notoriété ou d'un équilibre hormonal, à l'ouvrier d'usine qui ambitionne un meilleur salaire ou la place de son chef d'équipe, on conçoit aisément qu'entre tous ces motifs il y ait non seulement des dissonances mais encore des contradictions assez irréductibles pour qu'ils se neutralisent mutuellement et qu'il ne soit possible que par exception - la guerre, un effondrement financier, une famine ou n'importe quel autre cataclysme social - d'organiser un mouvement de révolte dont, sans qu'il se ridiculisât au départ, l'ambition pourrait être la prise du Pouvoir.

On voit alors que le registre de la révolte est bien plus étendu que celui de la révolution et qu'il y faut inscrire non seulement ces tentatives plus ou moins populaires et plus ou moins réussies, depuis des millénaires désespérément semblables à elles-mêmes, qui vont de Spartacus à cette oiselle prenant possession du Palais ministériel attribué à son mari par la *vox populi* et dont le cri du coeur fut : « Maintenant c'est nous qu'on est les princesses », en passant non seulement par les Gracques, les Jacques, Luther et Calvin, les héritiers de M. Jourdain en lutte contre la monarchie, Lénine contre le tsarisme, Mussolini contre la monarchie constitutionnelle, Hitler contre le traité de Versailles, la révolution nationale de Pétain, le Front populaire de Blum-Daladier et Fidel Castro contre Batista, mais encore les cités grecques soulevées contre l'hégémonie d'Athènes, gauloises contre César, gallo-romaines contre les Germains, les villes libres du Moyen Age contre le Pouvoir royal, l'empereur Henri IV contre la Papauté, Brunehaut et Frédégonde, les Mayas et les Incas contre les Espagnols, les Indiens contre les Yankees, les colonisés contre les colonialistes, etc.

Et la révolution, mais encore ?

Depuis le début du XX^e siècle, quelques spécialistes de la question ont essayé de corriger l'erreur de Littré, mais à l'intention des universitaires seulement : à s'adresser à la rue ils n'eussent d'ailleurs pas été entendus.

Parmi eux il faut citer Albert Mathiez qui, dans son *Histoire de la Révolution française*⁴⁷ dit que :

« Les Révolutions, les véritables, celles qui ne se bornent pas à changer les formes politiques et le personnel gouvernemental, mais qui transforment les institutions et déplacent la propriété, cheminent longtemps invisibles avant d'éclater au grand jour sous l'effet de quelques circonstances fortuites. »

Albert Mathiez laisse certes encore à « quelques circonstances fortuites » le soin de faire éclater la véritable révolution au grand jour. Mais, s'il parle de la transformation des institutions, il en précise le changement par le déplacement de la propriété ce qui est déjà indiquer une direction en ce que, il le dit plus loin en propres termes, « pour être révolutionnaire, tout déplacement de la propriété se doit effectuer dans le sens de la propriété collective » qui équivaut, dans son esprit à la suppression de la notion de propriété individuelle, et à replacer l'homme dans la situation du primitif des temps heureux où tout étant à tout le monde, rien n'était à personne. Et surtout, il fait la distinction entre les Révolutions, celles dont tout le monde parle sans trop savoir de quoi il s'agit et les autres, les véritables : à partir de là, l'idée est semée qu'il y a des distinctions impératives à faire et que ces distinctions se situent, d'après son texte même, entre la révolte et la révolution.

⁴⁶ Sorlot, 1958.

⁴⁷ Colin, éditeur.

La révolte, elle, ne peut conduire qu'à l'émeute, à l'insurrection et, au mieux, à la prise du Pouvoir. Après quoi, la révolution est toujours à faire. Et M. Merleau-Ponty, on l'a vu, nous a brillamment montré que tout était à recommencer, ce qui détruit à jamais tout espoir de faire naître la révolution de la révolte.

Il ne reste plus, maintenant, qu'à donner une définition acceptable de la révolution et, si le lecteur le permet, je lui citerai encore et tout de même le fumeux et invalable Péguy : « La révolution, disait-il, c'est l'appel d'une tradition à une tradition plus ancienne » (*Notre Jeunesse*).

Disons à la plus ancienne des traditions : à celle qui est née de l'affrontement de l'homme faible et tout nu à la nature vierge et généreuse mais à ses yeux aussi mystérieuse que puissante et déchaînée où justement tout appartenait à tout le monde parce que rien n'appartenait à personne.

Et n'en parlons plus.

Décidément, c'est bien vrai, le XVIII^e siècle fut un très grand siècle.

Qu'envahie tantôt par une foi, tantôt par une autre qui se substituent à elle, cette dialectique-là qui est une doctrine et déduit les données du problème de la solution qu'elle lui propose, soit une fadaise ce n'est que trop évident. Mais l'autre, la vraie, celle de Zénon et d'Aristote, des humanistes, des libertins et des encyclopédistes, qui n'est pas une doctrine mais une méthode à l'état pur qui ne part d'aucune idée préconçue, ne préjuge pas de son point d'arrivée et ne conçoit de spéculation qu'après avoir analysé, vérifié et défini ?

Ainsi posée, la question met en évidence que, celle-ci M. Merleau-Ponty, professeur au Collège de France, philosophe de métier⁴⁸ et donc orfèvre en la matière n'a été tenté ni de nous la restituer dans sa nature, ni de la rétablir dans ses droits. Et, si on est quelque peu surpris, on ne le comprend pas moins très aisément : la cause en est dans sa conception de la révolution.

Une expérience au moins millénaire atteste en effet, qu'il n'y a pas et qu'il ne peut pas y avoir de « substitution au pouvoir, d'une classe à une autre, susceptible de déboucher sur le prolétariat, classe universelle qui, après avoir détruit toutes les autres classes, se détruit lui-même en y accédant ». M. Merleau-Ponty fait, ainsi qu'on l'a vu⁴⁹, très justement remarquer que le premier souci d'une classe arrivant au pouvoir n'a jamais été et ne pourra jamais être que de prendre ses dispositions pour en profiter seule et, son but étant atteint, de stopper la révolution, ce qui suscite invariablement une nouvelle opposition puis, à la longue, le désir et le besoin d'une nouvelle révolution dans le même style.

Pour que le prolétariat fit exception à la règle, il faudrait qu'il ne fût point une classe mais ceci n'est pas conciliable avec la proposition marxiste sur ce point et, si ce l'était, c'est alors le processus marxiste de l'accession au pouvoir qui ne pourrait plus s'appliquer au prolétariat. En fin de compte, au lieu d'être le dépassement dialectique par lequel la révolution s'ouvrirait de nouvelles voies sans mettre fin à l'histoire, ce prolétariat qui se détruit, une fois au pouvoir, n'est qu'un retour à la croyance qui est au point de départ du raisonnement, donc le moyen le plus banal de fermer un cercle vicieux qui ne l'est pas moins.

Quant à la dialectique ainsi bloquée, elle est bien la fadaise de MM. Sartre et Merleau-Ponty. Que la thèse trotskyste de la révolution permanente ne puisse faire qu'il en soit autrement n'a rien de surprenant puisqu'elle ne diffère de la thèse offi-

⁴⁸ Cf. page 28. [NdÉ : note 19 et 20.]

⁴⁹ . *Ib.*

cielle que par sa subtilité⁵⁰. Dans cette conception de la révolution, de quelques côté que l'on recherche la solution du problème, on ne rencontre donc que l'absurde le disputant à l'absurde et cultivant l'équivoque. Or, M. Merleau-Ponty n'a pas pensé que s'il en était ainsi, peut-être était-ce parce que la définition marxiste de la révolution n'était pas convenable...

« Toute saine dialectique se fonde sur la définition. » Cette courte proposition qui nous vient du fond des temps et que reprend Victor Cousin, n'a jamais été contestée par personne et surtout pas par les producteurs en série de définitions à la petite semaine : si la définition est fausse tout le reste du raisonnement qui part d'elle ne peut que l'être aussi et ajouter à l'impasse dont on ne sort que par l'équivoque.

Parce que la métaphysique née d'un enfantillage, n'ayant jamais correspondu ni à aucun besoin spéculatif, ni à aucune des réalités du monde et n'ayant, par conséquent, jamais réussi à se définir elle-même, a cependant voulu se mêler de donner des définitions de tout, elle a étendu à tout l'équivoque dont elle n'a pu sortir : à la dialectique dont elle a fait une doctrine, à la philosophie dont elle a fait une religion, à l'histoire dont elle a fait une autre religion en la réduisant à une interprétation de la vie indépendante des faits historiques, lesquels n'y entrent plus, chez Marx comme chez Hegel, que dans une définition conforme à cette interprétation...

Par quoi l'on voit que, posant le problème de la définition, nous nous trouvons automatiquement et de nouveau ramenés à celui de la métaphysique déjà résolu pour nous et qui, cette fois, se propose en ces termes : si la révolution n'était pas, ainsi que le prétend Marx et que l'accepte M. Merleau-Ponty « comme fait objectif, la substitution d'une classe à une autre » les mésaventures de la dialectique seraient en réalité, celles de la métaphysique.

Et cette éventualité imposait la recherche d'une autre définition.

Qu'est-ce que la révolution ?

⁵⁰ « Pendant une période dont la durée est indéterminée, nous dit Trotsky (*La Révolution permanente*, Rieder, p. 36) tous les rapports sociaux se transforment au cours d'une lutte intérieure continue. La société ne fait que changer de peau. Les bouleversements dans l'économie, dans la technique, dans la science, dans la famille, dans les mœurs et les coutumes forment en s'accomplissant des combinaisons et des rapports réciproques tellement complexes que la société ne peut arriver à un état d'équilibre. » (Cité par Merleau-Ponty). « Pendant une période indéterminée... » c'est, en raison de ce qui se passe en Russie, justement ce qui fait peur : rien ne semble devoir empêcher que cette période indéterminée ne dure jusqu'à la fin des temps, posant et reposant éternellement le problème révolutionnaire dans les mêmes termes. Que la révolution ainsi conçue soit permanente on n'en saurait disconvenir. On est cependant un peu surpris que cet élément d'incertitude, introduit par Trotsky lui-même dans sa théorie, ne détruise pas sa certitude de départ.

DEUXIÈME PARTIE

LA PRATIQUE OU LA LEÇON PAR L'EXEMPLE

I. - Radiogramme de la Hongrie contemporaine

Portés par le grand, lent mais incoercible courant des migrations humaines qui n'a jamais cessé de charrier les peuples de l'Eurasie des frimas vers les pays ensoleillés et doux, les Ougris (dans notre langue, les Ougriens) partis du versant Nord de la Mongolie voici quelques millénaires, descendirent d'abord les rives du Iénisséï puis essaimèrent vers l'Ouest en suivant à peu près le 60^e parallèle. Ils arrivèrent ainsi en Finlande où ils nomadisèrent pendant des siècles en débordant sur la Suède et la Norvège et d'où ils recommencèrent à essaimer en direction du Sud : la route des Scythes. Aux environs du VII^e siècle de notre ère, après avoir traversé l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie et l'Ukraine, le nouvel essaim atteignait l'embouchure du Danube qu'il entreprit de remonter. Au VIII^e siècle, ayant conservé leur nom, leur langue, leur religion et toutes leurs autres coutumes et traditions, les Ougris débouchaient aux Portes de Fer sur la vaste plaine délimitée au Nord et à l'Est par l'arc de cercle des Karpathes et des Alpes de Transylvanie, au Sud par les Alpes dinariques et les Balkans, à l'Ouest par les Alpes occidentales et le plateau de Bohême. Ce fut leur Pays de Chanaan : ils s'y répandirent et s'y fixèrent. On a prétendu que les Germains avec lesquels ils étaient entrés en contact, dans la région de Vienne, n'appelèrent plus désormais cette région que *das Ungarn* dont la signification serait « le Pays habité par les Ougris » et dont, avec le secours des Latins, nous avons fait la Hongrie.

De climat tempéré, de type continental - froid l'hiver (- 3°) chaud l'été (+ 22°) - bien irriguée par le Danube et ses affluents, notamment la Drave, la Save et la Tisza qui ont eux-mêmes de très nombreux affluents, les quelque 250 à 300.000 km² de la plaine hongroise constituent, malgré l'insuffisance des pluies (hauteur annuelle : 0,60) une région naturelle d'une très grande richesse agricole : céréales (blé, maïs, orge, seigle) betteraves à sucre, pommes de terre, arbres fruitiers, vigne, mûrier, etc. C'est

aussi un pays d'élevage : bêtes à cornes, chevaux, porcs, moutons, vers à soie. Le sous-sol est pauvre : un peu de houille, un peu de lignite. Les principales industries sont donc alimentaires : minoteries, distilleries, conserves et raffineries, quelques fabriques d'instruments agricoles et d'appareillage électrique (région de Pecs). Une douzaine de millions de personnes que la première guerre mondiale a réparties au petit bonheur la chance entre quatre États (Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie et Yougoslavie) vivent sur cette plaine. A l'exception de la religion - ils ont été convertis au christianisme par le roi saint Étienne au X^e siècle - ils ont conservé à peu près toutes leurs traditions ancestrales. Il est par exemple symptomatique que, séparés par des siècles d'histoire et un nombre appréciable de kilomètres, un Hongrois, un Finnois et un Ostiak des bords du Iénisséi se comprendraient aujourd'hui encore, en se parlant chacun dans leur langue, s'ils arrivaient à se rencontrer : je l'ai vérifié moi-même au camp de concentration.

Avec 105.000 de ces 250 à 300.000 km², et 9.200.000 de ces 12 millions de Hongrois⁵¹, le Traité de Trianon (4 juin 1920) a fait la Hongrie proprement dite. Comme toute la plaine hongroise avec laquelle elle avait pour ainsi dire jusque-là toujours fait corps, cette Hongrie-croupion se révéla, dès les premiers temps de son existence, fidèle aux formes monarchiques de gouvernement. En novembre 1918, à la faveur du désarroi provoqué par la guerre un gouvernement démocratique y fut bien proclamé dont le but était principalement la rupture avec l'Autriche : il fut suivi d'un essai de régime soviétique (mars-juillet 1919) qui échoua et, en 1921, la forme monarchique fut de nouveau rétablie, le trône restant vacant faute d'avoir trouvé quelqu'un qui fut digne de la « Couronne de Saint-Étienne » et le pouvoir exécutif étant confié à un régent, l'Amiral Horthy qui l'exerçait encore en novembre 1944, lorsque les troupes russes entrèrent dans Buda-Pest. Cette fidélité à la forme monarchique s'explique par le pouvoir magique de la couronne de Saint-Étienne sur un peuple de près de 80% de catholiques et 20% seulement de protestants luthériens et calvinistes, d'orthodoxes et d'Israélites. Le 1^{er} février 1946, la République y fut enfin proclamée mais on peut affirmer que ce fut contre le sentiment populaire : pour obtenir ce résultat, il avait fallu rien moins que la seconde guerre mondiale et... la satellisation ! C'est que les Russes, eux, ne badinent pas. Mais l'habit ne fait pas le moine : jusqu'aux tragiques événements de 1956 et malgré son incarcération, le cardinal Mindzenty était une puissance.

Voilà pour les dispositions d'esprit.

Si l'on se penche maintenant sur les structures économiques et sociales du pays, dire par exemple que 58,8% de la population hongroise vit à la campagne et 41,2% dans les villes ne signifie rien : dans un pays à peu près exclusivement agricole (790.000 ouvriers industriels en 1938, 1.200.000 en 1954) tout ne peut être que rural. On cite certes quelques villes : Budapest (1.058.000 h.), Szegelin (137.000 h.), Debreczen (126.000 h.), Mikoliz (109.000 h.), Pecs (48.000 h.). Mais malgré la politique d'industrialisation à laquelle se sont livrés les Soviétiques depuis qu'ils occupent le pays, ce sont toujours de grands villages dont la population est en majorité composée d'ouvriers agricoles. Budapest elle-même ne tire son caractère urbain que de son titre de capitale, des fonctionnaires des administrations et du grand nombre de grands propriétaires fonciers qui y vivent, comme partout, au milieu d'une innombrable et très mouvante foule d'ouvriers agricoles dont le *standing* est des plus misérables. Du printemps à l'automne, ces grands villages se vident progressivement chaque année des masses d'hommes et de femmes qui s'engagent pour les travaux des champs et

⁵¹ 92.863 km² et 9.574.000 habitants en 1954, dit François Fetjö dans son livre *La tragédie hongroise* (Pierre Horay, 1956)

vont s'installer avec leur progéniture sur le lieu du travail où ils vivent collectivement dans des habitations de fortune, hangars, étables, tentes hâtivement dressées, etc.

Cet aspect champêtre de la vie hongroise est le reflet de la structure de la propriété agraire source de tous les mécontentements populaires et problème central, sinon unique, de tous les gouvernements qui se sont succédé à la tête du pays sous tous les régimes politiques. A titre d'indication, voici comment les terres étaient réparties entre les propriétaires, à la veille de la seconde guerre mondiale⁵² :

Importance des Exploitations	Nombre de Propriétés		Superficies totales en Ha	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
Jusqu'à 2,87 ha	1.184.783	72,49	938.725	10,1
De 2,87 à 57,5 ha	437.560	26,77	3.862.397	41,8
De 57,5 à 575 ha	10.994	0,67	1.686.091	18,2
Plus de 575 ha	1.070	0,07	2.767.325	29,9
Totaux	1.634.407	100	9.254.538	100

Ce tableau est clair : moins de 1% des propriétaires (0,74 exactement) soit 12.000 personnes environ possédaient 48,1% des terres cultivables (4.453.416 ha sur 9.254.538). A elle seule l'Église très attachée à cette structure de la propriété possédait 578.628 ha... Indication complémentaire : 72,49% des propriétaires (1.184.783 personnes) possèdent 10,1% des terres. Concernant la structure de la population, voici donc la seule chose qui ait une signification : 790.000 ouvriers industriels en 1938, un minimum de 1.184.783 très petits propriétaires auxquels leur exploitation agricole ne permet de vivre que misérablement (de l'avis unanime de tous les spécialistes, il fallait et il faut encore posséder entre 5 et 6 ha de terre pour permettre une culture rémunératrice) et, entre les deux, un immense prolétariat agricole, le tout coiffé par une douzaine de milliers de très gros propriétaires (parmi lesquels l'Église) dont le gouvernement exprimait les vues conservatrices.

Si l'on veut maintenant définir le mécontentement populaire source de tous les troubles sociaux partout et en Hongrie comme ailleurs, on voit immédiatement qu'il a ses origines dans le désir du prolétariat agricole d'accéder à la propriété et dans celui des petits propriétaires de posséder plus et au moins assez pour vivre décemment. Sous l'ancien régime, ces deux désirs qui faisaient cause commune étaient contenus par l'Église. A plusieurs reprises, il fallut cependant procéder à des distributions de terre : en 1920 et en 1924, on distribua d'autorité gouvernementale, 570.000 ha à environ 200.000 familles et, en 1936, 37 et 38, une autre distribution de 15.000 ha eut lieu entre 13.000 familles par voie d'expropriation d'une partie de chaque domaine supérieur à 575 ha. Je ne tiens pas compte de la distribution de 1942, en pleine guerre, qui jeta en pâture au mécontentement populaire, les 460.000 ha possédés à peu près exclusivement par quelques centaines de grands propriétaires juifs.

En 1945, avant la grande réforme qui distribua environ 3.219.795 ha à 642.000 non propriétaires, la structure de la propriété agraire conséquence de toutes les modifications antérieures était la suivante en pourcentages et en chiffres absolus⁵³ :

⁵² *Est-Ouest*, n° spécial 181, d'octobre 1957. Cité d'après l'Annuaire statistique hongrois (Budapest 1937)

⁵³ Cité par *Est-Ouest (op. cit.)* d'après le Bulletin de Statistiques économiques de décembre 1947.

Importance des Exploitations	Nombre de Propriétés		Superficies	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
Jusqu'à 2,87 ha ..	1.551.890	68,07	1.612.573	17,9
De 2,87 à 57,5 ha.	715.575	31,44 ⁵⁴	5.663.778	61,2
De 57,5 à 575 ha..	8.270	0,46	1.188.580	12,8
Plus de 575 ha ..	672	0,03	789.607	8,1
Totaux	2.276.407	100	9.254.538	100

La comparaison de ce tableau avec le précédent fait ressortir qu'on a pris des terres à quelques 3.000 grands propriétaires pour augmenter de 367.000 environ le nombre des petits propriétaires de la première catégorie et de 270.000 environ les plus petits de la seconde. Au plan de la structure des populations, l'augmentation du nombre des petits propriétaires auxquels la propriété ne fournit pas les moyens de vivre décentement joue donc bien plus que la diminution du nombre des grands et l'opération n'a fait qu'aggraver les rapports des couches sociales actuelles.

La réforme de 1945 augmente encore de 650 à 700.000 le nombre de propriétaires par la même méthode et, pour près de 3.000.000 de propriétaires la répartition des propriétés devient en pourcentages (le lecteur fera de lui-même les autres calculs) :

Importance des Exploitations	Nombre de Propriétés %	Superficies %
Jusqu'à 2,87 ha ..	68,51	22,5
De 2,87 à 57,5 ha.	31,34	74,6
De 57,5 à 575 ha..	0,15	2,9
Totaux	100	100

Plus de propriétés supérieures à 575 ha, mais en revanche le nombre des petits propriétaires...

L'effet produit sur l'opinion peut être mesuré au moyen des élections législatives du 4 novembre 1945 que, sûrs d'avoir gagné un grand nombre de sympathies par cette méthode, les communistes laissèrent se faire fort librement. En voici les résultats :

Parti des petits propriétaires...	2.697.503 voix	246 sièges
Sociaux-démocrates.....	823.314	70 -
Parti communiste.....	802.122	67 -
Parti national paysan.....	325.284	23 -
Parti libéral.....	76.424 -	2 -
Parti radical.....	5.762 -	0

Dans une conférence prononcée le 28 février 1952, Rakoski faisant le bilan de la politique du Parti communiste depuis la libération et expliquant les mérites de la collectivisation et de l'orientation politique qui fut la conséquence de ces résultats, s'écriait : « Nous avons cru que le fait pour les paysans d'avoir reçu la terre du Parti communiste nous (les) aurait acquis⁵⁵. Les élections de 1945 nous apprirent que nous n'avions pas su faire comprendre aux nouveaux propriétaires à l'Ouest du Danube

⁵⁴ Dont plus de la moitié possèdent moins de 5 ha.

⁵⁵ La doctrine du Parti était : « La terre outil de travail qui devait appartenir en propre au paysan comme n'importe quel outil de n'importe quel autre travailleur. »

qu'ils devaient la terre au Parti communiste et qu'ils ne pouvaient la conserver que s'ils le soutenaient. »

La suite a prouvé que, pour les nouveaux comme pour les anciens propriétaires, le meilleur moyen de « conserver » la terre était de ne pas soutenir le Parti communiste et cela, ils l'avaient compris d'eux-mêmes le 4 novembre 1945 bien que, depuis un an, on n'eût cessé de leur expliquer le contraire.

Mais on ne saurait mieux avouer que le but de la « Révolution » communiste était de faire des « conservateurs » en cultivant dans la masse le désir de devenir propriétaire. Et la question qui se pose - qui ne devrait pas se poser : le contraire est tellement évident ! - est de savoir si, distribuer des terres à ceux qui n'en ont pas ou pas assez et faire des propriétaires désireux de conserver leur propriété est une opération révolutionnaire. Parce que, au mépris du sens des mots, on s'est un peu trop pressé de ranger dans les révolutions, les événements qui ont fait passer la France du régime de la propriété féodale à celui de la propriété individuelle, il est bon de continuer à le penser dans le petit monde des agitateurs professionnels à peu près tous illettrés et le premier geste de toutes les insurrections qui arrivent au Pouvoir est d'imiter les bourgeois du XVIII^e siècle : Lénine et ses successeurs l'ont fait en Russie, Mussolini l'a fait un peu en Italie, on avait commencé à le faire en Espagne, Mao Tsé TOUNG l'a fait en Chine et aujourd'hui, Fidel Castro le fait à Cuba. Mais c'est une tragique erreur : la distribution des terres ne peut faire que des petits propriétaires conservateurs, non des révolutionnaires au sens littéral du mot, c'est-à-dire des hommes naturellement portés à s'associer pour exploiter dans une forme communautaire un sol qui leur a été donné en commun. Pour atteindre ce but, il n'y avait, il n'y a encore et il n'y aura jamais qu'un seul moyen sûr : passer directement, sans la morceler, de la grande propriété, fief, *latifundia* ou *mir*, à la propriété collective de forme coopérative. Si les bourgeois du XVIII^e siècle ne l'ont pas fait en France, c'est qu'ils étaient, non des révolutionnaires mais des conservateurs et que, pour conserver il leur fallait se faire reconnaître *de jure* la possession de ce qu'ils possédaient déjà en fait, donc conquérir le Pouvoir politique, chose impensable s'ils ne s'appuyaient sur d'autres couches sociales elles aussi conservatrices. D'où la nécessité de les créer, puisqu'elles n'existaient pas. D'où aussi la distribution des terres. Mais, sous aucun de ses aspects, la révolution ne saurait être conservatrice et, s'ils veulent être révolutionnaires comme ils le prétendent et comme c'est leur vocation, ni le socialisme, ni le communisme ne peuvent consacrer ce qu'ils présentent comme des victoires locales, en commençant par faire des conservateurs. Au plan pratique, d'autre part, démanteler la grande propriété agraire des pays agricoles pour faire des propriétaires individuels de ceux qui la travaillent, c'est un peu comme si, dans les pays industriels, on se proposait d'exproprier les sociétés anonymes, les cartels et les trusts par démantèlement, dans le but d'attribuer à chacun des ouvriers qui y sont exploités, la propriété individuelle de chacune de l'infinité des parts qu'on serait obligé de faire. Et point n'est besoin de démontrer que c'est un non sens.

II. - La première expérience Rakosi

(1945-1953)

Dans ce pays profondément conservateur sur le plan politique parce qu'il l'était profondément sur le plan religieux, les Soviétiques introduisirent donc l'esprit de conservatisme social par la méthode de la distribution de terres. La dernière en date eut lieu par application d'une loi du 15 mars 1948 dont le but fut de réparer les oublis de la réforme de 1945 notamment en ce qui concernait les Allemands établis en Hongrie considérés comme traîtres, criminels de guerre ou ennemis du peuple (en grande majorité des petits propriétaires, d'ailleurs) et les biens de l'Église qui furent ramenés de 578.628 ha à 104.112.

Entre temps, tirant la leçon des élections législatives du 4 novembre 1945, Vorochilov, Président de la commission interalliée et chef des troupes d'occupation en Hongrie, avait imposé, le 4 février 1946, un gouvernement présidé par Ferenc Nagy (leader des Petits propriétaires) dans lequel les communistes détenaient la vice-présidence (Matyas Rakosi) et l'Intérieur (Imre Nagy).

A partir de là, il fut facile aux communistes contrôlant tout l'appareil d'État, d'éliminer progressivement tous les autres partis de la vie publique. Par la méthode des suggestions comminatoires Vorochilov avait aussi obtenu des sociaux démocrates (Rajk) non la fusion avec le Parti communiste, mais l'unité d'action sur un programme fortement imprégné de bolchevisme. Le parti des petits propriétaires fut le premier visé. Ce fut Lazlo Rajk, promu ministre de l'Intérieur le 1^{er} juin 1947 - et pendu deux ans après ! - en remplacement d'Imre Nagy en disgrâce, qui fut chargé de l'opération et qui semble s'y être prêté d'assez bonne grâce : pour les élections qui eurent lieu le 31 août 1947, il frappa d'interdit le parti libéral, suscita la création de trois ou quatre partis à droite pour émietter le parti des Petits propriétaires et écarta d'autorité des listes électorales le plus grand nombre possible de suspects d'opposition sous prétexte d'immoralité, de complot contre le peuple ou de collusion avec les Allemands. Des centaines de milliers d'opposants ne purent alors prendre part au scrutin dont les résultats furent les suivants :

FRONT NATIONAL		
Communistes	1.082.597 voix	21,5%
Parti national paysan	427.000 -	8,7%
Social démocrate	739,000 -	14,8%
Petits propriétaires	757.000 -	15,2%
TOTAUX.....	3.005.597 voix	60,2%

OPPOSITION		
Parti de l'indépendance	804.300 voix	16,1%
Parti démocrate populaire	719.400 -	14,4%
Parti démocrate indépendant	105.400 -	5,3%
Femmes chrétiennes	47.700 -	2,4%
Parti radical.....	33.800 -	1,6%
TOTAUX.....	1.710.000 -	39,8%

Ce furent les dernières élections auxquelles les communistes conservèrent les apparences de la liberté du choix : les suivantes, le 15 mai 1949, eurent lieu sous le signe de la liste unique qui recueillit 96% des voix et ainsi pour toutes les autres depuis. Tout ceci pour dire qu'à partir de 1948, tous les gouvernements qui se sont succédé furent le reflet du Bureau politique du Parti communiste dont le *Deus ex machina* eut en main tout l'appareil de l'État, Intérieur, Justice, Police, Armée, etc.

Mais en 1948, la dernière distribution des terres étant à peine terminée, on commença justement de s'apercevoir que, du point de vue économique, la politique de multiplication des petits propriétaires avait de sérieux inconvénients : en trois ans, le nouveau régime avait enlevé près d'un million et demi d'ouvrier agricoles aux grandes propriétés dont le rendement baissa par manque de main d'œuvre, pour en faire des petits propriétaires trop petits pour que leur travail soit collectivement rentable et qui, au surplus, se livrèrent à la culture maraîchère sur des terres où, jusque là, on faisait pousser des céréales ou des betteraves sucrières.

Une partie d'entre eux devinrent des ouvriers d'usine puisque parallèlement on avait entrepris l'industrialisation du pays.

La population agricole baissa de près de 25%, la consommation intérieure augmenta de presque autant, les échanges extérieurs furent complètement déséquilibrés. A l'occasion de la réforme agraire, un certain nombre de grands domaines (représentant environ un quart des surfaces expropriées) avaient été directement nationalisés et transformés en fermes d'État (Sovkhoses) : parce que, sous quelque régime que ce soit, l'État introduit le gâchis partout et parce que, en l'occurrence, il fut très difficile de leur trouver de la main d'œuvre (surtout au moment des récoltes) ces fermes d'État s'inscrivirent en bonne place dans la baisse générale du rendement.

Mais cet aspect des choses échappa aux dirigeants communistes : ce qui les frappa surtout, c'est que, parce qu'ils avaient été transformés en petites propriétés, près de 4 millions d'ha, soit environ 38% de la surface cultivable avaient, par là-même, été condamnés à un autre genre de culture que l'habituel ce qui provoquait une sous-production collective de denrées agricoles nécessaires aux échanges extérieurs. Ainsi se posa pour eux le problème de la collectivisation par création de coopératives agricoles de production (Kolkhoses) dans le but de redresser la situation.

Cette collectivisation fut comprise dans le premier plan quinquennal 1950-55⁵⁶ dont, jusqu'au 28 juin 1953, l'exécution se fit sous la houlette de Matyas Rakosi, Premier secrétaire du Parti communiste hongrois⁵⁷, premier Vice-président du gouvernement jusqu'au 15 août 1952, Président à partir de cette date. Elle eut d'emblée contre elle :

- tous les ouvriers agricoles qui n'avaient pas encore reçu de terres et qui perdaient tout espoir de devenir petits propriétaires, les distributions étant arrêtées ;

⁵⁶ Ce premier plan quinquennal succédait au plan triennal 1947-1950 qui avait pour but d'élever au niveau d'avant-guerre la production agricole perturbée par la guerre : on a vu comment la politique de prolifération de la petite propriété l'avait mis en échec.

⁵⁷ Pseudonyme de combat : Parti des travailleurs hongrois obtenu par la fusion le 6 mars 1948 du Parti socialiste épuré et noyauté, et du Parti communiste.

- tous les petits propriétaires qui perdaient tout espoir d'arrondir leur lopin et, en outre, se sentirent menacés d'expropriation en faveur des Kolkhoses ;

- l'Église par principe hostile au procédé et qui, au surplus, n'avait digéré ni les mesures d'expropriation prises contre elle, ni les autres mesures de décléricalisation de l'opinion qui, de jour en jour, ne cessaient d'augmenter en nombre et en violence.

Autant dire toute la population, sa partie qui n'était pas directement touchée par la mesure l'étant soit par ses incidences (à la baisse générale du niveau de vie provoquée chez les non-paysans par la prolifération de la petite propriété, allait s'en ajouter une autre provoquée par la collectivisation forcée) soit par les autres mesures dont elle était accompagnée dans le plan, notamment celles qui étaient dirigées contre l'Église.

A l'exception des prises de positions de la hiérarchie ecclésiastique, bien que portée à son comble par l'arrestation du Cardinal Mindzenty, cette hostilité resta sourde et ne fit pas d'éclat : la présence de l'Armée rouge empêcha le mécontentement général de se manifester publiquement, le peuple hongrois courba l'échine. Il fallut attendre 1956 pour qu'à son tour la présence de l'Armée rouge devînt intolérable et pour qu'à ces raisons éminemment réactionnaires de mécontentement au plan de la religion et des structures de la propriété agraire s'ajoutât le nationalisme, autre raison réactionnaire et conservatrice.

Qu'on m'entende bien : il ne s'agit pas ici de me faire dire ce que je ne veux pas dire et ce qu'en aucun cas il ne me viendra jamais à l'idée de vouloir dire. Je dispute seulement de révolte et de révolution au plan de l'étymologie, de la tradition et de la doctrine. Après tout, chacun est bien libre de préférer la propriété individuelle à la propriété collective, la religion à la libre pensée et le nationalisme à l'internationalisme. La liberté finit ici à partir du moment où celui qui a fait son choix veut l'imposer aux autres. Et si tout un peuple veut, de l'accord de tous les individus qui le composent, s'enfermer dans ses traditions ancestrales, vivre religieusement sous le régime de la propriété individuelle, le droit de le forcer par les armes à s'engager dans une autre voie n'appartient à aucun autre peuple : cet autre peuple se révélerait alors aussi réactionnaire que lui, sinon plus.

L'imposture commence à partir du moment où l'on veut inscrire les réactions de l'un et de l'autre dans le processus révolutionnaire. Reconnaisant aux Hongrois le droit de choisir leur genre de vie dans le respect des droits de la minorité d'entre eux qui n'accepteraient pas les vues de la majorité et pourvu qu'ils n'aient pas la prétention d'imposer leur choix au reste du monde - ce qui n'était manifestement pas le cas - je refuse seulement d'inscrire leur révolte de 1956 dans quelque processus révolutionnaire que ce soit et je refuse aux Russes le droit de présenter leur intervention comme révolutionnaire, notamment de la justifier par la solidarité internationale et la nécessité de mater une contre-révolution qui menaçait d'écraser le peuple et de s'étendre. Entre l'intervention de l'Armée rouge en Hongrie en 1956 et celle des armées du Tsar en 1848, il n'y a aucune différence, ni dans les intentions, ni dans le comportement.

Pour tout dire, il s'agissait de deux mouvements qui se heurtaient, ni l'un ni l'autre n'allant dans le sens de la révolution, bien au contraire. Seul tranche en faveur des Hongrois le droit qui doit être reconnu à tout le monde, individu ou peuple, de n'être pas révolutionnaire et de refuser avec d'autant plus d'esprit de décision et de fermeté d'être mis en condition par d'autres individus ou d'autres peuples qu'en aucun cas, une mise en condition ne se peut justifier par des raisons révolutionnaires.

Pour en revenir au peuple hongrois et à ses problèmes, tout ce qui s'est passé de la fin de la guerre à 1956 a montré que, pour mécontent et révolté qu'il ait été, il n'y a jamais rien eu de révolutionnaire, ni dans ses intentions, ni dans ses réactions.

Qu'il me suffise d'ajouter que, sous ma plume, ceci n'est ni une injure, ni même un reproche : c'est la simple constatation d'un homme qui, se croyant révolutionnaire, ne pense pas pour autant que le chemin de la révolution puisse prendre le départ dans des constatations dépourvues de tout caractère objectif et donc fausses.

III. - L'expérience Imre Nagy

(du 4 juillet 1953 au 14 avril 1955)

Le Comité central du Parti des travailleurs hongrois (Parti communiste) se réunit à Buda-Pest les 27 et 28 juin 1953 : pour décider que le premier plan quinquennal était sur la voie qui avait conduit le plan triennal à l'échec et en rechercher les raisons. A la vérité, l'initiative de cette convocation ne revenait ni à son premier secrétaire-chef de gouvernement (Rakosi) ni à aucun de ses autres membres qui, le mécontentement populaire ne s'étant jamais manifesté et n'y songeant même pas, n'avaient jamais remarqué que quoi que ce soit allât mal : que le plan quinquennal fût sur la voie de l'échec n'était pas discutable puisqu'il n'en pouvait être autrement, mais, c'est à Moscou et par Moscou que les syndromes de cet échec furent découverts. Il était d'ailleurs impossible que Moscou ne les découvrit pas : toute l'économie hongroise est comptabilisée à Moscou qui la met en coupe réglée comme un vulgaire pays capitaliste fait de ses colonies.

Les Russes donc s'aperçurent en mai 1953 que les livraisons de la Hongrie non seulement étaient en baisse régulière depuis toujours mais encore que cette baisse avait atteint la cote d'alerte : ils convoquèrent Rakosi, lui demandèrent des explications, lui dirent que sa tâche était visiblement trop lourde pour un seul homme, lui proposèrent de choisir quelques adjoints et, comme il ne voyait personne qui fût susceptible de l'aider, lui proposèrent des noms que, tout en déclarant qu'en principe il n'était pas hostile au partage du Pouvoir, tour à tour il refusa : la mort de Staline au printemps précédent avait mis la direction collective à la mode et dans le monde des dirigeants communistes elle était considérée comme la panacée par excellence. Rakosi ne pouvait donc la refuser sans danger pour lui, qu'indirectement : les Moscovites durent être atterrés d'apprendre de la bouche de Rakosi qu'en Hongrie, personne n'était digne, ni capable de faire partie d'une direction collective à ses côtés...

Rakosi rentra à Budapest sans qu'aucune décision eût été prise : la question était mise en délibéré.

Au début de juin, nouvelle convocation : cette fois Imre Nagy qui avait été relégué à des postes secondaires au Comité central du Parti des travailleurs hongrois comme au gouvernement et Istvan Dobi, leader du Parti des petits propriétaires et chef du précédent gouvernement, étaient convoqués avec Rakosi.

Dans une note écrite au cours de l'été 1955 en prévision d'une réunion du Comité central du Parti, Imre Nagy nous donne les renseignements suivants⁵⁸ sur ce qui, ce jour-là, fut dit et décidé à Moscou et dont Rakosi, Imre Nagy et Istvan Dobi n'étaient venus que prendre connaissance :

« ... nous exprimâmes quelques inquiétudes au sujet des coopératives agricoles (les Kolkhoses) que les Soviétiques conseillaient de dissoudre. Le camarade Molotov nous rassura comme suit : les coopératives ne doivent pas être dissoutes par décret, mais si elles choisissent de se dissoudre volontairement, on ne doit pas les en empêcher. Cela ne fera aucun mal. »

Et Mikoïan (toujours selon Nagy) :

⁵⁸ Cités par *Est-Ouest*, n° 181, octobre 1957, p. 68.

« La planification économique en Hongrie montre un certain esprit d'aventure, notamment en ce qui concerne le développement excessif de votre industrie sidérurgique. La Hongrie n'a pas de minerai de fer, ni de coke. Tout cela doit être importé... »

Malenkov et Krouchtchev qui assistaient à la réunion dirent, soutenus par les deux autres :

« ... que les erreurs et les crimes de la direction à quatre (Rakosi, Gerô, Farkas et Kadar) du Parti en Hongrie, conduite par Rakosi, avaient mené le pays au bord de la catastrophe... Khrouchtchev dit que si nous ne prenions pas des mesures promptes, nous serions flanqués sommairement à la porte. »

Imre Nagy revint à Budapest comme Premier ministre désigné par les Soviétiques en remplacement de Rakosi et élevé à la dignité de deuxième secrétaire du Parti, Rakosi restant premier secrétaire. Les 27 et 28 juin, le Comité central entérina cette décision et l'Assemblée nationale fit de même le 3 juillet.

De la tribune de l'Assemblée nationale, le nouveau premier ministre prononça un grand discours programme dont les points essentiels peuvent se résumer ainsi⁵⁹ :

1. Les investissements agricoles seront augmentés au détriment des investissements industriels ;
2. La propriété paysanne sera défendue, la collectivisation cessera ;
3. Les exploitations individuelles seront aidées par des subventions ;
4. Il sera mis fin aux mesures excessives prises contre les koulaks ;
5. Il ne sera plus obligatoire d'adhérer aux exploitations collectives. Chacun agira à sa guise ;
6. Les membres des kolkhoses seront autorisés à revenir à l'exploitation individuelle s'ils le désirent. Les kolkhoses dont les membres l'auront décidé à la majorité seront dissous ;
7. Il sera permis de prendre et de donner des terres à bail ;
8. Le niveau de vie de la population rurale devra être amélioré, les dettes envers l'État seront révisées, les amendes pour défaut de livraison ne seront plus exigées.

Dans tout le pays, ce fut une explosion de joie. Qui soutiendra que, déclenchée par un programme aussi bêtement conservateur et réactionnaire, cette joie était néanmoins d'inspiration révolutionnaire ?

Ce qui fit illusion, c'est que, dans le discours d'Imre Nagy, ce programme était émaillé de considérations sur la nécessaire participation des masses à sa réalisation, la liberté de conscience, de parler (pour tout le monde) et d'écrire (pour les intellectuels), la libération des emprisonnés (en mai-juin 1950, 4.000 syndicalistes, un grand nombre de militants socialistes dont Anna Kethly et du parti des petits propriétaires avaient été arrêtés et internés d'un seul coup de filet) la limitation et la réorganisation des pouvoirs de police, la suppression des camps d'internement et jusqu'à la fin des mesures administratives et de contrainte contre l'Église. Qui soutiendra que toutes ces mesures participaient d'une disposition d'esprit révolutionnaire et non de ce banal libéralisme petit-bourgeois dont s'assortit le conservatisme social chaque fois qu'il est en difficulté et que les mesures coercitives ont échoué ?

Répéterai-je qu'elles n'étaient pas dues à la pression des masses mais à une initiative de Moscou et préciserai-je qu'au surplus, la situation particulière dans laquelle se trouvait Imre Nagy lui semblait les rendre nécessaires, en premier lieu à son avenir politique ? Imre Nagy était bien Président du Conseil, en effet, mais Matyas Rakosi était Premier secrétaire d'un parti dont le Bureau politique lui était en majorité dévoué et, au gouvernement même, il était flanqué, aux postes clés, des membres rako-

⁵⁹ D'après François Fetjö (*La Tragédie hongroise*, pp. 193-201) et *Est-Ouest* (op. cit. p. 71).

sistes les plus notoires de ce Bureau politique : Ernô Gero (Premier Vice-Président et ministre de l'Intérieur), Andras Hegedus (Deuxième Vice-Président et ministre de l'Agriculture), Istvan Hidas (Ministre de l'Industrie lourde)... Il n'y avait pas de doute possible : Matyas Rakosi évincé avait mis en place le dispositif qui lui permettrait de semer efficacement toutes les embûches possibles sur les pas de son successeur et de prendre sur lui une revanche éclatante. Il ne restait donc à Imre Nagy qu'à s'appuyer sur le peuple pour mettre la manœuvre en échec. Il aurait pu réussir : malheureusement son programme augmenta bien le pouvoir d'achat de tout le monde et donc la consommation intérieure, mais la production ne suivit pas dans les mêmes proportions et, un an après l'avoir installé au Pouvoir, les Russes s'aperçurent que la courbe des livraisons hongroises non seulement ne remontait pas, mais encore baissait de façon plus catastrophique encore que sous Rakosi, comme il eût été facile de le prédire à l'avance puisque ce programme qui n'avait rien de révolutionnaire n'avait non plus rien de soutenable du point de vue de la simple rentabilité bourgeoise. Ce fut sa perte.

Voici maintenant comment Imre Nagy s'y prit pour obtenir l'appui du peuple : au congrès du Parti qui eut lieu en mai 1954, il annonça la création du Front populaire patriotique dont il voulait faire une organisation de masse structurée, c'est-à-dire chapeautée par un comité dans chaque localité et qui serait ouverte à tous ceux qui accepteraient le programme définitif de son discours du 4 juillet 1953, autant dire à tout le monde. Il n'échappa pas à Rakosi et à son équipe que le Parti des Travailleurs Hongrois serait rapidement noyé dans une telle organisation et que ce serait leur perte : ils s'y opposèrent irréductiblement. Après de longues discussions, l'accord se fit cependant sur une formule transactionnelle que François Fetjô définit ainsi :

1° Le Front ne serait pas une organisation de masse, mais seulement un rassemblement groupant les communistes, leurs satellites et quelques éléments indépendants triés sur le volet et qui y participeraient à titre individuel ;

2° Il ne posséderait pas d'organisations locales, mais seulement des comités locaux qu'on s'efforcerait de rendre représentatifs en tenant compte des préférences de la population locale.

C'est ce qui se passa : les communistes s'arrangèrent pour composer ces comités locaux de telle sorte qu'ils y possédassent des majorités de 60 à 65 %. Mais « ils ramènèrent à l'activité politique les passifs et les indifférents... beaucoup d'hommes nouveaux, des membres de l'ancienne et de la nouvelle intelligentsia et même quelques anciens notables écartés depuis 1947 »⁶⁰.

D'autre part, dans les petites localités industrielles, il arriva très souvent que le comité local fût exclusivement composé d'ouvriers travaillant dans la seule usine de l'endroit (communistes, syndicalistes et inorganisés) et, dans les grandes qu'il fût l'émanation des comités de plusieurs usines. A l'inverse il arriva aussi qu'un comité local provoquât dans les usines la naissance de comités à son image qui furent sinon toujours encouragés, du moins presque toujours tolérés et admis dans le cercle de famille.

On a beaucoup parlé des conseils ouvriers de 1956 comme preuve des dispositions révolutionnaires d'esprit de la classe ouvrière en ce que l'idée en est née du Front populaire patriotique et qu'en somme les premiers embryons lui en ont été apportés par Imre Nagy. Les conseils ouvriers de 1956 n'étaient que la réincarnation sous cette forme des comités de ce front, dans l'ombre de Nagy revenu au pouvoir après avoir été évincé en 1955, seulement parce qu'il y était revenu et seulement

⁶⁰ François Fetjô, op. cit. p.205.

parce que l'opinion publique le savait favorable à ce genre d'organisations. A ce titre, ils n'ont aucune lettre de noblesse révolutionnaire.

Encore convient-il de préciser que, lorsqu'il fut avéré qu'économiquement, l'expérience Nagy était un échec, et que, d'ordre de Moscou, Imre Nagy fut, le 14 avril 1955, relevé de ses fonctions de Président du Conseil, de membre du Bureau politique et du Comité central du Parti, par une décision prise en séance plénière par le Comité central lui-même pour avoir « ... appliqué, en sa qualité de membre du Bureau politique et en celle de Président du Conseil, une politique en contradiction complète avec la politique du Parti, les intérêts de la classe ouvrière, de la démocratie populaire et de la paysannerie laborieuse », aucun de ces comités n'éleva la moindre protestation ; non plus que le 19 mai 1955, lorsqu'il fut relevé de toutes ses fonctions à la direction du Front qu'il avait créé, et le 17 novembre, date à laquelle son exclusion du Parti fut rendue publique, et ceci prouve qu'ils n'en étaient même pas encore au stade de la révolte.

Mais l'idée était lancée : à défaut des ouvriers et des paysans, les intellectuels s'y accrochèrent d'autant plus que le discours-programme d'Imre Nagy, le 4 juillet 1953, traduisait remarquablement leurs aspirations foncières - ce qui, par parenthèse, ne permettait absolument pas de les inscrire dans un processus révolutionnaire quelconque - et que, si Moscou avait décidé la liquidation d'Imre Nagy, pour des raisons économiques, le célèbre XX^e Congrès du Parti Moscovite qui avait eu lieu en février 1955, et où le Parti hongrois était représenté par Rakosi et deux de ses créatures, avait réaffirmé la nécessité de poursuivre « la révision des mesures de terreur judiciaire et policière injustement prises dans le passé contre les membres du Parti et ses compagnons de route », et de continuer la lutte « contre le culte de la personnalité, pour le retour à la direction collective, le développement de la démocratie à l'intérieur du Parti et la consolidation de la légalité socialiste ».

Les intellectuels donc, et notamment ceux du Cercle Petöfi, se lancèrent dans la voie indiquée par Moscou, assurés qu'ils pouvaient se croire de n'y courir aucun risque. La mode était aux réhabilitations dans tout le monde communiste : ils parlèrent de celle de Rajk qui avait été favorablement évoquée dans les coulisses de la session du Comité central des 27 et 28 juin 1953, et dont le principe avait été « officieusement » adopté, Imre Nagy régnant encore, dans une réunion du Bureau politique en octobre 1954. Prenant au sérieux les discours sur le retour à la démocratie à l'intérieur du Parti, accessoirement ils se mirent à discuter de certaines mesures contre certains d'entre eux dans le courant de l'été 1955. Et force leur fut bien de s'apercevoir que, contrairement à ce qu'ils avaient pensé, il y avait des risques et de grands.

IV. - La seconde expérience Rakosi

(du 14 avril 1955 au 4 juillet 1956)

Le 14 avril 1955, un dénommé Andras Hegedüs, créature de Rakosi, remplaçait Imre Nagy à la présidence du Conseil du gouvernement hongrois.

A ceux qui douteraient encore que l'opération fut téléguidée de Moscou, il suffira de rappeler l'ordre chronologique des faits :

Février 1955 : comme il a été dit, Matyas Rakosi et deux de ses créatures représentent le Parti Hongrois au XX^e Congrès du Parti à Moscou :

Du 2 au 4 mars : à Budapest, Matyas Rakosi rend compte des décisions de ce Congrès devant le Comité central du Parti hongrois ;

Le 9 mars : toute la presse hongroise publie les résolutions de ce comité central. Ces résolutions accusent publiquement Imre Nagy de déviationnisme de droite et d'opportunisme antimarxiste. Le C.C. déclare en outre que les décisions de juin 1953 étaient justes mais qu'elles furent déformées par la suite : il estime que le bien-être du peuple ne peut être atteint que sur la base du développement primordial de l'industrie lourde. Ainsi qu'on l'a vu, Imre Nagy avait accordé la priorité aux problèmes agraires ;

Le 2 avril : article de Matyas Rakosi dans la *Pravda*, - le premier depuis 1952. Le thème en était les décisions du Comité Central ;

Le 5 avril : télégramme de Boulganine à Matyas Rakosi et Andras Hegedüs. En voici le texte :

« Le Comité Central du Parti ouvrier hongrois, dirigé par le camarade Matyas Rakosi, vétéran éprouvé du mouvement révolutionnaire, a pris un certain nombre de mesures d'une importance vitale pour renforcer le système démocratique populaire et pour accomplir le grand programme de la construction du socialisme en Hongrie. Le gouvernement de la République populaire hongroise et les camarades Matyas Rakosi et Andras Hegedüs, personnellement, ont fait et font tout pour renforcer l'amitié et la coopération entre les peuples hongrois et soviétiques. »

Entre ce changement de personnel et ce changement de politique, la corrélation s'établit ainsi :

1. De la fin de la guerre à 1953, Staline qui était partisan de la primauté de l'industrie lourde et du développement du secteur dit socialiste (Sovkhoses et Kolkhoses en agriculture), Matyas Rakosi fut, à ses ordres, le grand homme de la Hongrie satellisée ;

2. A la mort de Staline (1953), Malenkov, qui lui succéda, était le théoricien de la primauté accordée aux biens de consommation : Rakosi étant devenu impossible, Imre Nagy accepta sans conviction⁶¹ de se mettre au service de Malenkov ;

⁶¹ Quelques semaines avant sa désignation au poste de Président du Conseil (4 juillet 1953) il avait été reçu à l'Académie de Budapest et, dans son discours il soutenait encore les fermes d'État et la collectivisation. D'autre part, au début de juin, convoqué à Moscou avec Matyas Rakosi, lorsque Molotov dit à la délégation

3. En février 1955, le XX^e Congrès du Parti moscovite avait pour but de procéder à la liquidation idéologique de Malenkov : cette liquidation se fit sur la nécessité de donner la primauté, non plus aux biens de consommation, comme il le prétendait, mais à l'industrie lourde et au développement du secteur socialiste. A son tour, Imre Nagy devenait impossible en Hongrie...

Si l'on veut aller au fond des choses, ces retournements successifs ne se situent pas sur le plan de la meilleure voie susceptible de conduire à la révolution, mais sur un plan bêtement pratique : en 1948-49, Staline avait rompu avec Tito sur le thème de la primauté à l'industrie lourde et de la collectivisation des terres en agriculture, qui ne trouvait aucune justification en Yougoslavie et que Tito n'acceptait pas. Malenkov avait tout simplement essayé de ramener la Yougoslavie dans le bloc communiste pour réparer les dégâts et, en 1955, cette politique ayant échoué en ce que Tito paraissait irrécupérable, il n'y avait plus de raison de la continuer. Il y en avait d'autant moins qu'elle paralysait considérablement l'effort militaire de la Russie. Ce sont là jeux de Princes qui n'ont rien à voir avec les problèmes de la Révolution, laquelle les a résolus voici longtemps déjà et une fois pour toutes, non pas en prenant parti pour un Prince contre l'autre - ce qui ne relève que de la révolte - mais en supprimant la qualité de Prince.

En 1955, rien ne permettant encore de penser que le peuple était décidé à intervenir, ne serait-ce que pour les infléchir dans un sens ou dans un autre, ces jeux n'avaient aucune raison de ne pas continuer. Une nouvelle réunion du Comité Central eut lieu en novembre : elle mit au point un second plan quinquennal (1955-60) qui, selon le vœu de Moscou et par application des résolutions du Comité Central de mars, était axé sur la primauté à donner à l'industrie lourde - dans un pays où il n'y en avait pas ! - et au développement du secteur dit socialiste en agriculture. Comme les deux choses étaient aussi insoutenables l'une que l'autre, de quelque point de vue que l'on se place, théorique ou pratique, révolutionnaire ou autre, il fallut d'autant plus les imposer par la force et revenir aux méthodes coercitives pourtant condamnées à l'unanimité par tout le monde y compris leurs auteurs que, pendant ses deux années d'exercice du Pouvoir, Imre Nagy avait créé un climat social en tous points contraire.

Une des premières de ces mesures visa les intellectuels du Cercle Petöfi : la saisie d'un numéro de la *Gazette littéraire* (Irovalmi Ujsag), le limogeage de son directeur et l'interdiction de quelques livres, de quelques pièces de musique ou de théâtre, notamment *La Tragédie de l'Homme* (de Imre Madach), *Galilée* (de Ladislav Nemeth) et *Le Mandarin merveilleux* (de Bela Bartok). Le 18 octobre, 67 écrivains, compositeurs ou artistes, signèrent un mémorandum de protestation qu'ils adressèrent au Comité Central. La réponse vint le 10 décembre : c'était une accusation de complot antiparti, accompagnée de mesures disciplinaires contre Tibor Déry, Thomas Aczel, Tibor Tardos et quelques autres.

Les intellectuels accueillirent assez mal cette réponse mais enfin... C'est la réhabilitation de Rajk qui fit monter la température. Le 27 mars 1956 (le 29 prétend François Fetjö), Rakosi l'annonça en ces termes dans un discours prononcé à Eger :

« Après que l'agent impérialiste Béria et la bande de Peter Gabor eurent été démasqués, on a procédé à la révision du procès Rajk. Il a été démontré que le procès Rajk était fondé sur une provocation. C'est pourquoi, conformément à la résolution adoptée par le Conseil central de notre Parti en juin 1953, la Cour suprême a réhabilité le camarade Laszlo Rajk et d'autres camarades. »

que « cela ne ferait aucun mal » si on arrêta la collectivisation forcée, il émit encore des doutes sur l'opportunité et le bien fondé doctrinal de cette mesure, ainsi qu'il le dit dans sa confession rédigée au cours de l'été 1955.

Trois jours après, le 30, à une conférence nationale des écrivains, un jeune critique littéraire déclara qu'il était indigné de voir Rakosi, responsable de la mort de Rajk et de ses compagnons, condamner leur assassinat, qualifiant ledit Rakosi de « Judas aux mains couvertes du sang de Rajk ».

A partir de là, les événements se précipitèrent.

Les résolutions du XX^e Congrès du Parti moscovite avaient longuement insisté sur la nécessité pour le Parti d'aller aux masses et, notamment, d'organiser des discussions publiques sur ses prises de positions : le 7 mai, disent les uns, le 11, disent les autres, le Cercle Petöfi en organisa une dont le thème était « Le XX^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. et les problèmes de la politique hongroise ». A cette date, les résultats obtenus par l'équipe Rakosi au pouvoir depuis un an étaient là : le pouvoir d'achat avait considérablement baissé par rapport à ce qu'il était devenu pendant les trois années (1952-1955) d'exercice du Pouvoir par Imre Nagy. En fonction de ce fait, et uniquement de celui-là - dont il serait aventuré de dire qu'il constitue un critère révolutionnaire - la politique économique de Rakosi fut violemment critiquée à cette réunion et, le lendemain, le nom du Cercle Petöfi était connu dans toute la Hongrie, un concert de louanges s'élevant vers lui.

Le 19 juin, la veuve de Rajk y prit la parole devant plus d'un millier de personnes. Le 27 juin, 6 à 8.000 personnes voulurent assister à la réunion et il fallut installer des hauts-parleurs dans les rues : de jeunes écrivains, parmi lesquels Tibor Dery, dénoncèrent Rakosi comme étant le principal responsable de l'échec du communisme en Hongrie et réclamèrent l'abolition de la censure, le départ de Rakosi et le retour d'Imre Nagy. « Le lendemain, tout Budapest commentait avec fièvre cette séance, le Cercle Petöfi gagnait la rue », dit *Est-Ouest* (*op. cit.* p. 91) qui ajoute : « Dès ce moment, la révolution était dans l'air. » La révolution non : la révolte.

Rakosi riposta en interdisant la réunion qui devait avoir lieu la semaine suivante et en faisant adopter, le 30 juin, par le Comité Central, une résolution condamnant « l'activité antiparti menée par les porte-parole du groupe Nagy » et prononçant l'exclusion du Parti de tous les orateurs du 27 juin.

Réaction du Cercle Petöfi : la réunion interdite aurait lieu quand même. Par ailleurs, la cellule communiste de l'Association des écrivains et journalistes demanda au Comité Central de rapporter les exclusions prononcées. Enfin, la rue se prononçait d'enthousiasme en faveur du Cercle Petöfi.

On allait vers l'épreuve de force et Moscou n'en voulait pas : le 18 juillet, Mikhoian et Souslov arrivèrent donc à Budapest avec mission de prendre sur place, à l'occasion d'une réunion du Comité Central du Parti hongrois qu'ils avaient commandée pour ce jour là, les mesures conformes à la ligne générale définie par le XX^e Congrès du Parti russe.

Les choses ne traînèrent pas : le Comité Central était réuni pour entendre lecture d'une lettre par laquelle Rakosi demandait à être relevé de ses fonctions de Premier secrétaire et de membre du Bureau politique.

« L'une des raisons de ma demande, écrivait-il, est que je suis âgé de soixante-cinq ans et que ma maladie qui ne cesse de s'aggraver depuis deux ans m'empêche de remplir les tâches qu'impliquent les fonctions de Premier secrétaire du Comité Central. De plus, les fautes que j'ai commises sur le plan du culte de la personnalité et de la légalité socialiste causent des difficultés à la direction du Parti et l'empêchent de concentrer toute son attention sur les tâches à accomplir. »

Satisfaction était donnée à l'opinion. Partiellement, cependant puisque l'opinion réclamait le retour d'Imre Nagy. Ce retour étant impossible aux yeux des Soviétiques parce que, Imre Nagy exclu du Parti n'avait ni fait son autocritique, ni même manifesté l'intention de la faire, ce fut Erno Gero qui fut élu Premier secrétaire en remplace-

ment de Rakosi. De plus entrèrent au Bureau politique un certain nombre de communistes jusque là tenus à l'écart dont Janos Kadar, l'actuel Président du Conseil Hongrois qu'au temps de sa toute-puissance (1952) Rakosi avait envoyé dans un camp d'internement et qui avait été libéré par Nagy au cours de l'été 1954 : oignez vilain...

Le 20 juillet, le nouveau Comité central se réunit. Il définit les objectifs du second plan quinquennal dont la théorie avait été mise au point à la réunion de l'ancien, en novembre 1955 : augmenter la production de l'industrie socialiste de moitié dans les cinq ans ; investissements réservés par priorité à l'industrie lourde « base de développement de toute l'industrie nationale » ; augmenter progressivement la production dans les fermes d'État et le nombre des coopératives de production agricole. Mais laisser plus de liberté aux écrivains et aux artistes, accroître le rôle du Parlement, rendre la magistrature indépendante, élargir et vivifier le Front populaire patriotique, etc.

Les intellectuels, écrivains, artistes et journalistes profitent au maximum de ces libertés, la fièvre ne cessa de monter en août et en septembre. Erno Gero fait deux concessions : Imre Nagy sera autorisé à reparaitre en public, Rajk aura des funérailles nationales et la date en est fixée au 6 octobre.

Le 4 octobre, en des termes d'une dignité devant laquelle il faut s'incliner, Imre Nagy demande au Comité central de le « replacer dans ses droits de membre du Parti ». Le 5, sa photographie est publiée dans le journal *Muvelt Nep*. Le 6, aux funérailles nationales de Rajk, il sort de la foule et va embrasser la veuve du supplicié, les yeux remplis d'espoir des 300.000 personnes qui y assistaient tournés vers lui. Le 7, les étudiants de l'Université d'Économie politique envoient au Ministre de l'Éducation nationale une pétition unanime demandant sa réhabilitation complète et son retour dans sa chaire professorale. Le 13, il est réintégré dans le Parti, le 18, dans sa chaire, le 20, dans sa qualité de membre de l'Académie des Sciences. Le 21 octobre, on apprend à Budapest qu'à la suite des troubles de Poznan, Gomulka avait été élu membre du Bureau politique du Parti polonais, nommé secrétaire du Comité central et réintégré dans ses anciennes fonctions après des années de disgrâce et de bagne, contre l'avis de Krouchtchev, Mikoyan, Molotov et Kaganovitch, inopinément arrivés à Varsovie pour empêcher l'événement de se produire. Et le 22, dans toute la Hongrie en fièvre on ne parlait plus que des événements de Pologne. Dès lors, seule une capitulation rapide du Comité Central et du Gouvernement pouvait empêcher toute la Hongrie de descendre dans la rue. Ni le Comité Central, ni le Gouvernement n'étant dans ces dispositions d'esprit, elle y était descendue à Budapest et le mouvement fit tache d'huile...

V. - Ce qu'il fallait démontrer

Plus n'est besoin, maintenant, de suivre les événements jour par jour et heure par heure jusqu'à leur tragique dénouement pour se prononcer définitivement sur le point de savoir s'il s'agissait d'une simple révolte ou d'une révolution : s'il subsistait encore quelques doutes dans l'esprit du lecteur, l'étude des buts que les principaux acteurs populaires du drame assignaient eux-mêmes à cette descente dans la rue suffira pour le dissiper.

De la nuit du 23 au 24 octobre qui l'imposa au Comité Central du Parti Communiste à celle du 3 au 4 novembre au cours de laquelle ce Comité Central décida de constituer, contre vents et marées, le gouvernement Kadar qui est, aujourd'hui encore au Pouvoir en Hongrie, Imre Nagy fit trois gouvernements successifs dont chacun fut élargi à de nouvelles tendances politiques de l'opinion par rapport au précédent. Leur caractéristique commune fut le souci constamment réaffirmé d'Imre Nagy de s'appuyer sur le Front populaire patriotique dans la version qu'il avait essayé de faire prévaloir lors de son retour au Pouvoir en 1953. Sous son impulsion et dans le cadre de ce front se créèrent donc à peu près partout des comités de toutes sortes aux noms les plus variés : Conseil révolutionnaire, Conseil national révolutionnaire, Comité révolutionnaire, Conseil des ouvriers et des soldats, Conseil révolutionnaire de travailleurs, Comité national révolutionnaire, Comité socialiste révolutionnaire, etc. Ce sont ces divers conseils et comités que, pour la commodité du discours, on a englobé dans l'expression « Conseils ouvriers ».

Qu'il jaillisse spontanément du peuple comme ce ne fut, pour ainsi dire, jamais le cas dans l'histoire du monde ou que sa formation soit provoquée par une intervention extérieure, cas général qui est celui de la Hongrie, un Conseil ou un comité, de quelque nom qu'il se baptise, ne constitue pas forcément un critère révolutionnaire. Que ce conseil ou ce comité appellent à descendre dans la rue non plus et pas davantage la descente dans la rue elle-même : le peuple est aussi descendu dans la rue à l'appel des faisceaux issus du peuple de Mussolini (Marche sur Rome) pour ne citer que ce cas. Non : ce qui définit le critère révolutionnaire, ce sont les raisons pour lesquelles on fait un comité ou un Conseil et pour lesquelles on descend dans la rue. Cela et rien d'autre.

Au fur et à mesure qu'ils se sont constitués les Conseils et comités hongrois ont dit leurs intentions dans des résolutions qu'ils ont rendues publiques par le moyen du tract : elles se ressemblent toutes en ce qu'elles ont toutes pris pour modèle celle du Cercle Petöfi, votée à l'unanimité dans la soirée du 22 octobre et dont voici le texte :

1. Étant donné la situation qui s'est produite dans notre pays, nous proposons que le Comité Central (du Parti) soit convoqué le plus tôt possible. Le camarade Imre Nagy devrait participer à la préparation de cette réunion.

2. Nous estimons nécessaire que le Parti et le Gouvernement fassent connaître au pays tous les faits relatifs à la situation économique de la Hongrie, qu'ils réexaminent les principes directeurs du Deuxième Plan quinquennal et qu'ils mettent au point un programme constructif de mesures concrètes répondant aux conditions qui existent dans notre pays.

3. Le Comité central et le Gouvernement devraient user de tous les moyens possibles pour favoriser l'établissement en Hongrie d'une démocratie socialiste en assignant au Front populaire tout le rôle qui lui revient, en faisant droit aux justes revendications politiques de la classe ouvrière et en instituant l'autonomie des usines⁶² de la démocratie des travailleurs.

4. Pour donner du prestige à la direction du Parti et des organes de l'État, nous proposons que l'on confie au camarade Imre Nagy et aux autres camarades qui luttent pour la démocratie socialiste et les principes de Lénine la place qu'ils méritent dans la direction du Parti et du Gouvernement.

5. Nous proposons que Matyas Rakosi soit expulsé du Comité Central du Parti et exclu de l'Assemblée Nationale et du Présidium. Pour rendre le calme au pays, le Comité Central doit s'élever contre les tentatives de ceux qui, actuellement, cherchent à rétablir le régime stalinien ou rakosiste.

6. Dans l'affaire Farkas, nous proposons, conformément à la légalité socialiste, un procès public.

7. Nous proposons que l'on réexamine les résolutions adoptées qui se sont révélées être une erreur et une manifestation d'esprit sectaire, notamment la résolution de mars 1955⁶³, la résolution de décembre 1955 relative aux activités littéraires et la résolution du 30 juin 1956 relative au Cercle Petöfi. Ces résolutions devraient être annulées et le Comité central devrait, pour sa part, en tirer les conclusions qui s'imposent.

8. Que l'on dévoile à l'opinion publique en quoi consistent les problèmes prétendument si délicats que soulèvent la balance économique, nos accords commerciaux avec l'étranger et les projets relatifs à l'exploitation des gisements nationaux d'uranium⁶⁴.

9. En vue de resserrer davantage l'amitié soviéto-hongroise que l'on établisse des liens encore plus étroits avec le Parti, l'État et le peuple de l'U.R.S.S. sur la base du principe léniniste de l'égalité absolue.

10. Nous demandons qu'à sa réunion du 23 octobre, le Comité central de la D.I.S.Z. (organisation officielle de la jeunesse) se prononce sur les points qui précèdent et adopte une résolution sur la démocratisation des mouvements de jeunesse hongrois.

Dans les jours qui suivirent, Imre Nagy étant chargé de constituer le Gouvernement, ce texte repris à Czepel, centre ouvrier et à Gorog, centre minier, par des mains moins habiles, a pu devenir :

- Rétablissement du droit de critique, de la liberté de presse et de réunion ;
- Liberté électorale authentique : élections libres au scrutin secret ;
- Rétablissement de la liberté des partis démocratiques ;
- Renaissance et indépendance des syndicats ;
- Révision des plans et libre discussion des questions économiques : recherche du mieux-être pour les travailleurs ;
- Hausse des bas salaires, limitation des salaires élevés et réduction de l'éventail hiérarchique ;

⁶² Autonomie par rapport au parti et à l'État. Ne pas confondre avec la socialisation.

⁶³ Qui décida le limogeage d'Imre Nagy.

⁶⁴ Quelques mois auparavant, « le bruit s'était répandu que d'importants gisements d'uranium venaient d'être découverts près de la frontière yougoslave. Cette nouvelle provoquait une émotion considérable non seulement chez les économistes, mais aussi dans le grand public. Mais à l'optimisme succéda bientôt l'indignation. Un autre bruit vite confirmé circulait : Rakosi aurait conclu un accord secret avec les Russes pour leur assurer l'exploitation exclusive des gisements en échange d'une contrepartie ridicule. » (Fran. Fetjö, *op. cit.* p. 247-248)

- Suppression des livraisons obligatoires - pour les paysans. Dissolution des kolkhoses établis de force. Révocation des bureaucrates imposés à la tête des kolkhoses ;

- Conseils ouvriers dans toutes les entreprises, désignant le directeur, le contrôlant et ayant droit de regard sur les normes et le Plan ;

- Liberté de la science et de l'art ;

- Publication des accords secrets, politique étrangère conforme aux principes de l'internationalisme prolétarien : abrogation du Pacte de Varsovie, retrait des troupes russes, établissement de relations d'égalité entre la Hongrie et l'U.R.S.S.

A la forme près, plus ou moins littéraire ici, plus ou moins populaire là, ce furent partout les mêmes revendications.

Il faut alors bien convenir que, dans ces revendications, rien ne visait ni les structures politiques, ni les structures économiques, ni les structures sociales dans leurs principes fondamentaux : rien, en tout cas, ne s'y élevait au-dessus d'un désir de quelques réformes par-ci par-là, dans le sens défini par Imre Nagy en 1953, c'est-à-dire d'un peu plus de libéralisme dans l'indépendance nationale. Pour tout dire, une prise de position en faveur d'Imre Nagy contre Rakosi : à une époque où, à Rome, la faveur du peuple allait à Tiberius Gracchus contre Octavus, puis à son frère Caius contre Livius Drusus et Opimius, les choses se présentaient déjà de la même façon, mais on connaissait encore le sens des mots et on parlait de révolte, non de révolution. Les frères Gracchus, c'est Imre Nagy, Octavius c'est Rakosi et Kadar, c'est à la fois Livius Drusus et Opimius.

La suite des événements n'a, maintenant, plus d'importance : une fois de plus, les frères Gracchus ont été écrasés. J'entends bien ce qu'on peut me rétorquer : à Moscou, tout de même, ils ont triomphé en 1917. Oui mais, on ne peut pas dire qu'au Pouvoir, ils se sont, depuis, mieux comportés que ceux qu'ils y ont remplacés et, en tout cas, pas que leur action va dans le sens de la révolution. Mon intention était seulement de dire que, peut-être alors, il y aurait intérêt à changer une méthode qui, parce qu'elle repose sur une équivoque au plan de la théorie, ne conduit nulle part à celui de la pratique.

Que la révolte des Hongrois soit estimable, le lecteur, je pense, ne me fera pas l'injure de croire que j'ai voulu prétendre le contraire : je n'ai donc pas besoin de préciser les raisons pour lesquelles, si je n'accepte, ni qu'on me la présente comme une révolution, ni qu'y puisse conduire la méthode qui consiste à prendre position dans le jeu des Princes et à faire pencher la balance d'un côté plutôt que de l'autre dans les combats que se livrent les factions, je m'incline cependant bien bas sur la tombe des victimes.

CONCLUSION

I

Des clans aux empires, dans tous les groupes sociaux du monde, le Pouvoir sous quelque forme que ce soit a, de toute éternité, toujours excité l'envie et donc toujours été l'enjeu d'âpres luttes de personnes, puis de factions rivales : on se l'est disputé à la massue, à la pointe, à la hache ou au couteau de silex, à la lance, à l'épée, à la poix fondue, au poison, au poignard puis aux armes à feu.

Dans les sociétés organisées et dites policées, les personnes et les factions se sont, elles aussi organisées. Et le schéma de la lutte a fini par se présenter ainsi : une faction est au Pouvoir qui dispose de l'armée et de la police ; chacune à sa façon, les autres exploitent le mécontentement général et, au besoin, le cultivent pour obtenir l'appui des peuples, les dresser contre le Pouvoir et, en faisant miroiter à leurs yeux, soit des améliorations considérables de leurs conditions de vie, soit une ère édénique de facilité et de bonheur sans patronat et sans salariat donc sans oppresseurs et sans opprimés, sans nantis et sans déshérités, essaient de provoquer des émeutes et des insurrections à la faveur desquelles elles s'en empareront. Pour désigner ces manifestations du mécontentement général, Marx a inventé une expression : la lutte des classes dont il a fait « le moteur de l'histoire » et « la grande accoucheuse des sociétés nouvelles ». Il semble bien même que sa célèbre dialectique n'ait jamais eu d'autre dessein dans son esprit que de faire de la révolution une fille de la révolte née du mécontentement général et qu'il ait réussi à subjuguier jusqu'au grand et impérissable Littré.

On commence seulement à s'apercevoir que cette théorie n'a fait des masses populaires que des masses de manœuvre à la discrétion des factions, et à se demander si elle n'a pas été conçue qu'à l'intention de celles de l'opposition. En dépit qu'on en ait, rendons à César ce qui appartient à César : jusqu'ici nul n'a mieux mis en évidence l'imposture de la dialectique marxiste que MM. Jean-Paul Sartre et Maurice Merleau-Ponty. Dans la langue prétentieuse, amphigourique, boursouflée et, pour tout dire, d'un hermétisme sans concurrents qui fut celle de Marx et qui est devenue celle des philosophes du XX^e siècle, c'est vrai. Mais il ne reste tout de même plus qu'à les traduire en bon et honnête français.

Ce contre quoi l'on butera, c'est contre le fait que, jusqu'à la moelle des os, le XX^e siècle soit imprégné non pas tant de la philosophie marxiste dans son ensemble que de cet aspect-là du marxisme. A tel point que des gens comme MM. Alfred Sauvy qui ne se réclame pas le moins du monde du marxisme, ou François Fetjö qui affiche une très grande et sûrement très sincère indépendance d'esprit par rapport à cette doctrine, parlent couramment de « la révolution hongroise de 1956 » et se font les théoriciens de la révolution par la révolte née du mécontentement général sans même se rendre compte, soit qu'ils se contredisent en cours d'exposé, soit qu'ils débouchent sur l'absurde.

C'est ainsi que, dans *L'Express* du 8 octobre 1959 (p. 27), retour de Hongrie, le premier écrivait : « ... le problème n'est pas communiste, il est russe. Un bref regard sur le passé. Jamais Russes et Hongrois ne se sont retrouvés dans le même camp. La lutte des seconds, cernés entre les Slaves du Nord et du Sud, est presque millénaire. En 1848, au premier mouvement important de libération, ce sont les armées russes qui ont permis l'écrasement de la révolution nationale. Plus tard lorsque, alliés aux Autrichiens, les Hongrois ont, à leur tour, dominé, ils se sont heurtés aux nationalistes slaves, soutenus par les Russes. Au cours des deux guerres mondiales, enfin, les deux pays ont été ennemis... Depuis mille ans, les Hongrois sont en état de réaction contre le milieu qui les environne, avec les complexes habituels d'encerclement et de supériorité. Et voilà que tout cela aboutit en 1945 à un régime de fer, sous l'autorité des Russes, entrés en conquérants. »

D'accord, mais l'histoire du monde est pleine de peuples qui se sont trouvés dans ce cas et ont pareillement réagi : on n'en a pas pour autant parlé de révolution.

Quant au second dont l'analyse qu'il a donné de *La Tragédie hongroise* est pourtant remarquable - je m'y suis, on l'a vu, souvent référé avec plaisir au cours de cette étude - voici ce qu'il écrit : « L'émeute se généralise, prend l'allure d'une insurrection nationale, non d'une révolution. » (p. 260)

D'accord aussi. Mais pourquoi inclure cette remarque judicieuse dans un chapitre dont le titre est « Une révolution d'uranium » ? Pour rappeler que l'on parla de la « révolution des parapluies » à propos des événements de 1848 et de celle « des chrysanthèmes » à propos de ceux de 1918 qui ne furent pas davantage des révolutions ? Il faut laisser aux spécialistes désuets de l'histoire historisante ce genre de coquetteries qui consiste à faire de mots dont le bon goût n'est pas toujours indiscutable...

Tout au long du livre, d'ailleurs, il n'avait été question jusque-là que de « révolution » et, un peu plus loin, il y revient : « ... le meilleur nom que nous puissions donner à la levée en masse de la jeunesse hongroise, c'est : Révolution populaire d'unanimité. »

Pourquoi pas « révolte » alors ? J'ai trop d'estime pour François Fetjö pour penser qu'il s'agit là d'un enchaînement cavalier intentionnel dans le dessein de ne pas porter préjudice à cette ambiance de sollicitation permanente du sens de mots qui, depuis Marx, a fait tant de mal au mouvement ouvrier. Je dirai donc que, comme tant d'autres, il est lui-même victime de cette ambiance.

Mais ce n'est pas tout.

Analysant la structure du mouvement, François Fetjö écrit encore : « ...l'ordre de grève générale se répand comme un incendie de forêt. Cet ordre apparaît d'ailleurs comme le fruit de décisions simultanées, spontanées, improvisées dans l'effervescence plutôt que l'émanation d'une unique autorité révolutionnaire. Il est clair qu'une telle autorité n'existe pas. L'insurrection est polycentrique, elle obéit à des mobiles des plus divers, des plus contradictoires. Une partie des conseils ouvriers qui prolifèrent, manifeste un état d'esprit "titiste". Ils se prononcent en faveur de Nagy, mais ils voudraient voir celui-ci présider - Szabolcs et Nyéregyhaza le disent sans ambage - un gouvernement où entreraient beaucoup d'hommes nouveaux, représentant la jeunesse, les syndicats, l'intelligentsia authentique. Ils réclament l'octroi d'une large amnistie, la formation (assurément, tradition oblige, on pense à 1848 et 1918) d'une garde nationale, naturellement et primordialement, le retrait des troupes soviétiques, l'instauration du Contrôle ouvrier dans les entreprises (là, c'est Tito qui hante les esprits). Tout est possible. L'un des conseils ouvriers de province désire la refonte du régime "dans l'esprit de Bela Kun et de Laszlo Rajk". Mais d'autres comités révolutionnaires, notamment à proximité de la frontière autrichienne, louchent vers l'Occident. Chez eux, les revendi-

vendications purement nationales l'emportent avec un accent, un vocabulaire empruntés à la droite traditionnelle⁶⁵. »

Et plus loin :

« L'insurrection présente un amalgame hallucinant : des partisans d'Imre Nagy, ceux de la démocratie occidentale, ceux de la démocratie prolétarienne, des réactionnaires, des crypto-fascistes, intellectuels, étudiants, ouvriers, contremaîtres, ingénieurs, juifs, catholiques, calvinistes, formations de Honwed où dominent les fils de la paysannerie et mêmes quelques déserteurs soviétiques, combattent côte à côte ou fraternisent au sein des comités révolutionnaires⁶⁶. »

C'est à quoi l'on aboutit lorsque l'on veut fonder une action sur le mécontentement général : en l'occurrence, il ne fait pas de doute que, si tous ces gens dont la rencontre dans une même organisation ne peut être baptisée d'aucun nom dans aucune langue, avaient triomphé par la violence de l'ennemi qui leur était, pour la circonstance, commun, il ne leur fût plus resté qu'à régler leurs comptes entre eux par le même moyen. C'est le cours habituel des choses et, pour ne citer que les deux cas les plus célèbres, c'est ce qui s'est passé en France en 1789 et en Russie en 1917 : d'un côté il y eut Robespierre, Danton, les Montagnards, les Girondins, le Marais etc., et de l'autre Lénine, Kerenski, les bolchevicks, les menchevicks, les anarchistes, etc.

Indépendamment de ce qu'ils se ravalent au niveau de ceux qu'ils combattent et qu'on ne peut pas triompher d'un adversaire en employant des moyens qu'on réprouve chez lui, ce qui est, à proprement parler, absolument intolérable chez ceux qui, poursuivant la révolution à travers la révolte font de l'emploi de la violence la condition de la réussite, c'est qu'en fin de compte, toute leur brillante stratégie se ramène à persuader de concert deux ou plusieurs factions du peuple, de se fixer rendez-vous dans la rue, les armes à la main, pour s'y étripier mutuellement au nom d'une révolution à laquelle, parce que le mot n'est pas mieux défini que la méthode, chacun apporte le contenu de son choix, comme dans une auberge espagnole ce qu'il y désirerait manger.

Cette singulière révolution ne contient alors plus que la violence, valeur commune à tous ses protagonistes et, à l'extrême limite, un imbroglio de violences contradictoires parmi lesquelles Dieu - dont on sait qu'il est malheureusement toujours du côté des mieux armés - est appelé à reconnaître la bonne.

Il faut donc parler de la violence et de ses rapports, non seulement avec la révolution, mais aussi avec les conflits sociaux plus communs et moins ambitieux.

⁶⁵ : *Op. cit.* p. 260-261. On ne peut manquer d'être frappé par le fait que, ces comités qui empruntent « l'accent, le vocabulaire de la droite traditionnelle » - et aussi sans doute son programme ! - François Fetjö les qualifie quand même... « révolutionnaires » ! Les mots soulignés le sont évidemment par moi. - P.R.

⁶⁶ *Op. cit.* p. 264. Les mots soulignés le sont aussi pas moi. - P.R.

II

J'ai déjà dit que l'étymologie ne permettait absolument pas de faire de la violence le moyen désigné de la révolution. Je dois reconnaître ici qu'elle ne l'exclut pas non plus expressément. On est donc toujours fondé à se demander si la violence ne peut pas être révolutionnaire pour, le cas échéant, la mettre au service de la révolution. Ce qu'on n'a pas le droit de faire, c'est, comme le font couramment à peu près tous les agitateurs professionnels de notre temps, trancher dans un sens parce qu'un autre a tranché avant soi, dans le même, ou parce que cela figure dans un catéchisme. Je n'insisterai pas davantage sur le procédé qui consiste à bâtir ses convictions sur ce que Flaubert appela d'un nom banal mais qui fit fortune : « Les idées reçues ».

Qu'en aucun cas la violence ne puisse être révolutionnaire, un simple syllogisme suffit à le démontrer :

1. La révolution se propose de renverser le cours de l'histoire de telle sorte que l'homme se retrouve un jour affronté aux problèmes des temps modernes dans toutes les autres conditions originelles de sa destinée ;

2. Le cours de l'histoire se définit par une progression sans solution de continuité des sociétés embryonnaires où le pouvoir est anarchique et la violence individuelle, c'est-à-dire voisine de zéro, vers des sociétés de plus en plus fortement structurées où le Pouvoir se renforce sans cesse en se concentrant entre les mains d'un nombre sans cesse plus petit de gens, c'est-à-dire où la violence n'est plus individuelle mais concertée, plus sporadique mais généralisée et codifiée, plus réflexe accidentel mais système philosophique et de gouvernement. Ainsi le cours de l'histoire est-il celui de la violence et va-t-il dans le sens de toujours plus de violence ;

3. Si faire la révolution c'est renverser le cours de l'histoire et si le cours de l'histoire est aussi celui de la violence, faire la révolution c'est renverser le cours de la violence et tout ce qui est violent ne peut pas être révolutionnaire.

« Du passé faisons table rase... », dit *l'Internationale* dans son langage. Le contexte est, malheureusement, un long appel à la violence et à la haine. Pour faire de cette petite phrase la meilleure expression populaire de la révolution et la replacer dans ses perspectives rationnelles, il eût suffi qu'un humoriste se levât et fit remarquer qu'on pouvait très bien débarrasser la table et faire place nette sans casser la vaisselle sur la tête des convives, en précisant que le contraire était plutôt déconseillé par le bon sens...

Cette thèse est évidemment encore très loin d'avoir conquis droit de cité. Il y a pourtant des indices qui sont réconfortants : si je me réfère à ma propre expérience, il m'est impossible de ne pas remarquer que, de 1920, date des grandes grèves qui ont suivi la première guerre mondiale, au 13 mai 1958 en passant par le Front populaire de 1936, les masses populaires sont de moins en moins disposées à descendre dans la rue, et qu'il est de plus en plus difficile de leur faire chanter de bout en bout aussi bien la Marseillaise que l'Internationale. Par contre, au firmament de la pensée, les noms de Tolstoï, de Gandhi et du Romain Rolland d'une certaine période font de plus en plus figure d'étoiles d'une certaine grandeur, et le chef de file actuel des adversai-

res de la violence, leur disciple Lanza del Vasto n'est plus un inconnu pour un nombre déjà très appréciable de gens.

On a tort d'ailleurs de traiter en parents pauvres et de ne citer pour ainsi dire jamais deux adversaires de la violence dont, à aucun plan, les mérites ne sont moindres que ceux de Tolstoï, Gandhi ou Romain Rolland : l'aristocrate allemande Bertha von Süttner et le Hollandais Barthélémy de Ligt.

C'est en effet à l'influence de la première sur Albert Nobel, inventeur de la dynamite, qu'on doit l'institution du prix Nobel de la Paix. On lui doit aussi un roman : *Bas les armes* qui reçut le prix Nobel de Littérature en 1905 et qui est, à mon sens, le chef d'œuvre de tout ce qui a été écrit contre la violence. Il faut dire qu'à l'encontre de Gandhi et de Romain Rolland, Bertha von Süttner était, comme Tolstoï dans la seconde partie de sa vie, inconditionnellement contre la violence.

Barthélémy de Ligt, lui, n'est pas inconditionnellement contre la violence qu'il admet, comme Gandhi et Romain Rolland, dans certains cas. Son œuvre maîtresse n'en a pas moins pour titre : *Pour vaincre sans violence*⁶⁷. Son grand mérite est d'avoir été celui qui a le mieux dissipé le malentendu à la faveur duquel la violence a pu devenir le moyen de la révolution : les révolutionnaires ont cru que pour être forte et pour triompher rapidement, la révolution devait être violente. Or, dans l'esprit de Barthélémy de Ligt, loin d'être l'expression de la force, la violence n'est que celle de la faiblesse et, par excellence, l'arme des faibles.

Mais écoutons-le plutôt dans sa définition des forts :

« ... ne sont forts que ceux qui, ayant de moins en moins besoin de la violence et de la guerre, arrivent finalement à s'en passer. Ne sont forts que ceux qui ont déjà vaincu en eux-mêmes la violence et la guerre, et ont su, dans le domaine politico-économique aussi bien que dans celui de la civilisation en général, se soustraire aux suggestions des pouvoirs officiels. Ne sont forts que ceux qui, participant à une conscience universelle nouvelle, apparaissent inébranlables devant les exigences outrecuidantes de l'État, ce Moloch moderne, et inaccessibles à toute "nationalisation des consciences". Ne sont forts que ceux qui, dans une société basée surtout sur la peur purement animale et la méfiance à l'égard du prochain, se distinguent par une conscience qui recrée l'univers, et par le mépris de toute crainte. Ne sont forts que ceux qui, au lieu d'assujettir les autres, savent se dominer et se gouverner eux-mêmes ; et qui, regardant la vérité en face, ont même le courage de reconnaître carrément les qualités morales des hommes et des phénomènes sociaux qu'ils combattent en principe. » (p. 23-24)

Et, pour qu'il n'y ait aucune équivoque, il prend soin de préciser :

« Quand on parle de guerre (...) on comprend aussi par ce mot "toutes sortes de guerres civiles", "guerres de religion", etc. lesquelles coïncident souvent avec des guerres politiques, économiques et de classes. » (p.30)

Outre qu'elle irait dans le sens de l'histoire et non plus à contresens comme le veut l'étymologie, la révolution qui prétend s'appuyer sur la violence pour être forte, ne s'appuie en réalité que sur la faiblesse, devient de plus en plus violente et de plus en plus faible, tout en s'écartant de plus en plus de ses intentions originelles. Et Barthélémy de Ligt en conclut que, dans tout mouvement social, « plus il y a de violence, moins il y a de révolution » indépendamment du fait que « les prolétaires ne disposent ni d'avions de combat, ni de gaz asphyxiants, ni de rayons électriques, ni de bactéries de guerre » (ni de bombe atomique dirait-il aujourd'hui) pour se battre contre ceux

⁶⁷ Mignolet et Storz, Paris (1935). (...)

qui possèdent tout cela... Mais je n'insiste pas sur cet aspect de son raisonnement qui est purement pragmatique : on a vu ce que la méthode a donné en Hongrie.

Dans les années 1935-36, le livre de Barthélémy de Ligt fit l'objet de discussions assez importantes dans les milieux libertaires et pacifistes : on s'étonna que, tenant un tel langage il laissât la porte ouverte à l'emploi de la violence par le moyen de l'exception qui confirme la règle et se prononçât en faveur de la grève générale, ce qui ne paraissait pas très cohérent. Sur le premier point, il ne répondit pas. Sur le second, après avoir cité en exemple les plébéiens de Rome qui s'étaient retirés sur l'Aventin (493 avant J.C.) et celui des habitants de Tusculum (375 avant J.C.) qui, dit Tite Live, « repoussèrent la vengeance de Rome en lui déclarant une paix obstinée, résultat qu'ils n'eussent pu obtenir par les armes » voici ce qu'il disait :

« ... la grève générale pratiquée tant par des socialistes anglais, scandinaves, français, italiens, ibériens, américains du Nord et du Sud et préconisée, depuis le début du siècle, par les néo-marxistes comme un moyen de lutte typiquement prolétarien est, par essence, un mode d'action étranger aux méthodes violentes traditionnelles. Sans doute, la propagande par la grève générale telle qu'elle a été faite dans les milieux révolutionnaires européens, américains, etc., ne visait pas une non-violence intégrale. Maints adhérents de cette tactique déclarèrent même carrément qu'elle était inimaginable sans un certain degré de violence. Cependant (...) elle rend inutile toute effusion de sang du côté des travailleurs et abolit pour eux tout risque de défaite ; les temps des barricades sont passés et ce serait absurde de continuer les erreurs du passé, alors que la classe ouvrière dispose à présent d'un moyen de lutte plus efficace... (en 1901) le Comité de propagande pour la grève générale, élu par le Congrès de Lyon, termina son manifeste par cet appel : "Camarades ! il est indispensable que nous sortions du domaine théorique où nous sommes confinés pour entrer résolument dans l'action. La grève générale, arme pacifique, sera le seul moyen efficace à opposer à nos adversaires de classe." » (pp. 110-111)

La grève générale est, en effet, un moyen de lutte pacifique et, sous le nom de « désobéissance passive » Gandhi en a tiré le maximum aux Indes. Elle est aujourd'hui un peu tombée en désuétude : c'est une erreur - une erreur d'autant plus grande que, dans la forme de la grève générale gestionnaire récemment mise en avant par quelques syndicalistes avertis, son efficacité n'est même plus discutable. Mais, objectent les adversaires de la théorie, si ceux contre qui est dirigée la grève générale répondent pas la violence ? Je n'y crois pas : les Anglais n'ont pas plus tiré sur les foules qui suivaient Gandhi que les soldats romains n'ont passé les habitants de Tusculum par le fil de l'épée. Et on ne peut pas mettre tout le monde en prison. De toutes façons, même si, par extraordinaire, cela se produisait - il faut aussi faire la réserve de l'exception - la violence ne viendrait pas du côté de la révolution ou de la révolte, selon qu'il s'agit de l'une ou de l'autre. Et, de l'exemple, l'idée sortirait considérablement renforcée.

Du Français Anselme Bellegarrigue⁶⁸ à Lanza del Vasto, en passant par l'Allemand d'origine écossaise John Henry Mackay, l'Irlandais Benjamin Tucker, l'Anglais William Morris, la sociologue hollandaise Clara Meijer-Wichmann, Henriette Roland-Holst, la Française Simone Weil, etc. les bons esprits sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le pense qui ont fait, soit du « non-concours », soit de la « non-violence » soit de la « désobéissance passive » l'arme par excellence de la révolution et des luttes so-

⁶⁸ Un des premiers anarchistes français. Théoricien du « non-concours » (désobéissance passive). Publia en 1848 *Le Manifeste de l'Anarchie* dans son journal qu'il intitulait *Le journal de l'Ordre* et dont le thème central était que l'anarchie c'était l'ordre. En octobre 1955, *Les Cahiers de Contre-Courant* ont republié *Le Manifeste de l'Anarchie* de Bellegarrigue.

ciales sous des noms différents désignant la même méthode : on a tort de ne pas aller, de temps à autre, déposer quelques fleurs sur les tombes de ces combattants inconnus dont il ne fait pas de doute qu'ils seront un jour reconnus comme ayant été les plus clairvoyants.

Ce qui m'a toujours le plus étonné de la part des sectateurs de la violence, c'est qu'ils n'aient jamais compris que, chaque moyen d'action ayant son but propre, en quelque sorte immanent, il n'était pas possible de mettre indifféremment n'importe quel moyen au service de n'importe quelle cause : le poison est fait pour empoisonner, la plume pour écrire et, le jour où l'écrivain aura l'idée de se servir du poison... Il y a une dictature des moyens qui toujours finissent par imposer à ceux qui les emploient le seul accomplissement de la mission pour laquelle ils ont été conçus. Cela est si vrai que, la mission immanente à la violence étant de détruire, après un peu plus d'un siècle de pratique codifiée, ce qui ressort de tous les discours des prêcheurs de révolution par la violence, c'est seulement qu'il faut détruire le régime capitaliste et qu'après, on verra bien ce qu'on fera.

Là-dessus, Kropotkine peut écrire :

« Aucune lutte ne peut avoir de succès, si elle reste inconsciente, si elle ne se rend pas un compte concret, réel, de son but. Aucune destruction de ce qui existe n'est possible sans que, déjà pendant la période de destruction, on ne se représente mentalement ce qui va prendre la place de ce que l'on veut détruire. On ne peut même pas faire une critique théorique de ce qui existe sans dessiner déjà dans l'esprit une image plus ou moins nette : la conception du mieux-être se dessine toujours dans l'esprit de quiconque fait la critique des institutions existantes. C'est d'autant plus le cas pour l'homme d'action. Dire aux hommes : "Détruisons d'abord le capitalisme, ou bien l'autocratie, et nous verrons après ce que nous allons mettre à leur place", c'est tout bonnement se tromper soi-même et tromper les autres. Mais jamais on ne crée une force par la tromperie. » (*De la Révolution et de l'Anarchie.*)

Ou encore :

« Tandis que, chez la bourgeoisie instruite, les idées d'affranchissement se traduisaient par tout un programme d'organisation politique et économique, on ne présentait au peuple que sous la forme de vagues aspirations les idées d'affranchissement et de réorganisation économique. Ceux qui parlaient au peuple ne cherchaient pas à définir la forme concrète sous laquelle ces desiderata, ces négations pourraient se manifester. On croirait même qu'ils évitaient de préciser. Sciemment ou non, ils semblaient dire : "A quoi bon parler au peuple de la manière dont il s'organisera plus tard. Cela refroidirait son énergie révolutionnaire. Qu'il ait seulement la force de l'attaque pour marcher à l'assaut des vieilles institutions. Plus tard, on verra comment s'arranger." »

« Combien de socialistes et d'anarchistes procèdent encore de la même façon ! Impatients d'accélérer le jour de la révolte, ils traitent de théories endormantes toute tentative de jeter quelque jour sur ce que la révolution devra chercher à introduire. » (*De la grande révolution.*)

Ou enfin :

« Mais ce n'est pas assez de démolir. Il faut savoir bâtir, et c'est faute d'y avoir pensé que le peuple fut toujours leurré dans toutes ses révolutions. Après avoir démoli, il abandonnait le soin de reconstruire aux bourgeois, qui eux, possédaient une conception plus ou moins nette de ce qu'ils voulaient, et qui reconstituaient alors l'autorité en leur faveur. » (*L'anarchie, sa philosophie, son idéal.*)

Tout cela, qui est profondément vrai, ne sert malheureusement de rien si l'on ne prend pas conscience qu'on en est arrivé là uniquement parce que les révolutionnaires mis en cause par Kropotkine étaient des partisans de la violence et que la violence s'est, progressivement et à leur insu, imposée à eux avec le but qui lui est propre, et qui, on ne le répétera jamais assez, est de détruire et de détruire seulement. Or, le but de la révolution est de construire.

De ses constatations, Kropotkine n'a pas tiré cette conclusion : il était, il est vrai, un prédicateur de la révolution par la révolte. Il ne la concevait pas sans violence et, on le voit, la violence aveugle jusqu'aux meilleurs.

III

La descente dans la rue ou révolution des barricades par quoi se traduit en somme la révolution par la violence, se justifie aux yeux d'elle-même au moyen d'un raisonnement par analogie qui se ramène à deux propositions :

1. En 1789, une action populaire de cette sorte a porté la bourgeoisie au Pouvoir politique en France et lui a permis de modifier les structures économiques et sociales dans un sens conforme à ses vues ;

2. Une action populaire semblable y pourrait de même porter le prolétariat et ainsi, le mettre en mesure d'en faire autant pour son propre compte.

Comme tous les raisonnements par analogie, celui-ci est un peu simpliste. D'abord, il n'est pas vrai qu'en 1789 la bourgeoisie ait été portée au Pouvoir politique en France par l'action populaire dans la rue, et que ce soit à partir de là que les structures économiques et sociales aient commencé à changer dans le sens de ses désirs : ce qui a irrévocablement désigné les bourgeois de 1789 comme candidats à l'exercice du Pouvoir politique, c'est la longue suite des transformations qui, des conséquences des Croisades à celle des découvertes scientifiques, du XVIII^e siècle, en passant par celles de la découverte de l'Amérique, ont été autant de coups portés dans les structures de la Féodalité qui ont fini par s'effondrer. Dire que la transformation des structures qui a caractérisé cet effondrement a été le fait de la bourgeoisie portée au Pouvoir politique par l'action populaire ne résiste pas à l'examen : les choses se sont précisément passées dans l'ordre inverse, l'action populaire n'étant intervenue qu'après l'effondrement.

On peut certes soutenir que, propriétaires *de facto* de la presque totalité de la richesse nationale, les bourgeois de 1789 qui voulaient aussi l'être *de jure* pour l'administrer eux-mêmes à leur gré et surtout pour avoir la garantie de la conserver, se sont servis de l'action populaire comme moyen de pression sur les classes privilégiées. Cela ne fait pas de doute. Mais l'action populaire dans la rue n'est intervenue que pour faire consacrer un état de fait par la loi, non pour le créer. Elle n'a d'ailleurs été possible et efficace que parce que cet état de fait avait été préalablement créé par d'autres moyens.

Il y a beaucoup à dire sur l'action populaire dans la rue : en y rapportant à peu près tout ce qui existe, on a basement flagorné le peuple, pour obtenir son concours. Depuis Marx, peu de gens ont osé reconnaître que l'invention du levier, du collier de trait, du moulin à eau, de la machine à vapeur, de l'électricité et du moteur à explosion, les découvertes de l'hydro et de l'aérostatique, de l'Amérique et des autres continents, l'exploration des sols et du fond des mers, etc., toutes choses à penser aujourd'hui en termes d'énergie nucléaire, - voire solaire et d'automation, - qui se sont produites à l'écart de l'action populaire et souvent contre elle, ont bien plus qu'elle amélioré le niveau et les conditions générales de vie des peuples. Mon opinion est qu'on peut, certes, parler des conquêtes de l'action populaire dans la rue mais à la condition de les inscrire honnêtement dans une succession de conjonctures qui, au

long du temps, ont été créées au niveau de la pensée et du perfectionnement des techniques par des hommes de laboratoire, et de déclarer sans ambiguïté que, sans eux, elles n'eussent jamais été possibles.

Il y a eu les descentes dans la rue de 1789, 1830, 1848 et 1871 en France, mais c'est la découverte de l'Amérique, la marmite de Papin, l'électricité et le gaz d'éclairage qui ont rendu caduques, puis ont fait éclater les structures de la Féodalité. Il y eut les martyrs de Chicago, une longue théorie de premiers mai sanglants, des grèves et des manifestations en tous genres, mais c'est le métier à tisser, le pétrole et le moteur à explosion qui ont rendu possibles la loi de huit heures, la semaine de quarante - d'ailleurs toujours à l'état de théories ! - et les congés payés. Il y aura encore des descentes dans la rue, des grèves et des manifestations en tous genres, mais l'avènement de l'économie distributive qui est à l'ordre du jour sera l'œuvre d'Einstein qui découvrit $E = mc^2$, et des savants des secteurs de l'électronique et de l'automation.

C'est donc une règle générale qu'en matière de structures économiques et sociales, l'action populaire n'intervient jamais qu'après coup, son objet étant seulement d'en obtenir le bénéfice. Qui ne voit que, le thème central de la révolution par la violence étant une action populaire déclenchée dans la rue à partir du mécontentement provoqué par des conditions matérielles de vie, il n'en peut être autrement, - ne serait-ce que, parce qu'en aucun cas cette action ne peut être associée à l'effort créateur des penseurs, des artistes, des techniciens et des savants qui se poursuit dans les laboratoires, non dans la rue et lui donne ses chances d'efficacité ? Et qui ne voit, d'autre part, que l'amélioration des conditions matérielles de vie n'est pas un but révolutionnaire ?

Il n'est que de constater qu'au long du temps ces conditions n'ont cessé d'aller en s'améliorant sans que, pour autant, l'histoire cesse d'aller dans le même sens. Qu'on ôte, d'ailleurs, l'effort des penseurs, des artistes, des techniciens et des savants : il n'y a plus alors d'action populaire dans la rue qui puisse avoir la moindre chance de succès. Ajouterai-je que, dans beaucoup de pays, notamment en Suède, en Angleterre et en Allemagne, il n'a, dans la plupart des cas, pas été besoin d'y avoir recours pour que fût acquise au peuple à un niveau qu'apparemment il a jugé satisfaisant, l'amélioration des conditions matérielles de vie consécutive aux efforts des penseurs, des artistes, des techniciens et des savants ? Et que, dans ces pays où le Pouvoir est moins centralisé donc moins pesant, où la coopération occupe une place importante, les structures économiques et sociales se trouvent en définitive bien plus axées dans le sens de la révolution que, par exemple, en France, où ses prédicateurs font, plus que partout ailleurs, de l'action populaire dans la rue, la condition de tout ?

Non, en matière de révolution, de quelque façon qu'on aborde le problème, l'action populaire dans la rue n'est guère plus, en somme, que les cocoricos de ce Chantecler qui leur attribuait le pouvoir de faire lever le soleil ou, au mieux, quelque chose que ressemble étrangement à la célèbre invention des Carabiniers d'Offenbach. Si l'on veut bien considérer qu'au surplus, elle est la voie par laquelle la violence s'introduit comme par effraction dans la révolution...

Mais il y a plus.

Si je ne crois pas que le peuple soit descendu dans la rue pour y faire la révolution, je ne crois pas davantage qu'il y soit jamais non plus, descendu spontanément. Sur la première partie de la proposition, j'ai déjà dit que le mécontentement populaire ne débouchait que sur la révolte dont les ambitions ne visent pas plus haut que l'amélioration des conditions de vie, indépendamment des structures politiques, économiques ou sociales et du sens de l'histoire. Sur la seconde, voici : chaque fois que je me suis penché sur une explosion populaire de mécontentement, j'ai toujours trouvé, sans que jamais aucune exception ne vienne infirmer la règle, que l'étincelle y avait été mise par des gens qui n'avaient rien de commun avec le peuple et pour des rai-

sons qui n'étaient pas les siennes. J'ai déjà cité l'exemple des bourgeois de 1789. Il y en a un autre auquel on se réfère souvent : les Jacqueries.

Il est de bon ton d'expliquer aux masses que les Jacques n'ont obtenu les libertés communales qu'au prix d'une action dont le succès fut assuré par sa violence. C'est vrai - hélas ! - mais seulement dans l'absolu et il suffit de replacer l'événement dans son contexte historique pour se convaincre qu'il ne peut pas servir d'exemple à la révolution. On ne tarde pas alors à s'apercevoir, en effet, que le Pouvoir royal et l'Église se sont appuyés sur le mécontentement des Jacques, les ont soutenus, aidés, voire lancés contre les châteaux pour en vassaliser les propriétaires. Il n'y a pas eu de Jacquerie dirigée contre les seigneurs de l'Ile-de-France investis du Pouvoir royal (sacrés) par l'Église. Partout ailleurs, il y eut toujours, au côté des Jacques, contre le « mauvais seigneur », son voisin « le bon seigneur » (sous-entendu : qui avait rendu hommage de vassalité) ou un évêque ou le roi lui-même. S'il y eut des Jacqueries dirigées contre des évêques ou des monastères, ce ne fut que par exception et avec l'assentiment, voire l'aide, de la hiérarchie politico-ecclésiastique. Masse de manœuvre entre les mains de la royauté et de l'Église, tels ont donc été surtout les Jacques. Cela est si vrai que, dans la suite, les libertés communales qui leur avaient été octroyées comme prix de leur concours, leur ont été petit à petit reprises par le Pouvoir royal et les féodaux vassalisés mais réconciliés. Et si l'on veut à toute force qu'il y ait quelque analogie entre les Jacqueries et les événements de 1789, il la faut seulement voir dans le fait que les Sans-culottes ont de même été, entre les mains des bourgeois, une masse de manœuvre contre le Pouvoir royal et les classes privilégiées.

On pourrait multiplier les exemples : la guerre des paysans en Allemagne, les Trois glorieuses de 1830, les journées de février puis de juin 1848, etc. Mais à quoi bon ? L'évidence crève les yeux : c'est la vocation naturelle de l'action populaire dans la rue que d'être, sous tous les régimes, déclenchée par une faction contre une autre et utilisée à des fins qui n'ont absolument rien de commun avec les siennes propres.

Est-ce à dire que la révolution doit renoncer à l'action populaire ? Le lecteur a sûrement déjà compris que ce que j'ai voulu démontrer, c'est seulement qu'il faut donner à cette action une autre forme que la violence, donc un autre théâtre que la rue.

Et que cette entreprise nécessite la promotion préalable d'une culture révolutionnaire accordée sur l'effort des penseurs, des artistes, des techniciens, des savants.

IV

A l'origine de toute culture, il y a la recherche d'une tradition. Ainsi les humanistes et les encyclopédistes naquirent-ils de l'obstination du moyen-âge, puis du XVIII^e siècle, à retrouver les civilisations antiques. Si donc on replace la révolution dans son sens littéral, parler de « culture révolutionnaire » est rien moins qu'un pléonasmisme. En parler après plus de cent années de vulgarisation et de pratique du marxisme c'est-à-dire dans une ambiance où ce marxisme est considéré comme le plus brillant et le plus substantiel de tous les apports de l'histoire à la révolution, voire comme l'expression absolue de la révolution elle-même, fait d'autre part penser à don Quichotte partant en guerre contre les moulins à vent.

Il me faut ici faire encore une parenthèse à propos du marxisme : au regard de l'histoire, un peu plus de cent années, c'est malgré tout, un recul insuffisant pour permettre de porter sur lui un jugement équitable. On sait déjà, notamment grâce aux écrits de Maximilien Rubel, Michel Collinet, Lucien Laurat et Millovan Djilas, qu'il y eut au moins trois Marx : celui des écrits de jeunesse et de la Gazette rhénane, homme relativement libéral et libertaire dans ses conceptions socialistes, attaché surtout à donner du muscle au Parti radical allemand ; le dogmatique de *La misère de la philosophie* de M. Proudhon, du *Manifeste communiste*, du *18 Brumaire de Louis-Naparte* et de *l'Adresse inaugurale de la 1^{re} Internationale*, période qui s'étend de la brouille avec Proudhon à la brouille avec Bakounine ; enfin l'auteur du *Capital* et de *l'Histoire des doctrines économiques et sociales*, retiré de la vie militante, qui médite sur son expérience et dont les jugements beaucoup moins tranchants comportent certains désaveux. Parallèlement, Friedrich Engels évoluait de *La situation des classes laborieuses en Angleterre* (1844) et *La guerre des Paysans en Allemagne* (1850) pendant des écrits de la période dogmatique de Marx, à la dernière *Préface au Manifeste communiste* (mai 1890) et à *Socialisme utopique et socialisme scientifique* qui jettent beaucoup de regards désabusés sur leur expérience commune et les démentis qui leur ont été infligés par les faits.

Le Marx qui a été vulgarisé et que donc l'on connaît surtout, c'est le Marx de la seconde période : l'homme d'action, le militant passionné qui crée sur la brèche et au hasard des circonstances les moyens de son combat et les subordonne au but qu'il poursuit, qui est amené à procéder par système parce que le système simplifie et par slogan parce que le slogan est le moyen du système, etc. On ne remarquera pas sans profit que le matérialisme historique dont Marx a déduit la théorie de la lutte des classes, et la dialectique qui le justifie sont nés dans cette période. L'histoire retiendra sûrement que *Le Capital* est une analyse correcte des mécanismes sociaux du temps de Marx, si même elle porte déjà condamnation des conclusions qu'il en a tirées sur leurs effets ultérieurs quant à l'évolution des sociétés. Parce qu'il n'est pas la recherche d'une tradition, en aucun cas elle n'en fera le point de départ d'une culture. Elle retiendra aussi que le matérialisme historique était une idée à mettre au point et que Marx en a fait une utilisation abusive notamment dans le sens du déterminisme social. Mais la lutte des classes ne retiendra pas longtemps son attention : l'heure est proche où l'histoire en fera le bréviaire de la violence, la codification de l'utilisation de l'ac-

tion populaire dans la rue et le catéchisme des factions. Ce catéchisme, Marx ne l'a d'ailleurs pas inventé : l'appel au peuple était déjà la règle des factions dans les cités de la Grèce antique et Marc-Antoine l'utilisa brillamment contre César. On a vu que le Pouvoir royal et l'Église l'avaient non moins brillamment utilisé contre les féodaux. Necker⁶⁹ y a eu recours contre Louis XIV. Plus récemment le banquier Jacob Schiff s'utilisa contre le tsarisme par le truchement du bolchevisme. Il n'est pas jusqu'aux pétroliers américains qui n'aient ameuté le peuple espagnol contre Primo de Rivera et, en quelque sorte, téléguidé l'accession de Franco au Pouvoir⁷⁰ comme Deterding y a téléguidé Hitler en Allemagne et les marchands de sucre Fidel Castro à Cuba.

Au temps de Marx, il s'agissait encore de factions bourgeoises en lutte pour le Pouvoir et, à toutes, Marx opposait le « prolétariat ». Aujourd'hui, les factions sont nées dans le peuple et entrées dans le jeu : déjà les épiciers en appellent au peuple contre les fonctionnaires. Et, d'un autre côté, ce n'est un secret pour personne que bien des mouvements de grève dont l'Europe occidentale a été théâtre depuis quarante ans ont été téléguidés de Moscou pour des raisons qui n'avaient rien de révolutionnaire. En ce sens, non seulement le marxisme ne s'est pas cherché une tradition mais encore il s'est inscrit dans une autre qui est celle du jeu des factions appuyé sur le mécontentement populaire. Un apport à la révolte, peut-être, à la révolution, sûrement pas.

Sous les coups qui lui sont portés par les faits, la théorie s'effondre. Il reste la dialectique : plus académique que MM. Sartre et Merleau-Ponty, l'histoire ne dira peut-être pas que c'est une « fadaise » mais elle ne modifiera pas leur jugement sur le fond. Alors, c'en sera fini de la force identifiée avec la violence et de la révolte, de l'émeute ou de l'insurrection identifiées avec la révolution.

Ce n'est qu'une question de temps. Mais c'est une question de temps : en tout, la prise de conscience est un phénomène très lent et d'autant plus lent qu'il s'agit de l'homme collectif dont toutes les études sur la psychologie des foules nous disent que son âge mental et ses facultés interprétatives sont en raison inverse de l'importance de la collectivité dans laquelle il vit.

De tous temps, les penseurs, les artistes, les techniciens et les savants ont été des hommes qui ont réussi à s'abstraire de leur milieu social : des hommes seuls.

Il est très difficile de s'abstraire d'un milieu social et je n'en veux pour preuves que les prises de conscience de quelques-uns de ces hommes seuls dont le témoignage est parvenu jusqu'à nous : pour audacieuses qu'elles paraissent souvent, elles n'en sont pas moins limitées. A lire la *République* ou la *Politique*, il ne semble pas que Socrate et Aristote aient rêvé de sociétés fondamentalement différentes de celle de leur temps. Je ne crois pas, d'autre part, que Pierre l'Hermite prêchant la première croisade, Christophe Colomb à la recherche des Indes, les inventeurs du collier de trait et du moulin à eau, Newton et ses pommes, Gallilée, son pendule et sa lunette, Denis Papin et sa marmite, etc. aient eu conscience qu'ils ébranlaient les structures économiques et sociales de la Féodalité. Et pas davantage que le pharmacien qui a découvert les applications du pétrole, les inventeurs du moteur à explosion, de l'automobile et de l'avion, ceux de la désintégration de l'atome et de l'automatisation, etc. se rendaient

⁶⁹ On sait depuis Albert Mathiez, le rôle joué par Necker dans les événements de 1789 en France. Débarqué à Paris sans un sou, ce Suisse avait, en quelques années, - grâce au mariage d'argent de sa soeur - acquis une fortune considérable et réussi à se faire nommer Directeur du Trésor royal, poste qu'il occupa de 1777 à 1781. Evincé en 1781, il se vengea en faisant appel à l'opinion publique que, par de nombreux libelles, il dressa contre le Pouvoir royal. Rappelé en 1788, il cessa ce genre d'activités, mais, dans l'opinion publique, l'élan était donné. Les lettres de sa fille, M^{me} de Staël, nous apprennent qu'il eût souvent peur du mouvement qu'il n'avait pas peu contribué à mettre en branle.

⁷⁰ Lire à ce sujet *La guerre froide du pétrole* de Pierre Fontaine, Paris, Seghers, 1956.

compte qu'ils ébranlaient celles du système hérité des événements de 1789 et de 1848.

Les prises de conscience ne sont venues qu'en présence des conséquences et longtemps après. Encore n'ont-elles pas souvent été le résultat de relations correctement établies entre les effets et les causes, le cas des humanistes et des encyclopédistes est, à ce sujet, typique. C'est que, si les chercheurs en tous genres n'ont généralement pas conscience de la portée sociale de leurs inventions et découvertes, la masse ne se rend compte qu'à la longue aussi, des effets de leur intégration dans les structures de la production et des échanges. Qui a déjà une notion claire des changements qui ont été apportés à ces structures par les inventions et les découvertes faites depuis le temps de Marx ?

Et cependant, la société dans laquelle nous vivons aujourd'hui n'est pas comme celle du temps de Marx, divisée en deux classes nettement tranchées et irréductiblement opposées : ceux qui possèdent d'un côté, ceux qui ne possèdent pas de l'autre, les bourgeois et les prolétaires. Entre les deux, une espèce sociale est née, faite de bourgeois appauvris et de prolétaires enrichis qui prolifèrent sous les effets conjugués de la société anonyme et du système de distribution. Comme le bourgeois authentique, le prolétaire, au sens littéral du mot, est en voie de disparition : en un siècle, la classe ouvrière a été entièrement renouvelée par la campagne techniquement et économiquement surpeuplée qui est son bassin naturel d'alimentation. Encore une génération et, en province au moins, il n'y aura plus d'ouvriers qui ne soient, à la campagne, copropriétaires avec un frère ou une sœur, d'un héritage qui leur vient de leurs parents. Il n'y a déjà plus à la campagne de paysan qui n'ait à la ville une sœur mariée avec un gendarme ou un militaire, un frère employé ou fonctionnaire et quelquefois tout cela ensemble à qui il paie des fermages.

Cet état de fait, les propagandistes de l'idée de Révolution l'ignorent généralement ou en sous-estiment la portée comme ils ignorent tout aussi généralement et sous-estiment la portée des étonnants progrès scientifiques enregistrés dans les laboratoires.

Il y a là, n'en doutons pas, une transformation qui a correspondu à une amélioration considérable du niveau matériel de vie, qui s'est accomplie sans émeutes et qui crée, dans des structures en grande partie nouvelles, des rapports de production et de consommation différents, un état d'esprit nouveau essentiellement caractérisé, de bas en haut de l'échelle sociale, par la substitution d'une infinité de catégories aux anciennes classes.

Ne nous y trompons pas non plus : n'ayant rien de commun avec les barrières de classes, les barrières de catégories imposent, si nous ne voulons pas rester étrangers à ce qui viendra ensuite, une terminologie nouvelle qui se doit substituer à l'ancienne aujourd'hui périmée en ce qu'elle ne recoupe plus les réalités matérielles et ne les peut plus traduire. En d'autres termes ce qu'elles mettent en évidence, c'est l'homme à travers la catégorie et non plus la classe - un homme qui n'était peut-être (?) pas le même dans toutes les classes mais qui l'est à coup sûr dans toutes les catégories.

Ainsi sont mortes aussi quelques-unes des propositions accessoires du marxisme et notamment celles qui postulaient la « conscience » voire « l'instinct » de classe. Comme le clan, la tribu et la caste, la classe est un phénomène accidentel de l'histoire. Or, on ne bâtit pas une théorie sur un accident, autant dire sur une exception. Pour avoir bravé la règle, le marxisme n'a pas résisté au temps.

Mais j'ai dit qu'à l'origine de toute culture, il y avait la recherche d'une tradition et il est bien évident que, si nécessaire soit-elle, n'importe quelle critique du marxisme ne saurait tenir lieu de cette recherche en ce qui concerne la culture révolutionnaire à promouvoir.

On me permettra donc de rappeler un fait dont je suis étonné qu'il n'ait pas davantage retenu l'attention des sociologues et singulièrement des sociologues révolutionnaires : le célèbre retrait de la plèbe romaine sur l'Aventin.

En 493 av. J.C., les plébéiens, petits paysans libres mais très pauvres et exclus de tous les emplois et de toutes les charges, étaient plus exploités que jamais ils ne l'avaient été, par les patriciens, gros paysans qui avaient accaparé la presque totalité des terres et occupaient toutes les fonctions publiques. Les patriciens en étaient arrivés à les obliger à s'équiper à leurs propres frais pour la guerre. A partir de là, pour tous les plébéiens, le destin se définissait ainsi : emprunter aux patriciens pour s'équiper et entretenir leur famille, donner le peu de terre qu'ils possédaient en remboursement de la dette contractée. Et, quand ils n'avaient plus rien pour rembourser, c'était l'incarcération, voire la chute dans l'esclavage. Un jour, poussés à bout, tous les plébéiens de Rome se rassemblèrent et, raconte Tite-Live, partirent dans un ordre exemplaire, en direction du Mont-Sacré et du Mont Aventin⁷¹ pour y créer une société plus conforme à leur sens de la justice.

L'affaire n'eut pas de suites révolutionnaires : Tite-Live (11-32) nous dit que, d'une part, la société dont les plébéiens avaient jeté les premières bases ne différait pas sensiblement de celle qu'ils avaient quittée, de l'autre que le Patriciat romain leur envoya le consul Menenius Agrippa qui ébranla la multitude en lui racontant la fable « les membres et l'estomac » et réussit à ramener tout le monde à Rome, sur promesse d'une annulation générale des dettes et d'une redistribution des terres. Tite-Live nous dit encore que la plèbe obtint ainsi des avantages économiques et politiques considérables.

Je souligne : sans désordre, ni violence.

C'était une révolte ? Bien sûr. Mais que les plébéiens fussent seulement partis sur le Mont Sacré et sur l'Aventin avec la ferme intention d'y créer une société communautaire dont le principe fondamental eût été l'égalité absolue de tous ses membres : ils n'eussent alors pas cédé à l'éloquence de Menenius Agrippa et c'était une révolution. Sans davantage de violence puisque le Patriacat romain n'avait plus de soldats...

Les plébéiens du Mont Sacré et de l'Aventin n'ont pas fait école : dans les milieux politiques on parle encore souvent de « se retirer sur l'Aventin » mais c'est dans le sens que les Anglais donnent à leur célèbre « *Wait and see* », ce qui prouve qu'il y a, là aussi, beaucoup à redresser.

L'histoire offre tout de même, si rares qu'ils soient, quelques exemples d'hommes et de groupes d'hommes qui peuvent être considérés comme s'étant retirés sur l'Aventin dans l'intention d'y créer des sociétés révolutionnaires et de ne pas réintégrer Rome : Robert Owen, Keir Hardie et les pionniers de Rochdale, Cabet et ses expériences « icariennes », les St-Simoniens, les Fourriéristes, Proudhon et le mutualisme, le grand mouvement coopérateur de la fin du XIX^e siècle et du commencement du XX^e, la verrerie d'Albi, le familistère de Guise, toutes ces petites communautés anarchistes ou anarchisantes dont Émile Armand fit un jour le recensement, Charles Gide, etc. Il s'en faudrait de peu qu'à cette liste, on pût ajouter le mouvement sioniste international⁷².

⁷¹ Les hommes en armes sur le Mont-Sacré, les reste de la plèbe sur l'Aventin.

⁷² A l'origine, le mouvement sioniste international voulait rassembler tous les juifs du monde en Palestine pour y créer un État dont le principe fondamental devait être le Kibouts (coopérative de production et de consommation) la propriété individuelle y étant abolie au profit de la propriété collective. Économiquement l'idée ne tenait pas : dans le monde il y a environ 16 millions de juifs et la Palestine n'a qu'une superficie de 20.000 km², ce qui aurait donné environ 650 h. au km² sur un pays qui n'en pourra jamais nourrir seulement 50. Dans la pratique, l'État d'Israël existe aujourd'hui et son principe fondamental est la propriété individuelle, les kiboutz n'y représentant que 5 % de l'économie avec interdiction d'en créer de nouveaux. Il

Si tant est que l'on puisse parler de système à ce propos, on connaît celui de Robert Owen...⁷³ Cet apprenti filateur anglais (1771-1858) était un autodidacte. Son intelligence lui attira l'affection de ses patrons et l'estime de leurs concurrents. L'un d'eux lui donna sa fille en mariage et il prit la direction d'une importante filature à New-Lanark. Alors, avec la manufacture, les ouvriers et la clientèle, il se retira sur l'Aventin de la vie économique et sociale anglaise : il y pratiqua le système qu'il avait imaginé et qui lui valut la célébrité en ce qu'il constituait la première application connue des sociétés coopératives de production et de consommation. Il créa même des écoles pour instruire le peuple et le mettre en mesure de gérer lui-même ce genre d'entreprises. Sous son impulsion, des communautés naquirent un peu partout en Angleterre et même à l'étranger : une des plus connues est celle qui se fonda au Brésil en 1826 sous le nom de « New Harmony ». Finalement, le mouvement échoua : il eut contre lui le patronat anglais qui lui fit des difficultés sur le plan de la concurrence ; le système politique anglais dont la législation lui était défavorable ; et enfin - ô paradoxe ! - le mouvement chartiste anglais à l'origine duquel il était, qui trouva que faire des coopératives demandait beaucoup trop de temps pour transformer la société, que la classe ouvrière n'avait pas le temps d'attendre, etc. et qui, pour aller plus vite, orienta l'action populaire sur le terrain politique en lui donnant la forme de la descente dans la rue.

On ne dira rien de ceux qui, dans la suite, se sont inspirés de l'exemple de Robert Owen. aux Équitables pionniers de Rochdale, on doit le fait que l'Angleterre soit, malgré tout, de nos jours encore, à la pointe du mouvement coopératif international. Cabet, son disciple français, attribua l'échec de Robert Owen au milieu social hostile dans lequel il avait fait son expérience : il partit donc dans un pays neuf, au Texas, puis en Illinois, pour le recommencer et, soit impréparation, soit manque de moyens, soit aussi quelques-unes de ses vues qui étaient fantaisistes, échoua de même. Quant aux Saint-Simoniens, aux Fourieristes et aux anarchistes, si leurs vues générales se sont parfois exprimées dans des textes dignes de l'anthologie, au stade de l'application, ils furent à peu près tous des fantaisistes. Il reste Proudhon qui introduisit le Principe fédératif dans le système de Robert Owen : on ne dira et on ne répétera jamais assez qu'il ouvrit ainsi toutes grandes sur l'avenir, les fenêtres de la révolution authentique, si l'on veut conserver au mot son sens littéral.

En vertu de quoi, je suis pour la révolution par le retrait du peuple sur l'Aventin pourvu qu'il y aille créer des coopératives de production et de consommation. La culture révolutionnaire ne peut être que la reprise, la mise au point et la vulgarisation de ce projet dont elle fera le centre de gravité d'un nouvel humanisme.

reste trois objections : a) le mouvement sioniste est un mouvement ségrégatif en ce qu'il ne fait appel qu'aux juifs ; b) la réalisation de l'idée supposait au départ l'éviction des Arabes donc la guerre ; c) si tous les juifs du monde vont en Palestine, la question de l'espace vital - le *Lebensraum* de Hitler - se posera pour eux (elle s'est déjà posée puisque les 10.000 km² qui leur avaient été accordés par l'O.N.U. en 1948 étant insuffisants, ils ont déjà annexé d'autorité le Negev (soit 10.000 autres km²). Mais si, au lieu d'être ségrégatif et racial, le sionisme avait fait appel à tous les hommes de bonne volonté dans la limite des possibilités d'intégration de la Palestine (ou d'un autre pays) et s'il était resté sur ses intentions de donner le kiboutz comme principe fondamental à la société qu'il se proposait de créer, il y avait là aussi une authentique révolution. Et si l'on en juge par les moyens qui ont été mis en oeuvre depuis 1945, une révolution qui n'avait aucune chance de ne pas réussir.

⁷³ Il ne parlait pas, lui-même, de ses conceptions comme d'un « système », d'une « doctrine », ou d'une « théorie », mais de ses « vues ». Ces vues, il les a résumées dans un ouvrage paru en Angleterre en 1816 sous le titre *New view of society*. On sacrifiera avec profit quelques instants à l'étude que lui a consacrée Maurice Dommanget dans la collection « Les grands réformateurs socialistes » (Sudel, 1956).

V

J'entends la dernière objection : ce sera long et c'est du réformisme.

Par hostilité à ce réformisme, le marxisme a décrété qu'il n'y avait aucune transformation possible de la société dans le sens de la révolution sans la prise préalable du pouvoir politique. Mais, en même temps, il postulait que dans toutes les sociétés, le pouvoir politique est le reflet des structures économiques. D'où il faut conclure que la transformation préalable des structures économiques dans le sens de la révolution est la condition d'un pouvoir politique révolutionnaire. Même cette contradiction ne lui est pas apparue.

L'action populaire ne peut, d'autre part, avoir la prise du pouvoir politique pour objet que dans des conditions exceptionnelles : guerre (Russie 1917), crise économique aigüe (Italie 1922, Allemagne 1933, Cuba 1959) etc. Elle suppose toujours l'accord de l'armée et de la police. Il est par exemple impensable que, dans la Hongrie de 1956 ou la France du 13 mai 1958, l'action populaire ait pu avoir la moindre chance de succès contre les tanks russes dans le premier cas ou l'armée française dans le second. Relativement à la prise de pouvoir politique - dont on fait, contre tout bon sens, un objectif révolutionnaire - l'action populaire dans la rue c'est-à-dire la révolution romantique des barricades, ne se peut plus penser, dans les sociétés modernes, autrement que dans les perspectives qui furent offertes à la Hongrie de 1956 et à la France du 13 mai 1958 : en Espagne, déjà, en 1936... Pour tout le reste, elle se trouve acculée à des objectifs mineurs dans une forme tolérée par le Pouvoir : contre les licenciements !... Nos quarante heures !... Nos 15 % !... Paix en Algérie !...

Or il s'avère à l'expérience que, si une grève ou une manifestation quelconque peuvent protéger contre des licenciements massifs, elles sont impuissantes contre les licenciements progressifs ; que si elles peuvent obtenir l'inscription des quarantes heures dans la loi, il n'en faut pas moins faire quarante-cinq ou quarante-huit dans la pratique ; que 15 % d'augmentation des salaires arrachés au patronat sont bien vite repris - et avec usure ! - par une augmentation du coût de la vie ; et quant à la guerre en Algérie... Justement, la guerre n'avait cessé en Indochine que pour reprendre en Algérie ! Tout cela précisément parce que les structures économiques ne supportent ni qu'on ne licencie pas quand le patronat ne l'a pas décidé, ni qu'on fasse quarante heures quand elles en exigent quarante-cinq ou quarante-huit, ni qu'on donne 15 % d'augmentation sans toucher au profit, ni la paix quand sa conséquence serait une aggravation du sous-emploi. En le réclamant néanmoins et en prétendant l'imposer sous la pression de l'opinion, les partisans de l'action populaire veulent seulement réformer les usages sans réformer les structures : un réformisme sans réformes, le verbiage pseudo-révolutionnaire et la violence en plus.

Tandis qu'est révolutionnaire tout ce qui vise la transformation des structures dans le sens communautaire, qui ne l'attend pas du gouvernement mais du peuple, qui demande au peuple de s'y atteler sans attendre, non de se contenter d'en brailler la nécessité dans les rues au risque de ne réussir qu'à briser quelques vitrines, renverser quelques voitures ou y mettre le feu et à provoquer quelques bagarres entre gens du peuple ou entre le peuple et la police si ce n'est l'armée.

Il faut en finir avec cette tragique mystification.

A ceux qui pensent que, revenir à Robert Owen et à Proudhon, ce serait reporter aux calendes grecques l'échéance de la révolution totale et que le peuple vit dans des conditions qui ne lui permettent pas d'attendre, je ferai simplement remarquer que l'idée lancée par le premier voici maintenant cent cinquante ans et reprise par le second voici cent ans, a été abandonnée bien plus sous la pression du marxisme militant que sous celle du capitalisme récalcitrant, que s'il n'en avait pas été ainsi, il n'y aurait aucune chance qu'aujourd'hui la terre entière ne soit recouverte de coopératives en tous genres, et que, par voie de conséquence, le célèbre « accélérateur de l'histoire » que devait être la lutte des classes, en est le frein.

NOVEMBRE 1960

TABLE DES MATIÈRES

L'ÉQUIVOQUE RÉVOLUTIONNAIRE	1
INTRODUCTION	2
L'ÉQUIVOQUE RÉVOLUTIONNAIRE	6
AVERTISSEMENT	6
PREMIÈRE PARTIE - LA THÉORIE	8
I.	8
II. De l'équivoque métaphysique	14
à l'équivoque historique	14
III. - L'équivoque révolutionnaire et les mésaventures de la dialectique	20
IV. - Pèlerinage	26
aux sources de l'équivoque révolutionnaire	26
DEUXIÈME PARTIE - LA PRATIQUE OU LA LEÇON PAR L'EXEMPLE	35
I. - Radiogramme de la Hongrie contemporaine	35
II. - La première expérience Rakosi (1945-1953)	40
III. - L'expérience Imre Nagy (du 4 juillet 1953 au 14 avril 1955)	44
IV. - La seconde expérience Rakosi (du 14 avril 1955 au 4 juillet 1956)	48
V. - Ce qu'il fallait démontrer	52
CONCLUSION	55
I	55
II	58
III	63
IV	66
V	71
	73

